

**Le dollar
à 8,51 F**

LIRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

4 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 13 sch. ; Belgique, 23 fr. ; Canada, 1,70 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 80 c. ; Grèce, 340 dr. ; Inde, 80 p. ; Italie, 1 000 L. ; Japon, 370 ¥ ; Libye, 2,000 DL ; Luxembourg, 25 f. ; Norvège, 8,20 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 200 esc. ; Singapour, 340 F CFA ; Suède, 7,70 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 130 din.

Taux des abonnements page 2

DÉPÔT DES ITALIENS

7417 PARIS CEDEX 09

Tél. : 42 55 43 23 PARIS

Fax : 42 55 72-23

M. Reagan propose à la Syrie de négocier

Assad superstar

Le président Hafez el Assad n'est certainement pas un grand démocrate. Mais il s'est montré une nouvelle fois grand politicien en remettant au pasteur Jesse Jackson - premier candidat noir à la présidence des États-Unis - le rôle de médiateur entre la Syrie et Israël. Assad, qui a été abattu par la défense américaine lors du raid malheureux effectué par l'aéronavale américaine le 4 décembre dernier. Non seulement en effet il embarrasse ainsi gravement le président Reagan, mais encore il se présente en chef d'État animé de préoccupations humanitaires. Récuser une telle opération quelques semaines seulement après l'attentat de Beyrouth qui a coûté la vie à plus de deux cent cinquante militaires américains - et qui n'a pu avoir lieu qu'après, pour le moins, l'approbation de Damas - constitue un remarquable exploit.

En son stratège, le président Assad a compris que le moment était venu pour lui de porter sinon le combat du moins la confusion à l'intérieur même des États-Unis. Il conforte par son geste le pasteur Jackson, qui devra maintenant être pris au sérieux par les autres aspirants démocrates à la candidature, et au-delà les Américains qui sont de plus en plus nombreux à s'interroger sur l'utilité de la présence militaire américaine au Liban. Ces derniers se demandent déjà pourquoi il leur fallait laisser mourir leurs fils en des non-combats douteux. Ils peuvent maintenant ajouter qu'il existe apparemment au Proche-Orient un chef d'État conscient de ses responsabilités et capable, il vient de le prouver, de préférer la négociation à la guerre.

M. Reagan, dont la cause venait déjà d'être affaiblie par le rapport dévastateur du Pentagone sur les tentatives et abandons de l'attentat de Beyrouth, a tout de suite compris le danger. Quoi qu'il puisse lui en coûter, il a décidé de réserver le meilleur accueil officiel à M. Jackson et à son soutien « protégé ». La victoire remportée à Damas par le pasteur va sans doute, en effet, déclencher toute une surcharge contre l'engagement au Liban et mettre la Syrie en position de jouer les interlocuteurs valables. D'où le renvoi au Proche-Orient de l'envoyé spécial du président, M. Donald Rumsfeld. D'où aussi les nouvelles pressions exercées sur M. Gemayel pour qu'il accepte rapidement l'établissement de son gouvernement et les principes d'une « réconciliation » nationale impliquant pour commencer un droit de regard absolu de Damas sur les affaires libanaises.

En se servant du pasteur Jackson, le président Assad l'a aussi magnifiquement servi, contribuant ainsi à esquiver une modification inattendue du paysage politique américain. A la radicalisation à droite qu'incarne M. Reagan répond désormais l'apparition d'un « radical » de gauche. Ce phénomène dépasse le cadre de la communauté noire et rappelle par certains aspects la candidature de M. McGovern contre M. Nixon en 1972.

A la différence des autres candidats démocrates, le pasteur Jackson exprime toujours, en effet, des opinions tranchées, et pas seulement sur le Proche-Orient. Il a critiqué l'invasion de la Grenade de manière beaucoup plus catégorique que ses concurrents. Les combats du tiers-monde, de l'Amérique centrale à la Palestine, ont toute sa sympathie. Il est partisan de développer avec l'U.R.S.S. de bonnes relations et de réduire sévèrement le budget militaire. Il veut aussi faire largement contribuer les Européens à leur défense et diminuer graduellement la présence militaire américaine sur le Vieux Continent. Cela ne veut évidemment pas dire qu'il parviendra à distancer un Walter Mondale, mais on peut être assuré que sa présence marquera profondément le débat électoral qui se fait que s'ouvrir.

**Le succès
de M. Jackson à Damas
va peser
sur la campagne
présidentielle
aux États-Unis**

De notre correspondant

Washington. - C'était qu'il double pour le pasteur Jackson, premier candidat noir de l'histoire des États-Unis à une élection présidentielle, et la victoire dépasse toutes ses espérances. Elle a non seulement fait de lui le héros du jour devant lequel chacun, président compris, s'incline, mais elle lui a donné aussi non pas le droit à la parole, qu'il avait déjà, mais la possibilité de ne pas faire entendre - ce qui est tout différent.

L'Amérique va désormais vivre une campagne électorale marquée par l'absolu nouveauté d'une candidature noire sans aucun espoir, mais créditée d'un succès concret et indiscutable dont aucun des concurrents blancs, M. Reagan compris, ne peut se prévaloir. Rien ne dit que cette nouveauté ne laisse pas de traces durables.

Si M. Jackson était revenu de Damas sans avoir obtenu la libération du jeune lieutenant noir dont il était parti, vendredi dernier, plaider la cause auprès des dirigeants syriens, il aurait tout perdu. L'échec l'aurait ramené au rang d'animateur trop ambitieux, et sa tentative de passer du statut de militant pour les droits civiques à celui d'homme politique à part entière aurait été enterrée.

Le lieutenant Goodman, fait prisonnier le 4 décembre au Liban, lui a été remis, mardi 3 janvier, par les autorités syriennes, qui avaient affirmé auparavant qu'elles ne le relâcheraient qu'après « la fin de la guerre ». Les deux hommes devaient arriver, ce mercredi à l'aube, à Washington, accueillis par une foule en liesse mobilisée à la hâte par la municipalité noire de la capitale fédérale.

L'événement, pour la Maison

Blanche, mais aussi pour le parti

démocrate, aura été dur à digérer.

Le bouillant disciple de Martin

Luther King, le tribun dont la

flamme oratoire choque l'établissement

noir sans parler du blanc, a

réussi en moins de quatre jours ce

que le département d'État n'avait

entrepris d'essayer que par obligation

de routine, tandis que les autres

candidats démocrates tournaient

l'horizon des élections primaires.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

Le gouvernement tunisien veut prévenir une nouvelle extension des troubles

**Le premier ministre dénonce
un plan concerté pour abattre le régime**

Tunis. - Tunis était encore, ce mercredi matin 4 janvier, sous le choc des émeutes dont elle a été la proie tout au long de la journée de mardi. Alors que reprenaient lentement les activités, des chars de l'armée continuaient de stationner aux principaux carrefours et aux entrées de la ville.

La capitale, habituellement bruyante et animée, était déserte mardi soir et présentait un aspect lugubre et désolé. C'est que, devant la montée de la révolte du Sud jusque dans ses murs, et dans d'autres grandes villes, le président Bourguiba venait de décréter l'état d'urgence général et le couvre-feu de 18 heures à 5 heures du matin pour parer au risque d'un embrasement du pays tout entier. En outre, tous les établissements scolaires et les universités qui étaient en grève ont été fermés jusqu'à samedi.

Le bilan paraît déjà lourd. Il a très largement dépassé le chiffre des quatre morts annoncés par le ministère de l'Intérieur voilà quarante-huit heures. Dans le Sud, selon diverses informations concordantes, le nombre des victimes atteindrait au moins la vingtaine et les blessés se compteraient par centaines.

A Sfax, deuxième cité du pays, à

Kairouan, la ville sainte, à Tunis, les

De nos envoyés spéciaux

forces de l'ordre ont dû tirer et, malgré le silence officiel, il est hors de doute qu'on y a dénombré aussi des morts et beaucoup de blessés. C'est aux premières heures de la matinée, mardi, que Tunis a commencé à s'embraser. Des incendies ont d'abord éclaté autour des établissements scolaires situés sur les boulevards périphériques. Écoliers et lycéens de quatorze à dix-huit ans se contentent alors de lancer des pierres sur des voitures et sur les autobus, blessant les passagers, qui se rendent au travail ; le ton monte rapidement, et, avant que la police n'intervienne, des véhicules en stationnement sont incendiés. Des adolescents désarmés, dont la capitale fourmille, viennent très vite en renfort.

Dans le même temps, une partie des habitants de certaines cités populaires de la ceinture entrent en émeute, et bientôt des jonctions s'opèrent entre les divers groupes qui commencent à envahir le centre de la ville. C'est alors que la véritable explosion se produit. Elle dure jusqu'à la tombée de la nuit.

Les manifestants déferlent et

n'épargnent rien. Ils sacagent des

lycées et tentent de les incendier. Tout véhicule se trouvant sur leur passage est attaqué à coups de pierres et souvent détruit ou brûlé, les vitrines des magasins qui n'avaient pas eu le temps de baisser leur rideau volent en éclats, les étalages sont pillés. Les magasins de luxe et les supermarchés sont les premières cibles. Mais, très vite, les plus modestes boutiques ne sont plus épargnées.

En début d'après-midi, le vandalisme atteint son paroxysme. Après le pillage, c'est le sacage gratuit. Des bandes d'énergumènes qui prétendent vouloir dénoncer l'augmentation du prix du pain et se solenniser avec leurs « frères du Sud » se déchaînent, hâles, heureux de détruire. Ils arrachent les panneaux de signalisation, démolissent les parcsouriers en s'empressant de récupérer la monnaie, brisent tout sur leur passage, tentent même de mettre le feu à quelques immeubles et brûlent, sur les hauteurs de la ville, le dépôt de matériel de l'entreprise qui construit le futur métro.

PAUL BALTA
et MICHEL DEURÉ.

(Lire la suite page 3.)

Confusion et heurts chez Talbot

**La C.G.T. plaide
pour la reprise
du travail**

La situation demeurait confuse ce mercredi matin 4 janvier, à Peugeot Talbot de Poissy, où la production était toujours bloquée, et où des jets de boules ont été échangés entre grévistes et non-grévistes. La C.G.T. appelle à la reprise du travail. (Lire page 24, le reportage de Daniel Schreiermann.)

Les licenciements de Talbot sont, quoi qu'on en pense, inéluctables. Mais le traitement du dossier, depuis deux semaines, conduit à un engorgement, où la « restructuration de l'usine humaine » fait pâle figure et dont les syndicats risquent d'être les victimes. Il faut le rappeler, les difficultés de Talbot viennent d'abord de la stratégie du groupe Peugeot. Un rapport sur l'industrie automobile en France, publié le 3 septembre 1980 - donc avant le regroupement des réseaux Peugeot et Talbot - avait fait « la maintenance de l'automobile de ses trois réseaux » (Peugeot, Talbot et Citroën).

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 21.)

LES PROLONGEMENTS DE L'AFFAIRE ELF-ERAP

Le droit de remontrance Les charmes du secret

par PHILIPPE BOUCHER

Une courte phrase vaut bien un long discours. De ce principe, M. François Mitterrand a fait un juste usage dans sa réponse aux vœux des corps constitués, c'est-à-dire des plus hauts agents de l'État. Il a rappelé que la loi, qui pèse également sur tous, hommes et institutions, s'appliquait donc aussi aux juges, de toutes les sortes, qui avaient mission d'en mettre en œuvre l'esprit et la lettre. L'occasion était propice. Le leçon est claire. Elle ne vaut pas que pour les préceptes présents.

Pour l'heure, au-delà des manifestes bœufs ou des naïvetés, des fautes éventuelles, de la ronde des millions par centaines, l'impression demeure, gênante, d'une institution chargée de respecter et de faire respecter la loi qui, ne fût-ce qu'une fois, s'est consenti (ou bien a consenti) une exception à la règle dont elle est gardienne.

Le problème n'est pas nouveau. Il a des précédents. Comment contrôler le contrôleur ? Qui veille sur le fonctionnement des cours suprêmes, quels qu'en soient le nom ou la spécialité, alors que, à l'image des autres institutions de l'État, elles sont composées d'êtres humains, ni plus ni moins vertueux ou valeureux que d'autres ? Pourquoi ne peut-on censurer le censeur, si l'on estime,

ce s'il est avéré, qu'il a failli, comme on croit pouvoir le constater aujourd'hui ?

A l'aube de cette affaire, de moins en moins pétrolière et qui ne lui jamaie vraiment aéronautique, le secrétaire d'État au budget avait, sans doute dans le feu de l'action, envisagé des poursuites en forfaiture contre l'ancien premier président de la Cour des comptes. Ce serait, par cette seule procédure, quelle qu'en soit l'issue, faire un martyr d'un homme qui s'est peut-être simplement fourvoyé dans une discrétion qui n'avait pas sa raison d'être. Le reste appartient à sa conscience et à ses insomnies, qu'il ait trompé ou qu'on l'ait dupé. Quant aux dirigeants battus, l'initiateur ou le protecteur de cette désastreuse idée, ils n'ont à encourir que la sanction du suffrage. Les tribunaux ne sont pas une issue de secours de la politique.

Cette affaire, venant après tant d'autres, sera oubliée, comme l'ont été les autres. Puisse la loi ne pas suivre la même pente, notamment pour ce qui concerne l'une des fonctions imparties au chef de l'État, la plus éclatante mais pas la moins significative. L'exemple montre le président de la République complétant l'affirmation de son rôle, moins hautement qu'en matière diplomatique ou militaire, mais tout aussi nettement, bien que le propos ait été plus bref, moins public et plus allusif. Ce rôle, c'est celui de gardien des lois et de gardien de la loi des lois, la Constitution.

D'abord, parce que, chef de l'État, il veille à la qualité de son armature, c'est-à-dire de la loi. Son titre fait son droit - et son obligation. On vient de le voir. S'il n'a pas, compte tenu de la traditionnelle séparation des pouvoirs, la faculté d'intervenir sur la marche et les choix des juridictions, il défend le pouvoir moral de rappeler à l'observation de la loi. A plus forte raison si les termes de ce rappel sont suffisamment abstraits pour laisser croire qu'il ne vise pas une affaire particulière et n'y puise qu'une inspiration.

Ce droit de remontrance découle aussi de la Constitution, dont il est le gardien, et non pas le Conseil constitutionnel, dont l'appellation est sur ce point trompeuse. La fonction du chef de l'État est d'ordre moral, celle du Conseil strictement quotidienne et technique : au premier le symbole, à l'autre les décisions, discutables par essence. La hiérarchie s'inscrit d'elle-même.

(Lire la suite page 6.)

par JEAN PLANCHAIS

Dans une démocratie, l'ennui, c'est qu'elle ne doit avoir, en principe, aucun secret. Le citoyen, pour exercer un contrôle sur les élus, doit tout connaître de leurs décisions. Dans la pratique, bien entendu, les choses sont moins simples. En France comme ailleurs, du haut en bas de l'échelle des responsabilités.

Dans la moindre administration, le pouvoir du chef se mesure à ce qu'il a le droit, ou le moyen, de savoir ou de dissimuler à ses subordonnés et au public. Il est, à ce propos, pour le moins paradoxal que ce soit sous le règne de M. Valéry Giscard d'Estaing qu'aient été assouplies les règles du secret administratif.

Le secret a toujours été fort difficile à manier. L'après-guerre avait gardé la marque de la clandestinité et du secret militaire. Y compris du plus grand des temps modernes : celui qui entoure la fabrication de la bombe atomique.

Les ministres socialistes, dont le goût de la chose militaire se réclamait de Valéry et de Jaurès, se montraient les plus sourcilieux. M. Jules Moch, notamment, lorsqu'il était ministre de la défense nationale, en 1980-1981, alla jusqu'à engager des poursuites contre une femme de ménage, M^{me} Canon, coupable d'avoir couvert ses pots de confiture avec des papiers ramassés dans les corbeilles du ministère. Il lui advint même de faire déposer à titre d'aveu-tissement une demande de pour-suites - en blanc - sur le bureau d'un de ses secrétaires d'État jugé trop bavard.

La guerre froide, il est vrai, faisait régner depuis 1947 le harnais de l'infiltration communiste et de l'espionnage soviétique. Et la guerre d'Indochine devait donner lieu à de retentissantes affaires. Le 10 septembre 1949, par l'effet d'un hasard

qui sera contesté, un rapport du général Revers, chef d'état-major de l'armée de terre, renou d'une inspection en Indochine, est découvert dans le porte-documents d'un étudiant vietnamien. Le rapport a été tiré à cinquante exemplaires numérotés. Le ministre de la défense nationale, Paul Ramadier, soucieux d'éviter un scandale qui n'en éclaterait pas moins, décide que le document n'est pas couvert par le secret de défense nationale. La décision est de son ressort.

En 1954, Pierre Mendès France, quelques semaines après son arrivée au pouvoir, s'est avéré que les délibérations du comité de défense nationale en date des 28 mai et 28 juin ont été communiquées au parti communiste. C'est ce que prétend prouver le commissaire Dides, spécialiste, depuis l'occupation, de l'anticommunisme. Il lui laisse entendre que les fuites viennent du ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, qui sera tenu pendant deux mois à l'écart de l'enquête.

L'origine des fuites sera découverte : deux proches collaborateurs du secrétaire général de la défense nationale, Jean Mons, communiquaient les notes qu'il prenait pendant les séances du comité à un membre du P.C., André Baranes. Mais Baranes était un agent double au service du commissaire Dides. Il ne restait qu'à « habiller » ces notes de compte rendus imaginaires des délibérations du bureau politique du P.C. et à les faire tenir au chef du gouvernement pour « déstabiliser » le dernier. Ces scandales, qui tiennent le public en haleine pendant de longs mois, ne pouvaient amener à assouplir les règles du secret de défense nationale.

(Lire la suite page 7.)

DANS « LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES »

La sortie du dernier film de Federico Fellini

« Et vogue le navire »

(Lire page 9 les articles de COLETTE GODARD et JACQUES SICLIER)

Les pratiques culturelles des Français

Quatre témoignages

(Lire pages 10 et 11 les articles d'ANNICK COJEAN, JOSYANE SAVIGNEAU et ALAIN WAIS)



Un dialogue avec Mme Thatcher

par HENRI BRUGMANS (*)

Europe

Depuis dimanche, la France assume, pour six mois, la présidence de la Communauté des Dix. Gérard Jaquet espère qu'elle mettra cette occasion à profit pour stimuler la volonté politique sans laquelle la négociation sur la relance européenne est vouée à l'échec. Henri Brugmans imagine une conversation avec Mrs Thatcher pour tenter de la persuader de la nécessité d'un second souffle.

L'EUROPE est au point mort. Finies les vieilles chansons qui ont bercé nos inquiétudes croissantes. Finie la vieille rengaine qui nous assurait que l'intégration progressait — oh, lentement sans doute, mais tout de même par petits pas. Aujourd'hui, même les optimistes et les incrédules ne peuvent plus penser que l'union de nos pays émerge de tous les égarements réunis. C'est au-delà de ces égarements qu'il faut aller en recherchant l'intérêt commun, d'ailleurs évident. Ou bien veut-on que l'Europe abandonne la course vers l'avenir technologique et industriel ? Déjà les États-Unis et le Japon nous ont largement dépassés. Il suffit de laisser aller les choses comme elles vont, de photo de famille en photo de famille, en se querellant sur les gros sous.

Pour le Prime Minister britannique, il n'y avait qu'un problème : récupérer son chèque. Qu'importait la démocratie toujours menacée des nations libérées, ou les conditions de vie des paysans méditerranéens ? Seuls les « idéalistes » pouvaient s'en préoccuper. La femme réaliste ne pensait qu'à son chèque.

J'imagine qu'un continental, européen angoissé, eut avec elle un entretien. La voici.

« Ne croyez pas, madame, que je vous remercie de courtoisie envers vous. Rappelez-vous aussi que, naguère, nous vous avons accueilli, vous les Anglais, avec enthousiasme. Hélas ! de cet enthousiasme, il ne reste plus rien à l'heure actuelle. Votre adhésion n'a pas renforcé nos liens communautaires, c'est le moins qu'on puisse dire. Voyez où nous en sommes arrivés.

Le ver était dans le fruit

— Vous avez tort de charger le Royaume-Uni de tous les péchés d'Israël. Regardez les autres. L'autre jour, un journal que vous commentez a publié un petit dessin. On y voyait M. Chavon et Delors sortant de chez nous et souriant : « Ah, ces Anglais ! Ils ne pensent qu'à eux-mêmes. » Mais tous les deux agitaient, eux aussi, leur petit drapeau national. Et regardez le chancelier Kohl. Il se prétend le digne héritier de la tradition adnauérienne. Mais il réclame son argent, tout comme nous-mêmes. Alors...

— Il est vrai. Bien avant votre arrivée, le ver était dans le fruit. Mais, ce ver, vous avez tout fait pour le faire prospérer. Je le répète : voyez où nous en sommes arrivés. Parfois donc de nos chances d'avenir s'il en subsiste. Voulez-vous — voulez-vous vous-même ? — que la Communauté dégringole en bas le marché commun, en une espèce de GATT au petit pied ? Voulez-vous que la Commission européenne se contente de produire des rapports techniques et des recommandations qui ne se-

ront suivies d'aucun effet ? Voulez-vous une O.E.C.D. européenne ? Aviez-vous cela dans l'esprit lorsque vous avez adhéré ? Je ne réussis pas à le croire. Pour entrer « dans l'Europe » (comme vous dites), vous aviez le parti travailliste contre vous. Aujourd'hui, le Labour doit se dire qu'il avait bien raison dans son refus, puisque vous obtenez si peu de choses dans les fameux sommets européens !

— Pour nous, c'est une question d'équité, de fairness. Nous voulons retirer de la C.E.E. au moins autant que nous y avons investi. Voilà un principe éternel de bon business. Votre Communauté est une vache à lait qu'on essaie de nourrir le moins possible pour lui faire donner le plus possible de...

Un second souffle

— Surtout, ne dites pas le mot, madame. Le mot lait est tabou. On ne parle pas de lacs dans la maison du pape.

— En fait de mots, vos belles paroles sur la fraternité européenne ne m'impressionnent nullement. Elles me font penser à Hamlet : « Des mots, des mots, des mots. »

— Là, de nouveau, madame, vous avez raison. Mais, entre nous, dites-moi : avez-vous quelques idées d'avenir en tête ?

— Les idées ont l'habitude de venir plutôt de l'Europe, excusez-moi encore, je voudrais dire : du continent. A quel point vous ?

— Pour moi, une certitude : ou bien on laisse traîner les choses en recommandant un peu ici ou là, ou bien on s'accorde sur un plan de relance qui doit être suffisamment ambitieux pour donner le second souffle. Dans le premier cas, notre sort serait scellé. Reste donc l'autre volet de l'alternative.

— Qu'est-ce que cela signifie en pratique ? Car, pour nous, seule la pratique compte. Par ailleurs, je ne vous promets rien. Vous avez établi entre nous un système monétaire eu-

(*) Recteur honoraire du Collège d'Europe.

ropéen, auquel nous ne participons pas. Plus tard peut-être. On verra.

— Exactement. Une initiative de notre part ne signifiera en aucune façon un cas de non-adhésion. Ce sera simplement l'exercice d'une Europe « à deux vitesses ».

— Vous tournez autour du pot. Qu'avez-vous dans l'esprit ?

— Dans le domaine des initiatives possibles, nous n'avons que l'embaras du choix. Il y a en premier lieu le projet de statut que le Parlement a adopté récemment, en vue d'une véritable Union européenne, à la fois efficace et démocratiquement contrôlée pour l'instant, la C.E.E. n'est ni l'un ni l'autre. Moins loin va le projet d'un comité pour l'Union européenne, qui a son siège à Paris et a développé une activité diplomatique remarquable. Enfin, il y a toujours les divers rapports auxquels un ou plusieurs noms propres sont attachés : Tidemann, Vedel, Spierenburg. J'en passe et des meilleurs.

— Je crains bien que tous ces textes ne soient des projets en l'air. Pourtant, si jamais les continents voulaient vraiment s'unir sans nous, notre intérêt nous obligerait à nous y joindre. Nous préférons rien de tout cela. Mais on ne sait jamais. Il n'est pas impossible en principe que nos collègues du continent et leurs opinions publiques respectives soient sages par...

— Ne dites pas « la débâche », madame, ce mot ne vous sied pas. Dites plutôt qu'un saut peut se produire, après tant d'années d'étatisme passif. Après tout, l'idée européenne reste la seule constructive qui ait émergé de l'Europe après la guerre. Elle peut se réincarner, mais sa résurrection ne sera crédible qu'à condition qu'elle soit de nature politique et qu'elle frappe l'imaginaire.

— Le mot que vous venez d'employer est rarement utilisé chez nous. Nous craignons l'irréalisme des imaginatifs.

— Et Churchill, madame, n'a-t-il pas sauvé l'honneur et l'avenir sans calculer et en jetant les dés de son imagination ?

— Mais les débuts de la guerre étaient un moment crucial...

— Et qui vous dit, madame, qu'à l'heure actuelle le moment historique ne soit moins ?

Renoncer ou relancer

par GÉRARD JAQUET (*)

DEPUIS le sommet d'Athènes, l'Europe est en crise. Celle-ci était prévisible. Depuis de longs mois, les alertes succédaient aux alertes à un rythme accéléré. Chacune donnait naissance à un médiocre compromis, et, au lendemain de chaque épreuve, la Communauté se retrouvait un peu plus désorientée en face d'un avenir encore plus incertain.

Pourquoi en sommes-nous là ?

La première communauté européenne, celle du charbon et de l'acier, a trente ans, et le Marché commun vient de fêter son vingt-sixième anniversaire. A l'origine nos ambitions étaient clairement affirmées. Nous voulions créer une communauté d'États décidés à renforcer leur solidarité sur le plan politique comme sur le plan économique, et disposés à consacrer une part de leurs ressources à élaborer des politiques communes, ou, à tout le moins, à pratiquer des actions communes dans les domaines essentiels, et cela dans l'intérêt commun.

En dehors de la politique agricole, qui comporte des imperfections mais qui existe réellement, et d'une action sans doute insuffisante, mais efficace, en faveur des peuples du tiers-monde, aucune politique commune sérieuse n'a pu être élaborée au cours des vingt-cinq années qui viennent de s'écouler.

Cette insuffisance de l'action européenne est la cause la plus directe de la crise actuelle. Alors que la Communauté avait été créée pour permettre à nos peuples de surmonter progressivement les égoïsmes nationaux, ceux-ci, devant le caractère souvent décevant des résultats obtenus, se sont perpétués.

Après de longues tergiversations, l'impossibilité de dégager des solutions durables aux difficultés actuelles de la vie communautaire a finalement abouti à l'explosion de ces derniers jours.

Athènes a été un échec. Mais une crise franche permettant de poser clairement les problèmes n'est-elle pas préférable à un mauvais compromis dissimulant la gravité de la situation et donnant à certains une bonne conscience à peu de frais ?

On a souvent dit, à l'occasion des heures difficiles, et elles furent nombreuses dans la vie de la Communauté, que nous arrivions à un moment décisif. Malgré le caractère dramatique de certaines crises, ce n'était sans doute pas réellement exact. Mais, aujourd'hui, l'hésitation n'est plus permise. Nous sommes à l'heure de vérité, et un choix s'impose.

Si l'épreuve actuelle aboutit à un faux semblant inspiré par un souci de facilité et par l'esprit de renoncement, nous n'éviterons pas un nouvel et grave affaiblissement de l'édifice européen, et ce qui n'est aujourd'hui qu'une union doucement à peine amoindrie risque fort alors de se réduire à une simple zone de libre-échange.

Renoncer, et tenter de régler nos problèmes dans le cadre de l'Hexagone est peut-être le vœu plus ou moins secret de certains. Il n'est pas le nôtre. C'est, tout au contraire, une relance de la Communauté européenne qui s'impose. Telle sera, j'en suis persuadé, la détermination de la présidence française au cours des six mois qui viennent de commencer.

A l'issue du sommet d'Athènes, le président de la République affirmait d'ailleurs qu'il fallait « tirer le meilleur parti de la crise ». Il ajoutait qu'il souhaitait « l'avènement d'une volonté politique pour nos six États, qui donne une dimension profonde à l'entreprise ».

C'est ainsi, en effet, que le problème mérite d'être posé. La relance doit être globale car tous les éléments qui figurent à l'ordre du jour du récent sommet sont intimement liés les uns aux autres.

Des politiques nouvelles s'imposent, comme le souligne le gouvernement français, notamment dans le domaine industriel et technologique, et dans celui de l'emploi. La politique agricole doit être révisée, à condition qu'elle reste conforme aux principes qui ont présidé à sa élaboration : unité du marché, préférence communautaire, solidarité financière. Il faudra donner une réponse à l'Espagne et au Portugal, en précisant clairement les conditions de la contribution britannique devra également être réglée dans un esprit communautaire, et non par l'application de la règle du « juste retour », qui n'a jamais été acceptée par les partenaires de la Grande-Bretagne. Enfin, il est évident qu'on ne pourra dégager des solutions durables à ces problèmes que par un accroissement des ressources propres. Cela signifie, en clair, qu'il faudra dépasser le budget actuel de 1 % de T.V.A.

Mais le succès d'une telle négociation, qui comporte une large part de discussions de caractère essentiellement technique, suppose bien évidemment une réelle volonté politique. Tous les gouvernements de la Communauté sont désormais au pied du mur. Ils connaissent l'importance de l'enjeu. Ils savent que l'instabilité n'est plus aux « négociations » comme le disait M. François Mitterrand à Athènes. A l'heure de l'épreuve, ils doivent comprendre que l'intérêt de chacun est inséparable d'une solidarité européenne renforcée. C'est au cours des prochaines semaines que se décidera notre destin commun.

(*) Président de la délégation sociale française au Parlement européen, vice-président du Parlement européen.

GRIMOD DE LA REYNIERE, LE GOURMAND GENTILHOMME, de Ned Rival

Les folies d'un joyeux amphitryon

MILLE SEPT CENT CINQUANTE-HUIT : Louis XV règne sur la France depuis quarante-trois ans. Depuis deux ans durs une guerre qui ne finira qu'en 1763 et prendra le nom de « guerre de Sept Ans ». Louis, futur seizième du nom, n'a encore que quatre ans. A Paris naît Alexandre Belthazar Laurent Grimod de La Reynière.

Et cet enfant, qui deviendra quelque peu célèbre, nous restera néanmoins inconnu, malgré deux intéressants ouvrages de Gustave Desnoiresterres (1877) et de M. Pierre Béron (1930). Vient donc de s'y joindre, signé de Ned Rival, ce *Grimod de La Reynière, le gourmand gentilhomme*.

Le sous-titre me semble inexact : gentilhomme, non point ! Le Grimod était de La Reynière comme les Giscard sont d'Estaing, fermiers généraux et trafiquants depuis deux ou trois générations avec, ancestralement, des épiceries ou des charcuteries : le nouveau-né n'avait de sang quelque peu bleu que par sa mère, née de Jarente.

Si Alexandre Belthazar Laurent fut un aristocrate (et même un aristocrate !), ce fut de guerre. Et s'il eut quelque noblesse, ce fut celle du cœur et de l'esprit.

Mais revenons à ce lundi 20 novembre 1758. L'enfant qui naît, quasi estropié, les deux bras sans mains se terminant par des moignons — l'un en forme de serre de rapace, l'autre palmé comme patte de canard — pourrait faire pitié. Il fait horreur à sa mère. Sur les fonts baptismaux, deux domestiques, la veuve d'un tailleur et un frotteur de parquet, seront ses parrain-marraine. Ainsi, une mère qui l'a féroceement rejeté, blessée dans son orgueil de caste, et un père débilement mais indifférent et incapable livreront le petit disgracié au hasard d'une domesticité muée en précepteurs. L'intelligence de l'enfant Grimod s'éveille au spectacle d'un foyer incertain, où les amants de madame croissent dans l'écouille de l'hôtel (à la place duquel fut édifiée l'ambassade des États-Unis, place de la

Concorde, à l'orée des Champs-Élysées), un ectoplasme de mari : « Quelle est cette figure à la Calot ? », demande un jour à Mme de La Reynière le duc de C... « Ne faites pas attention, c'est mon mari ! »

Décidément, son beau-frère Malesherbes avait eu bien raison de lui dire, au début du mariage : « Votre bonheur dépend du premier amant que votre femme aura ! »

Un sens à sa vie

Ici, il eût sans doute fallu que le biographe s'adresse au médecin, interroge le psychiatre. Les folies de jeunesse, les plaisanteries macabres auxquelles le jeune écorché vif se livra, la hargne du jeune garçon envers l'épaisseur roturière de son fermier général de son père, et le sarcasme au cœur sec de sa mère, folies qui lui valurent lettre de cachet et exil, sont bien excusables. Curieusement, ce sera de cet exil, chez les chanoines de Domèvre, en Lorraine, qui voulait être punition, qu'il bénéficiera. Il lui fera connaître le « plus doux des péchés » (comme disait Belzac) : celui des moines gourmands. Il donnera un sens à sa vie.

La vie de ce cher Grimod n'en sera pas moins tumultueuse surtout que passionnée, et Ned Rival la retrace avec sympathie, ayant, à sa portée, retrouvé des documents jusqu'ici ignorés. Et si ce « Père de la Table » (comme écrivait Sainte-Beuve) est méconnu, plus encore le sont ses successives incarnations : avocat, journaliste, marchand d'épicerie, critique dramatique et surtout épicurien prolifique et insatiable. Si l'on connaît ses *Almanachs gourmands* et son *Journal des gourmands et des belles*, qui se souvient de ses autres ouvrages, de ses articles folsonnants ? Si l'on s'étonne quelquefois de ces dits d'orientation, qui s'est avisé qu'il fut les mettre en scène comme ces piques qu'il savait critiquer ? Et si enfin l'on ricane à

propos de son Jury déguistateur le traitant de pique-assiette au besoin, force est de reconnaître qu'il réunissait non point seulement de malins estomachs, mais d'authentiques amateurs, de spirituels convives et des jolies femmes. Oh pouvait-il, avec ses moignons, les retrouver autrement ?

A travers sa vie, son appétit, sa correspondance passent d'innombrables silhouettes d'une époque mouvementée. La petite histoire s'y enrichit qui conforte l'autre, l'histoire avec majuscule. C'est en cela que l'homme, attachant et son œuvre méritent d'être connus.

Pour le sort du bouquin de Ned Rival, nous nous sommes retrouvés au Fouquet's autour d'un déjeuner « à la », répétition du souper du 9 mars 1786 et débutant par le « coup d'avant » (vin de Madère sec pour accompagner les petits pâtés de Béziers, les canapés de foies de raies et les rissoles de filets de maquereaux — nouvelle cuisine d'hier !) pour finir « à dix-sept heures de l'après-midi » par des ragoûts et des rôtisseries, « réchauffés d'époque merveilleusement actualisés par un cuisinier d'aujourd'hui : M. Ducroux.

Célébrons-à-on, dans quatre ans, et comme il convient, le cent cinquantième anniversaire de la mort de l'illustre inconnu Grimod ? Il avait soixante-deux ans et, dans sa retraite de Villiers-sur-Orge, ne méchant plus que des souvenirs et des rancœurs, il attendait : « Il ne meurt pas, il attend », disait le docteur Rogues. Il eut enfin, ce jour de Noël 1837, le mot de sa fin. Réclamant un verre d'eau qu'il vida d'un trait, il avait dit : « Au moment de paraître devant Dieu, je veux me réconcilier avec mon plus mortel ennemi. » Il but et, soupirant, s'éteignit.

ROBERT J. COURTINE.


* *Grimod de La Reynière, le gourmand gentilhomme*, par Ned Rival. Ed. Le Pré aux Clercs. 265 p. 79 F.

Signalons d'autre part la réédition du *Manuel des amphitryons* de Grimod de La Reynière, avec une préface de M. Gustave Godard, aux éditions A. M. Métailié. 292 p. 89 F.

544 pages - 50 F.

Marcel Mauss

Sociologie et anthropologie



Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

Le Monde

Service des Abonnements
2, rue des Mathématiques
75007 PARIS CEDEX 05
C.C.P. Paris 6877-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 605 F 897 F 1080 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1245 F 1819 F 2348 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 685 F 979 F 1248 F
IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 830 F 1197 F 1538 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) versent leur paiement de chèques à leur demande.

Changement d'adresse définitif ou provisoire (donner adresse ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande sur un timbre ou un papier avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement de l'année à nos bureaux de Paris.

مقترا من الامم

مقدونيا

Le Monde

étranger

LES ÉMEUTES EN TUNISIE

MALGRÉ UN REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE EN 1983

L'emploi demeure l'un des soucis majeurs du gouvernement

Tunis. — L'économie tunisienne, qui demeure largement tributaire de la conjonction internationale et des conditions climatiques, avait amorcé, en 1983, un redressement appréciable après les résultats très médiocres qu'elle avait enregistrés l'année précédente. Cette reprise, qui devait permettre de rattraper quelque peu les retards accumulés par rapport aux prévisions du VI^e plan quinquennal de développement (1982-1986), a été principalement illustrée par la remontée du taux de croissance du produit intérieur brut de 1,5 % en 1982 à 4,5 %.

Les 6 % prévus par le plan auraient pu être atteints, assurent les responsables de l'économie, sans la persistance de la sécheresse et ses répercussions sur l'agriculture, qui a stagné, alors qu'elle avait enregistré, en 1982, une hausse de 6,7 %, et sans le fléchissement, pour la seconde année consécutive, de 8 % du secteur du tourisme. En revanche, les industries manufacturières ont progressé de 9,3 % et les mines, les hydrocarbures et l'électricité de 5 %.

Pour 1984, la croissance devrait se maintenir dans ces secteurs, et, si une évolution favorable du tourisme restait problématique, bien qu'espérée, les services spécialisés estiment que, grâce aux pluies de l'automne et à la modernisation progressive des méthodes de travail entamées depuis un an, l'agriculture devrait progresser de 9 %, sinon plus.

Les investissements, conformes aux prévisions, se sont situés à 1 625 millions de dinars (contre 1 470 millions en 1982), principalement orientés vers les mines, les hydrocarbures, l'élec-

De notre correspondant

tricit, les industries manufacturières, l'agriculture, et d'une façon générale en faveur des projets productifs à forte densité de main-d'œuvre. L'emploi demeure en effet l'un des soucis majeurs du gouvernement, qui a pu s'approcher, en 1983, de ses objectifs en créant 43 000 emplois permanents dans les secteurs non agricoles (contre 40 000 en 1982), auxquels il convient d'ajouter 8 000 placements dans les pays du Golfe au titre de la coopération. Ainsi, et sans compter les secteurs non structurés (artisanat, petits métiers, etc.), l'offre d'emplois s'est établie à quelque 50 000, couvrant près de 85 % de la demande additionnelle de travail.

Aucune statistique n'a jamais été publiée sur le chômage, qui est d'ailleurs fluctuant en raison des travaux saisonniers qui nécessitent, dans l'agriculture, une main-d'œuvre plus ou moins nombreuse selon l'importance des récoltes. Le chiffre de 300 000 chômeurs est généralement avancé. Dans cet état, la journée tient la plus large part, et, selon toute évidence, malgré les efforts des autorités, il faudra encore de nombreuses années pour l'intégrer davantage dans les circuits de production. Le problème revêt d'autant plus d'importance quand on sait que 60 % des 8,5 millions de Tunisiens ont moins de vingt ans et que, malgré l'application des programmes de planification familiale et l'autorisation de l'avortement, cette poussée risque de continuer puisque le taux d'accroissement démographique, qui est depuis quelques années de 2,1 %.

En début d'année, la situation de la balance des paiements avait suscité des préoccupations, mais un redressement, dû essentiellement à la reprise des exportations de pétrole et au tourisme (bien qu'ayant baissé en novembre d'est acour de 10 % en entrée de devises), il est apparu à la fin du premier semestre. Les réserves de change, avec 295 millions de dinars en octobre, ont retrouvé leur niveau de l'année précédente. Le déficit ne s'en situe pas moins à 480 millions de dinars, soit 8,7 % du P.N.B. contre 9,5 % en 1982. Son financement continue, comme par le passé, à être assuré, pour environ un tiers, d'apports extérieurs.

Quant à la dette extérieure, qui a subi le contrecoup de la réévaluation du dollar, elle s'élève à 2 475 millions de dollars, soit 45 % du P.N.B., alors que les prévisions la chiffrèrent à 40 %, taux de 1982. Les charges de remboursement représentent 16 % des recettes en devises, contre 14,7 % l'an passé.

Pour 1984, les autorités, qui comptent poursuivre l'effort entamé en matière de maîtrise des prix (3,7 % de hausse entre janvier et octobre, contre 11,2 % l'an passé), s'étaient fixés trois priorités : consolider la relance de la production et de l'emploi pour mieux assurer l'exploitation des capacités de production en place ; maîtriser les investissements et la consommation de façon à assurer une utilisation judicieuse des ressources ; préserver l'équilibre de la balance des paiements de sorte qu'il demeure compatible avec la capacité d'endettement du pays.

M. D.

Le premier ministre dénonce un plan concerté

(Suite de la première page.)

La violence déferle jusque dans l'avenue Bourguiba. Les premiers coups de feu tirés par les forces de l'ordre retentissent alors en plusieurs points de la capitale, suivis sans cesse par des hélicoptères et quelques chasseurs de l'armée de l'air.

Tout au long de la journée, les manifestants ont semblé utiliser une tactique qui rappelle étrangement celle des foules de Tchernobyl lors des folles semaines qui ont précédé l'ef-

ment, les autorités n'avaient pas prévu une telle situation. Mais, devant ce déchaînement, elles ont aussi réagi par des appels aux militaires avant la proclamation de l'état d'urgence, pour limiter l'effusion de sang, contrairement à ce qui s'était passé dans des circonstances analogues le 16 janvier 1978.

De mêmes actes de vandalisme se sont produits dans la périphérie, et jusque dans les banlieues résidentielles. C'est ainsi, notamment, que

Gabès, l'armée et la police quadrillent les rues et contrôlent strictement les routes qui conduisent à ces villes. Les forces de l'ordre ont été acheminées en grand nombre à Sfax, à Kairouan et au Kef dans le Nord, à la suite des manifestations qui s'y sont déroulées le 3 janvier.

Paradoxalement, mardi matin, les journaux tunisiens ont mentionné plus ou moins discrètement - les troubles dans certaines régions - réservant leurs gros titres au coup d'envoi des festivités devant marquer, au printemps, le cinquantième anniversaire du Parti socialiste destourien, que M. Habib Bourguiba a effectivement présidées dans sa ville natale de Monastir, avant de regagner Tunis, en présence de plusieurs membres du gouvernement. Ce n'est que tard dans la soirée que M. Mohamed Mzali s'est adressé à la population dans une allocution radiotélévisée. Le visage grave, le premier ministre a développé deux thèmes principaux : les émeutes visaient à déstabiliser l'Etat, le gouvernement demeurera ferme.

M. Mzali a longuement expliqué les raisons qui ont conduit le gouvernement à doubler le prix du pain, qui n'avait pas été augmenté depuis une quinzaine d'années. Puis il a énuméré les mesures qui ont été prises en faveur des catégories les moins nanties pour compenser cette hausse. Annoncées depuis plusieurs semaines, ces mesures n'avaient cependant été précisées et chiffrées que vingt-quatre heures plus tôt, alors qu'il était déjà trop tard, la révolte ayant éclaté dans le Sud.

Mais, pour le premier ministre, la décision gouvernementale n'a été qu'un prétexte. « Il y a eu manipulation », a-t-il dit. Les jeunes ont été entraînés et fourvoyés dans des mouvements en apparence spontanés, mais derrière lesquels existait tout un plan de déstabilisation et des éléments plus ou moins inspirés par certaines influences dont le but déclaré était d'abattre le régime. « Il a d'autre part annoncé que l'état d'urgence et le couvre-feu seront maintenus « tout le temps qu'il faudra pour permettre de débarrasser les faiseurs de troubles, que dérange le climat démocratique existant désormais en Tunisie ».

M. Mzali n'en a pas dit plus sur la nature des « influences » qu'il a évoquées, mais à l'évidence il semblait faire allusion à des forces étrangères. Si la tactique employée par les émeutiers peut faire penser aux islamistes iraniens, qui ont leurs partisans en Tunisie, on ne peut oublier que l'explosion a été amorcée dans les régions limitrophes de la Libye et depuis longtemps perméables à la propagande révolutionnaire de Tripoli.

Depuis quelques mois, il est vrai, un rapprochement spectaculaire a eu lieu entre les deux voisins, et le colonel Kadhafi a même donné l'impression de modifier radicalement son attitude à l'égard des pays du Grand Maghreb, allant jusqu'à demander à adhérer au traité de fraternité et de concorde signé par l'Algérie, la Tunisie et la Mauritanie.

Il est non moins vrai que le « guide » de la révolution libyenne n'aurait pas caché à des interlocuteurs qu'il désapprouvait très fermement que la Tunisie continue d'héberger M. Yasser Arafat, contre lequel il avait envoyé ses propres brigades combattre au nord du Liban. C'est d'ailleurs la veille du retour à Tunis du président de l'O.L.P. que les troubles ont débuté. Est-ce une simple coïncidence ? Est-ce aussi une coïncidence si, depuis que la fusion tuniso-libyenne du 12 janvier 1974 a avorté, il n'est guère de mois de janvier qui n'aient été marqués en Tunisie par des événements plus ou moins graves, le dernier étant l'attaque de Gafsa en 1980 par un commando entrainé en Libye ? La radio libyenne n'a pas commenté ces événements, se bornant à annoncer brièvement mardi soir l'établissement de l'état d'urgence.

Il n'en demeure pas moins qu'en dépit des efforts du gouvernement de M. Mzali le pays est confronté à une série de problèmes économiques et sociaux. Ceux de la jeunesse et de l'emploi, notamment, se posent avec acuité et peuvent en partie expliquer les excès qui ont été commis à Tunis et dans les grandes villes.

PAUL BATA
MICHEL DEURE.

● Un mouvement d'opposition revendique, à Bruxelles, la responsabilité des troubles. Le Mouvement d'opposition nationale tunisien (MONT), animé par M. Ibrahim Toubal, a affirmé, dans un communiqué publié mardi 3 janvier à Bruxelles, que l'action qu'il mène en Tunisie est à l'origine des troubles qui secouent le pays. Dans un communiqué, le MONT dénonce la « répression des insurgés de la faim » par les forces de l'ordre tunisiennes. Selon lui, la politique de « laisser-aller économique » du premier ministre, M. Mohamed Mzali, aboutit à « l'appauvrissement des déshérités et à l'enrichissement des privilégiés ». — (A.F.P.)



l'effondrement de la monarchie en février 1979. Des rassemblements de cinq cents à mille personnes mobilisent la police qui s'efforçait de les disperser par des interventions à la matraque ou par des jets de grenades lacrymogènes, tandis que des groupes plus réduits s'agitaient en toute quiétude dans les rues avoisinantes. On ne pouvait pas ne pas remarquer que leurs mouvements étaient coordonnés par quelques-uns de leurs amis se déplaçant à motocyclette.

Ainsi, pendant des heures, les émeutiers ont pu paraître maîtres de la ville, les forces de l'ordre ne pouvant qu'être débordées. Manifeste-

La tension demeure dans le Sud

Dans le Sud, où les désordres s'étaient progressivement étendus d'agglomération en agglomération à partir du 29 décembre, la tension demeure grande. A Kasserine, Gafsa,

PROCHE-ORIENT

SELON UN SONDAGE

Trois Israéliens sur quatre sont favorables à une réduction des dépenses affectées aux implantations dans les territoires occupés

De notre correspondant

Jérusalem. — Le ministre israélien des finances, M. Ygal Cohen Orgad, peut se flatter d'être en accord avec ses contribuables. Le grand argument sabbatique, on le sait, par souci d'économie, sinon « gel », du moins ralentir, la construction des implantations juives dans les territoires occupés (le Monde daté 1^{er} janvier). Or, selon un sondage publié mardi 3 janvier par le *Jerusalem Post*, près de trois Israéliens sur quatre sont du même avis.

Des personnes interrogées, 72 % estiment que les dépenses devraient être réduites en priorité les dépenses affectées aux colonies de peuplement. Les contribuables pleurent ensuite, dans l'ordre des sacrifices à consentir, l'abandon de la construction de l'avenue de chasse israélienne Lavie et celui du projet du canal mer Morte-Méditerranée, puis des congrégations budgétaires dans les domaines de l'éducation et de l'intégration des nouveaux immigrants.

La Knesset a, d'autre part, prolongé lundi 2 janvier la validité des

lois d'urgence qui régissent la Cisjordanie et Gaza depuis 1967, et en vertu desquelles l'armée peut légiférer par ordonnance dans de nombreux secteurs. Les députés ont, en outre, adopté deux nouvelles lois étendant aux territoires le champ d'application de la législation israélienne, notamment en matière fiscale. Les élus de l'opposition ont dénoncé cette nouvelle preuve d'« annexion rampante ». M. Ronni Milo, chef du groupe parlementaire du Herout (principal parti de la coalition gouvernementale) a souligné que « ces lois visant à créer une situation de fait rendant impossible la création d'un Etat palestinien ».

Pour sa part le ministre de la défense, M. Moshe Araz, a déclaré, également devant la Knesset, que l'armée avait l'intention de raser, le long des routes bordant les camps de réfugiés en Cisjordanie, les maisons d'où de jeunes Arabes ont pris l'habitude de jeter des pierres en direction des automobilistes.

J.-P. LANGELLIER.

L'aviation israélienne a bombardé

« deux bases de terroristes liés à l'Iran » près de Baalbek

L'aviation israélienne a attaqué, mercredi 4 janvier, au matin, « deux bases de terroristes liés à l'Iran » dans la région de Baalbek (nord de la Bekaa) au Liban, a annoncé le porte-parole militaire israélien. Selon celui-ci, tous les avions israéliens sont rentrés intacts à leur base et les pilotes ont affirmé avoir atteint leurs objectifs. Selon un porte-parole militaire syrien, dix-sept personnes ont été tuées et cent six blessées au cours de ce raid. Les bases visées se trouvaient respectivement à 5 kilomètres au sud et à 1,5 kilomètre au sud-ouest de Baalbek. Ce raid aérien est le neuvième depuis l'attentat contre le quartier général de l'armée israélienne à Tyr (sud du Liban), le 4 novembre.

● L'attentat de Beyrouth. — Le chauffeur du consul de France à Beyrouth qui a été grièvement blessé au cours d'un attentat, mardi 3 janvier dans la capitale libanaise, et dont l'état, le lendemain, restait critique, s'appelle M. Raymond Vautier et non Henri Vautier comme nous l'avons écrit dans le Monde du 4 janvier (page 4).

A Beyrouth, la radio officielle libanaise a annoncé que seize appareils israéliens ont participé au raid. Elle a précisé que les objectifs visés étaient les aéroports de la ville de Baalbek, ainsi que les villages de Talia et de Haouch-El-Ghanam, situés à 25 kilomètres au nord de la route Beyrouth-Damas. Cette région abrite notamment des positions de dissidents palestiniens du colonel Abou Moussa, selon certaines sources.

D'autre part, l'armée israélienne a évacué le bâtiment du Sérail, à Salda (sud du Liban), où étaient installés depuis plusieurs mois des services de logistique et de commandement, et ne maintient dans cette ville que « les forces visant à assurer la sécurité » des soldats israéliens, a annoncé, mardi 3 janvier, la radio israélienne. Selon celle-ci, l'état-major se prépare activement à un nouveau retrait des forces israéliennes vers le sud, le déplacement sur la ligne Awali, de septembre, ne permettant pas d'empêcher la recrudescence des attentats anti-israéliens. — (A.F.P.)

LA RÉUNION DES DIRIGEANTS DU FATH A TUNIS

Un compromis a été trouvé pour sauvegarder l'unité de la principale composante de l'O.L.P.

De notre envoyé spécial

Tunis. — Il a fallu quatre nuits et trois jours de délibérations intensives et de tractations aux onze membres du comité central du Fath, l'organisation de M. Yasser Arafat au sein de l'O.L.P., pour parvenir à rédiger un projet de déclaration reflétant un consensus laborieusement conçu. Le texte, dont il a été fait chaque phrase à l'objet de débats parfois orageux, devrait être diffusé, après un ultime examen, dans la journée de ce mercredi.

Au départ, le compromis n'était pas évident. Un fossé apparentement infranchissable séparait M. Arafat de ses dix compagnons. Ces derniers exigeaient de leur président une autorité en règle concernant son entente au Caire, le 22 décembre, avec le chef de l'Etat égyptien, M. Mubarak. Sa visite dans l'unique capitale arabe ayant signé la paix avec Israël, disait-on, avait placé nombre d'« Etats arabes dans l'embarras et divisé profondément l'opinion palestinienne. Pour la première fois de leur existence, le Fath et l'O.L.P. étaient menacés d'éclatement. Ce risque paraissait bien réel, à en juger par les propos violemment contradictoires que l'on recueillait parmi les nombreux cadres militaires et politiques qui ont investi les hôtels de Tunis et de sa banlieue.

Des détracteurs du président de l'O.L.P. n'hésitaient pas à le qualifier de « Sadate palestinien » et annonçaient périodiquement sa destruction ou sa démission. Contrairement à ses habitudes, M. Arafat, lors de ses futures apparitions, esquivaient les questions des journalistes. La tête baissée, la mine renfrognée, il marmottait que « tout finirait par s'arranger ». On savait, cependant, qu'il refusait non seulement de faire son autocritique, mais s'opposait aussi à ce que sa visite au Caire fût évoquée dans la déclaration finale. Lors des réunions à huis clos, il expliquait inlassablement que sa rencontre « fortuite », mais néanmoins « historique », avec le président Mubarak s'était produite sous le coup de l'émotion qu'il avait ressentie de l'accueil chaleureux que lui avaient réservé les Égyptiens lors des escales de son bateau à Port-Saïd et Ismailia.

Le compromis lui permet de sauver la face tout en définissant les limites de sa marge de manœuvre. Dans le texte élaboré, le comité central du Fath exprime son attachement à son président et lui renouvelle sa confiance, mais juge, néanmoins, son déplacement au Caire comme « une initiative personnelle contraire aux règles de la direction collégiale traditionnelle en vigueur au sein du Fath ».

La gravité de la « faute » est atténuée par la vigoureuse dénonciation de la Syrie et des organisations palestiniennes qui lui sont proches. Elles sont mal placées, déclare en substance le communiqué final, pour critiquer la rencontre du Caire alors qu'elles ont couvert par leur silence le massacre de Palestiniens à Tripoli par les forces de Damas tout autant que les trahisons en cours entre la République baasiste et le gouvernement libanais. Ce dernier n'a-t-il pas, tout autant que celui du Caire, conclu la paix avec Israël aux termes de l'accord du 17 mai 1983 ?

Le comité central du Fath dramatise l'entretien Arafat-Mubarak en minimisant sa portée. Le communiqué final réaffirme, en effet, l'opposition de l'organisation aux accords de Camp David et au plan Reagan dans sa forme actuelle et renouvelle sa fidélité aux résolutions adoptées en février 1983 par le Conseil national palestinien (le Parlement de la résistance). Il rappelle à ce propos que le dialogue avec le roi Hussein en vue de la création d'une confédération jordanio-palestinienne ne saurait se poursuivre que dans la perspective de la création d'un Etat palestinien indépendant sous l'égide de l'O.L.P. La rencontre du Caire, précise la déclaration, s'inscrit dès lors dans le cadre ainsi défini.

Camp David est « irréversible »

Les motivations de M. Arafat ne sont pas désavouées, bien au contraire, puisque les membres du comité central, unanimement, se déclarent favorables à la poursuite des efforts destinés à ramener l'Égypte au bercail arabe. « Nous sommes tous d'accord pour juger que le poids de l'Égypte sur les plans régional et international est indispensable au succès de la cause palestinienne, nous ont dé-

claré divers membres du comité central, et notre critique d'Arafat est d'ordre purement formel, car nous estimons que sa visite au Caire était inopportune et mal préparée ».

Il avait été prévu, selon nos interlocuteurs, que la direction du Fath fasse des ouvertures au président Mubarak, mais seulement après le règlement du conflit au sein de l'O.L.P. En outre, un « prix politique » aurait été demandé au Caire pour l'ouverture d'un dialogue qui aurait comme effet d'extraire l'Égypte de son isolement. La « légende », que l'on rapproche à Arafat consiste à avoir « dédaigné » sans contrepartie le successeur d'Anouar El Sadate.

Les dirigeants du Fath admettent en privé que le traité de paix israélo-égyptien est « un fait irréversible ». L'espoir qu'inspire leur stratégie est de remettre en cause, avec le concours du Caire, le seul deuxième volet des accords de Camp David portant sur l'avenir des territoires occupés. Ils souhaitent susciter une procédure autre que celle de la « fausse autonomie » que l'Etat hébreu se propose de mettre en œuvre. Si le plan de Fath adopté par l'O.L.P. et les chefs d'Etat arabes, en septembre 1982, est officiellement celui qu'ils préfèrent, ils se déclarent disposés à entériner les propositions de la France et de l'Égypte contenues dans le projet de résolution qu'elles ont présenté au Conseil de sécurité en juillet 1982. Ce texte prévoit notamment « la reconnaissance réciproque et simultanée » d'Israël et de l'O.L.P., et l'ouverture de négociations de paix entre les deux belligérants.

Dans l'immédiat, cependant, la principale préoccupation de la direction du Fath est d'éviter l'éclatement de l'O.L.P., dont il est la principale composante. Cette unité est « notre acquis politique le plus précieux », selon les termes d'Abou Iyad. A cet effet, des pourparlers devraient s'engager sans tarder avec trois formations contestataires : le Front populaire de M. Georges Habbache, le Front démocratique de M. Hawatme et le parti communiste - dont les représentants, venant de Damas, sont attendus à Tunis dans la journée de ce mercredi 4 janvier.

ERIC ROULEAU.

AFRIQUE

Nigéria

Le couvre-feu a été levé et les communications avec l'extérieur ont été rétablies

Radio-Lagos a annoncé, mardi après-midi 3 janvier, la levée du couvre-feu nocturne en vigueur depuis le coup d'Etat du 31 décembre, ainsi que la réouverture des aéroports. Les communications téléphoniques et télégraphiques sont également rétablies. En revanche, les frontières terrestres et maritimes demeurent fermées. L'agence de presse nigériane N.A.N. annonce, d'autre part, que l'ancien président, M. Shehu Shagari, est arrivé mardi matin à l'aéroport de Lagos en provenance de Kaduna, ville située près d'Abuja, où il avait été arrêté. M. Shagari, qui portait des lunettes, serait depuis en résidence surveillée à son domicile.

Le nouveau chef de l'Etat, le général Buhari, a, d'autre part, confirmé qu'un officier a été tué lors de l'arrestation de M. Shagari, dans des circonstances encore mal définies. Cet officier, le général Ibrahim Bakr, serait, selon les nouvelles autorités, la seule victime du coup d'Etat. En revanche, pour la première fois depuis le renversement de

M. Shagari, Radio-Lagos a fait état de troubles et de mouvements de protestation - limités - dans diverses villes du pays.

La radio nationale a également annoncé que les membres du Conseil militaire suprême « ont prononcé leur serment d'allégeance au gouvernement fédéral militaire en tant que membres du plus haut organe directeur de la nation », devant le général Mohammed Buhari. Cette instance, qui compte dorénavant dix-neuf membres, comprend notamment des hommes ayant appartenu au dernier gouvernement militaire qui, en 1979, restitua le pouvoir au président élu, M. Shagari. Une réunion à huis clos du Conseil a ensuite eu lieu, afin de procéder à la nomination d'un Conseil exécutif fédéral (C.E.F.), qui fera office de gouvernement. Lundi, le général Buhari avait indiqué que des civils pourraient faire partie de l'exécutif.

Le coup d'Etat paraît avoir été essentiellement exécuté par l'armée de

terre. On remarque la présence au sein du Conseil militaire suprême de plusieurs officiers supérieurs proches de Murtala Mohammed, ancien chef de l'Etat nigérien, assassiné en février 1976 après avoir succédé au général Gowon. Murtala Mohammed est réputé avoir mené une politique anti-corruption.

Le Conseil militaire suprême a, d'autre part, nommé des gouverneurs militaires à la tête de chacun des dix-neuf Etats de la fédération. Il a également arrêté la composition du nouveau Conseil d'Etat, qui comprendra le chef du gouvernement militaire fédéral, le général Buhari, le ministre de la défense, les chefs d'Etat-major, le chef de la police, le ministre de la justice et le procureur général. Le Conseil a nommé cinq nouveaux généraux, dont un ancien ministre, et les administrations de chaque Etat de la fédération comprendront neuf ministres.

A Londres, on apprend, d'autre part, mardi 3 janvier, que le gouvernement nigérien a réglé une partie des dettes bancaires par l'intermédiaire de la banque Barclays, soit un peu plus de 50 millions de dollars. Les échéances de ces remboursements, d'un montant global d'un peu plus de 2 milliards de dollars, étaient prévues par des accords de rééchelonnement de dettes commerciales conclus les 13 juillet et 19 septembre derniers entre l'ancien gouvernement et les représentants des banques françaises. - (A.F.P., Reuters, A.P.)

Mozambique

UNE CINQUANTAINE DE PERSONNES MASSACRÉES

Près d'une cinquantaine de passagers d'un autocar circulant à proximité de la ville de Murrupula (province de Nampula), à environ 150 kilomètres au nord de la capitale, Maputo, auraient été massacrés le jour de Noël, a-t-on appris de sources diplomatiques occidentales à Harare (Zimbabwe).

Six personnes seulement auraient échappé à la tuerie présumée, selon les mêmes sources, par des rebelles de la R.N.M. (Résistance nationale du Mozambique). Cependant, un porte-parole de cette organisation, M. Jorge Correia, a déclaré, à Lisbonne, que « les seuls responsables sont les forces maoïstes qui se sont fait passer pour les forces de la résistance dans le but de dissuader la population de la province de Nampula de (nous) appuyer ». - (A.P., A.F.P.)

ASIE

Chine

Le développement de modes de production familiaux va être encouragé dans l'agriculture

Pékin. - Malgré les difficultés et les réserves qu'elle rencontre encore de la part de certains cadres locaux, la politique de réforme à la campagne non seulement va continuer d'être encouragée par le pouvoir central, mais elle devrait s'accroître et connaître de nouveaux succès. Telle est la principale conclusion qui se dégage d'une conférence nationale qui vient de se tenir à Pékin, et qui était consacrée à l'examen de la situation dans les régions rurales.

La conférence a estimé, en effet, que l'urgence d'une agriculture moderne socialiste « aux couleurs de la Chine » exigeait que soit poursuivie la « libération des esprits » à la campagne et protégée l'« esprit d'initiative » des paysans. Dans cette perspective, a-t-il été dit, les « systèmes de responsabilité », créés à partir de 1978-1979, doivent être soutenus. Il en va de même pour la spécialisation de la production par foyer rural et pour les « nouvelles alliances économiques », organisations de type coopératif, de nature variable, établies par les paysans en fonction de leurs conditions spécifiques en matière d'œuvre, en biens matériels et en moyens financiers.

Les « systèmes de responsabilité » visent à lier la rémunération des paysans à la production. Ils ont abouti à une décollectivisation silencieuse des campagnes qui est en train de se doubler, sur le plan administratif, d'une décommunisation par le biais de la disparition ou de la transformation des communes populaires. Au début de l'année 1983, les systèmes de responsabilité étaient appliqués dans 92 % des équipes de production, plus des trois quarts d'entre elles pratiquant la formule du « forfait d'exploitation » par famille, qui en représente la forme la moins « collective ».

Créées en certains endroits en traînant les pieds, par les cadres locaux, déformées parfois de leur objectif ou habilement modifiées dans le but de maintenir la dépendance économique des paysans vis-à-vis de l'organisation collective, ces différentes formes de production et de spécialisation agricoles avaient besoin d'être confortées, afin que soit renforcée la confiance des paysans.

De notre correspondant

On avait cru aussi pouvoir noter une certaine tendance à ne pas trop surestimer la part qui incombait aux systèmes de responsabilité dans la récolte céréalière record (environ 370 millions de tonnes), qui sera réalisée cette année. Ainsi, le 14 décembre, le *Quotidien du peuple* mettait-il ce résultat au compte de trois facteurs : une nette augmentation de la production dans les régions peu touchées par les calamités naturelles, le rôle des familles spécialisées et des bases de production céréalière (créées avec l'aide de l'Etat), les méthodes scientifiques d'exploitation. Il était seulement précisé que la création de systèmes de forfaits de production avait « largement » encouragé les paysans à adopter des techniques nouvelles.

Curieusement, dix jours plus tard, la présentation des faits n'était plus du tout la même. Dans un éditorial, le *Quotidien du peuple* écrivait, le 23 décembre, que le « facteur décisif » de la récolte record de cette année était « la créativité et l'énorme enthousiasme des paysans chinois », lesquels trouvent leur source dans l'existence des systèmes de responsabilité. Ainsi, poursuivait l'organe du parti, « il est prouvé une fois de plus que la réforme du système de gestion agricole est correcte et efficace ». Comme si tout le monde n'en avait pas été convaincu...

Différenciations sociales

accrues

C'est dans ce sens aussi que vient de conclure la récente Conférence nationale sur la situation dans les régions rurales. Afin de montrer aux paysans que la réforme n'a pas un caractère transitoire, mais qu'elle reflète bien l'orientation à long terme du parti, diverses mesures concrètes ont été annoncées. L'une d'entre elles consiste à proposer la signature de contrats avec les familles pour une durée allant jusqu'à une quinzaine d'années et non plus, comme cela se fait actuellement, pour un à trois ans. En donnant son aval à l'extension des contrats dans le temps, le pouvoir central prend en compte le désir de

stabilité de la masse paysanne, mais il prend aussi le risque de heurter certains cadres provinciaux, qui avaient jusqu'à maintenant freiné une telle évolution.

La Conférence a, par ailleurs, estimé qu'il était désormais possible à une famille paysanne, désirant se consacrer à d'autres tâches que la culture de la terre, de céder par contrat l'exploitation de sa parcelle à d'autres paysans. Une telle opération, qui s'apparente au fermage, devra cependant recevoir l'accord de la collectivité. Là encore, il s'agit d'une mesure, qui, dans le passé, avait été combattue de crainte de voir remettre dans les campagnes un petit capitalisme, d'autant que les paysans disposent, depuis le début de 1983, du droit de louer, dans certaines limites, du personnel saisonnier, des techniciens ou des assistants.

Enfin, la Conférence s'est prononcée vigoureusement pour que « l'entrée des paysans dans les circuits de distribution » - en d'autres termes, les activités commerciales de ces paysans - soit désormais facilitée « de façon organisée et individuelle ». Cette mesure devrait favoriser l'activité des coopératives d'achat et de vente formées par des groupes de paysans et la transformation des agriculteurs en commerçants individuels. Les opérations de ces derniers, ainsi que celles des coopératives, peuvent s'étendre, en principe, depuis quelques mois au négoce des grains, ce qui brise le monopole que détenait jusqu'à l'Etat en la matière. Le risque, si des mesures d'encadrement ne sont pas prises, est de voir refluer des comportements spéculatifs de nature à nuire aux paysans les plus pauvres.

L'ensemble de ces mesures favorisent en tout cas le dégelage du monde paysan des contraintes de l'organisation collective. Elles consistent à rejeter les méthodes de gestion administrative et à retourner aux moyens économiques dans le but d'accompagner une évolution et une restructuration indispensables de la production agricole, qu'il s'agisse, - temporairement, assurément, - des différenciations sociales accrues et des risques d'abus et de déviations.

MANUEL LUCBERT.

UN TÉMOIGNAGE SUR LE RÉGIME DE L'ANCIEN PRÉSIDENT SHAGARI

Des millions d'électeurs fantômes

Wole Soyinka, le célèbre dramaturge nigérian, est un auteur engagé. Il est à l'Afrique occidentale ce que le non moins célèbre romancier kenyan, Ngugi Wa Thiong'o est à l'Afrique orientale. Son univers est celui de la « déshérence », et, notamment au lendemain du drame du Biafra, il a amèrement reproché à l'écrit vain africain de ne pas avoir vu l'effondrement « qui s'est alors produit et, pourtant, on dirait sans risque de se tromper, continu de se dérouler sous son regard ».

Il est donc peu surprenant que le professeur de littérature à l'université d'Uyo, au Nigéria, porte un regard sans complaisance sur le bilan du régime de M. Shagari, qui vient d'être renversé par un coup d'Etat : Soyinka porte trop d'estime à ses compatriotes pour ne pas s'insurger quand on les prend pour les victimes passives - ou les spectateurs hébétés - d'une période de démocratie. A titre d'exemple, il cite la façon, frauduleuse, à ses yeux, dont se sont déroulées les élections de l'été dernier, gagnées par M. Shagari et ses partisans du N.P.N. (Parti national du Nigéria).

Il faut dire que ce témoignage - dont les extraits ont été publiés mardi par le *Guardian* de Londres, et qui doit faire l'objet d'une étude dans le n° 6 de « l'Index on Censorship » - est accablant. Soyinka s'applique sans difficulté à montrer que ces élections ont été l'occasion d'une fraude « sans précédent » dans l'histoire de son pays. Il cite le cas d'une circonscription qu'il connaît bien - celle de Modakeke - où les 4 500 électeurs inscrits en 1979 se sont retrouvés 188 000 en 1983. Il parle - et entend le prouver - de millions d'électeurs fantômes. Il rapporte des faits d'intimidation, de censure, de bastonnade et même de coups de feu contre

des opposants. La presse occidentale avait parlé à l'époque de 83 morts en relation avec les élections. Il estime que le nombre de gens tués s'est élevé à plusieurs centaines.

Plusieurs exemples montrent à ses yeux à quel point la commission électorale - organisme qui aurait dû être neutre, - a agi de même avec le N.P.N. pour assurer le triomphe de ce dernier, même dans des Etats fédérés où le N.P.N. n'est pas parvenu à s'implanter. Le portrait qu'il brosse de M. Shagari, le président déchu, n'a rien à voir avec celui généralement présenté. L'homme qui s'affiche démocrate et entendait se situer au-dessus des mékés, dit-il, abrégeait le monde de ses déclarations éhémères et rassurantes, tout en faisant jouer en sous main police secrète et tontons makoutes. Et, surtout, dénonçait Soyinka, il n'hésitait pas à recourir, dans ses discours électoraux, aux appels à l'intolérance religieuse ou ethnique pour gagner des voix supplémentaires, quitte à prendre le risque de plonger ainsi la fédération dans une « guerre civile ».

Tout en tenant compte de l'engagement politique de cet écrivain radical de grand talent, son témoignage ne saurait être pris à la légère. Le mythe du Nigéria fort et démocratique subit une nouvelle atteinte. Le « grand sage » de l'Afrique fait le désespoir de certains de ses fils parmi les plus honnêtes. On ne saurait l'ignorer.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(1) Peter Nazareth, romancier et critique littéraire d'Afrique orientale, offre un bon aperçu de l'approche politique de l'œuvre de Soyinka dans ses essais comparés sur « la littérature et la société de l'Afrique moderne » (en anglais, publié par East African Literature Bureau, Nairobi).

Angola

Luanda pose des conditions à l'acceptation d'une trêve avec Pretoria

Dans une lettre en date du 30 décembre adressée au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, le président de l'Angola, M. Dos Santos, se déclare prêt à accepter la trêve temporaire d'un mois à compter du 31 janvier, proposée le 15 décembre dernier par la République Sud-Africaine, mais sous certaines conditions.

Dans cette lettre, dont le contenu a été rendu public mardi 3 janvier, M. Dos Santos écrit que « pour contribuer à une solution rapide, pacifique et durable du problème de la Namibie », son gouvernement « ne s'opposera pas à l'établissement d'une trêve de trente jours après le 31 janvier ». Et cela à condition tout d'abord que M. Perez de Cuellar obtienne l'accord de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), ensuite que le gouvernement sud-africain retire ses unités militaires du territoire angolais, enfin que Pretoria promette solennellement d'entamer la mise en œuvre du plan d'indépendance de l'ONU dans les quinze jours « sans considérations étrangères dans ce contexte ». Ce dernier point vise la condition posée par l'Afrique du

Sud, soutenue en cela par les Etats-Unis, de lier l'indépendance de la Namibie au retrait des soldats cubains stationnés en Angola.

D'autre part, le président angolais a demandé, mardi, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU à propos de la dernière offensive lancée par les troupes sud-africaines dans le Sud angolais. Cette plainte sera examinée ce mercredi après-midi, indiquent-on officiellement aux Nations unies. - (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
LA FRANCE 3^e SUPERPUISSANCE
Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culturelle, économique, politique, diplomatique et armée. France, Dilemme, sciences de pointe : les armes, classiques et modernes. Russie : 3^e domaine territorial mondial (sous-marins). Océan-Inde, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 356 pages, 70 F. Franco chez l'éditeur : **FRANÇOIS DE PÉRIEL CRATAU DE PÉRIEL** 49560 NUEL-SUR-LAYON

A TRAVERS LE MONDE

Bangladesh

● L'OPPOSITION REJETTE L'OFFRE DE DIALOGUE AVEC LE CHEF DE L'ETAT. - Les deux principales alliances de l'opposition, regroupant au total vingt-deux partis, ont rejeté, mardi 3 janvier, l'offre de dialogue formulée par le chef de l'Etat, le général Ershad. L'opposition avait posé comme conditions préalables à cette manœuvre la levée de l'interdiction des activités politiques instaurée depuis les émeutes antigouvernementales de novembre. D'autre part, quatorze Soviétiques (diplomates et membres de leurs familles) en poste au Bangladesh ont quitté le pays lundi 2 et mardi 3 janvier, à l'issue de la décision du gouvernement bangladais de réduire la représentation de l'U.R.S.S. - (A.F.P., A.P.)

Brésil

● MORT DE M^{me} IVETE VARGAS. - Petite fille de l'ancien président Getúlio Vargas, mort en 1954, et présidente du parti travailliste brésilien (P.T.B.), M^{me} Ivete Vargas, qui était membre du Congrès de Brasília, est morte le mardi 3 janvier dans un hôpital de São-Paulo où elle avait été hospitalisée le 25 octobre 1983. Elle souffrait d'un cancer. - (A.F.P.)

Cuba

● DECLARATION COMMUNE MARCHAIS-CASTRO. - Une déclaration commune a été signée à La Havane le mardi 3 janvier par MM. Fidel Castro et Georges Marchais qui se trouvaient en visite à Cuba depuis dix jours. La déclaration dénonce « la volonté des Etats-Unis de s'opposer par tous les moyens à toute tentative d'émancipation dans la région ».

Turquie

● SERVICES A LA PRISON DE MAMAK. - Une centaine de détenus de la prison militaire de Mamak, à Ankara, auraient subi de graves sévices corporels dans la nuit du 1^{er} janvier, selon leurs parents venus protester mardi 3 janvier au siège du gouvernement. Certains détenus ayant refusé le port de l'uniforme que voulaient leur imposer les gardiens auraient été battus et contrainsts de passer la nuit nus dans la cour de la prison. Certains d'entre eux seraient dans le coma. Le premier ministre, M. Ozal, a promis une enquête.

Zimbabwe

● REMANIEMENT MINISTÉRIEL. - M. Robert Mugabe, premier ministre, a annoncé, mardi 3 janvier, un remaniement ministériel conçu « pour répondre aux difficultés économiques », a-t-il déclaré. Le nouveau cabinet passe de cinquante-neuf à quarante-sept ministres mais ne modifie pas l'équilibre politique entre la ZANU au pouvoir et la ZAPU de M. Nkomo. Les trois ministres blancs conservent également leur poste. Seul élément notable, le très controversé ministre de l'intérieur, M. Herbert Ushewokunze, à l'origine de l'incarcération de six officiers blancs acquittés par les tribunaux, a été affecté aux transports. Son poste est confié à M. Simbi Muboko. Sept porte-voies de vice-ministres sur un total de vingt-quatre sont supprimés. Quant à M. Mugabe, qui détenait déjà le poste de ministre de la défense, il a maintenant en charge ceux des services publics ainsi que de l'industrie et de la technologie. - (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

DIPLOMATIE

REÇU PAR M. CHEYSSON

L'ambassadeur d'Israël aurait exprimé sa défiance à l'égard de l'initiative franco-égyptienne sur le Liban

M. Ovadia Sofer, ambassadeur d'Israël à Paris, a été reçu lundi après-midi 2 janvier au Quai d'Orsay par M. Claude Cheysson. Selon la presse israélienne de mardi, M. Sofer aurait notamment demandé au ministre des relations extérieures que la France renonce à proposer un amendement à la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies.

On fait valoir au Quai d'Orsay que la formulation adoptée par les journaux israéliens est, en tout état de cause, inexacte : la France n'envisage pas de demander une modification de la résolution 242 et n'a entrepris aucune démarche dans ce sens auprès des Nations unies. En revanche, M. Sofer a vraisemblablement rappelé à son interlocuteur la forte réserve d'Israël à l'égard du projet commun de résolution franco-égyptien soumis au Conseil de sécurité en juillet 1982. Ce texte visait à obtenir un désengagement militaire autour de Beyrouth, le départ du Liban de toutes les forces étrangères autres que celles qui sont autorisées par le gouvernement légal, la mise en place immédiate d'une force internationale et l'ouverture de négociations sur le fond du conflit israélo-palestinien. Cette initiative s'efforce de combiner trois principes : le droit d'Israël à l'existence et à la sécurité (donc le respect de la résolution 242), le droit des Palestiniens à une existence nationale et la reconnaissance mutuelle et simultanée des parties concernées. En 1982, M. Mitré Roseneau, alors ambassadeur d'Israël à Paris, avait déjà exprimé la même opposition à M. Cheysson, secrétaire général du Quai d'Orsay.

Les Etats-Unis se sont, pour l'instant, montrés très réservés vis-à-vis de ce projet, dont Washington conteste l'« utilité », et ont, eux aussi, insisté dans différentes circonstances sur le fait qu'il modifierait à leur avis la résolution 242, « pierre angulaire de la politique américaine au Proche-Orient », selon le département d'Etat. - B. B.

LE CALENDRIER DES VOYAGES DE M. MITTERRAND

Le président de la République se rendra en visite officielle à Monaco, à l'invitation du prince Rainier, les 19 et 20 janvier prochain, à-t-on appris mardi 3 janvier à Paris. Par ailleurs, M. Mitterrand rencontrera le chancelier Kohl à son domicile privé de Ludwigshafen, en principe le 2 février. L'entretien doit être essentiellement consacré à la préparation des prochaines échéances de la Communauté européenne, dont la France a pris la présidence pour six mois le 1^{er} janvier. Cette visite répondra à l'invitation que M. Kohl lui avait adressée lors de la « rencontre informelle » du 19 juillet dernier à Debo, dans les Vosges, entre le président français et le chef du gouvernement allemand. Deux autres déplacements figurent déjà pour ce trimestre sur le calendrier des voyages présidentiels : M. Mitterrand se rendra en visite officielle aux Pays-Bas les 6 et 7 février, et aux Etats-Unis du 21 au 27 mars.

مقتدا من الامم

سفر من الامم

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le succès de M. Jackson va peser sur la campagne présidentielle

(Suite de la première page.)
M. Reagan, qui sait vite sentir le vent, est le premier à réagir. Lui qui avait déclaré que les « bonnes intentions » de M. Jackson risquaient d'entraver le travail des diplomates, lui a téléphoné à Damas, a dit comme la nouvelle, pour le féliciter chaleureusement et l'inviter ce mercredi à la Maison Blanche avec le lieutenant Goodman. Un porte-parole présidentiel a dit à la presse que le président était « très satisfait ». Un communiqué de la Maison Blanche a ajouté : « Tous les Américains doivent se montrer satisfaits ».

De Syrie, M. Jackson a déclaré en direct au journal télévisé, le matin par C.B.S., que l'Amérique « doit avoir des dirigeants audacieux » et comparé implicitement la hardiesse de sa tentative à celle d'Eisenhower en Corée promettant de terminer la guerre, de Kennedy allant à Genève rencontrer Khrushchev, ou de M. Nixon se rendant en Chine. C'est dire que M. Reagan manque d'au-

dace dans la recherche de la paix. M. Jackson a dit ensuite qu'il faut dépasser « la loi du talion » et que « miraculeuse » libération du lieutenant constitue « un pas de géant vers de nouvelles options au Proche-Orient ».

Il ne faut pas se laisser rendre hommage à lui-même. Il entame ainsi une campagne politique contre l'engagement américain au Liban, qui va bien au-delà de l'appel au retrait des « marines » pour éviter de nouvelles pertes américaines. Il considère que les Etats-Unis doivent tenir la balance égale entre Arabes et Israéliens, et engager un dialogue avec l'O.L.P. et tous les pays arabes. — La Syrie en premier lieu, dont il affirme qu'elle « a voulu » démontrer non seulement au gouvernement américain, mais à l'opinion américaine, son désir de survivre une autre voie « dans les relations entre Damas et Washington. Autrement dit, il faut négocier avec M. Assad ».

M. Jackson sait qu'il joue sur du velours. Depuis la publication, la so-

maire dernière, du rapport du Pentagone sur les circonstances de l'attentat d'octobre contre les marines, la pression monte dans tout le monde politique en faveur d'un retrait rapide des forces de Beyrouth. Dans la journée, le speaker démocrate de la Chambre des représentants, M. O'Neill, et surtout le président républicain de la commission des affaires étrangères du Sénat, M. Percy, vont à leur tour se prononcer en ce sens. M. Jackson, fort de son triomphe, s'appuie sur cette vague de fond et fait, en une journée, changer M. Reagan d'attitude.

Le matin, la Maison Blanche avait déclaré que le geste « humanitaire » du président syrien devait être suivi d'« actes concrets » au Liban pour être considéré comme un geste de paix. Elle avait ajouté que les positions syriennes ne seraient pas interrompues.

A l'issue d'une longue réunion du Conseil national de sécurité, qui devait, à l'origine, être consacrée à

la nouvelle tournée que M. Rumsfeld, l'envoyé spécial du président pour le Proche-Orient, entreprend dans la région, — M. Reagan a fait annoncer qu'il avait décidé d'écrire à M. Assad. La lettre dit que la libération du pilote est un geste qu'il « apprécie » et qui a constitué un « moment opportun » pour établir le dialogue. Le président « suggère » au chef de l'Etat syrien de « mettre toutes les questions sur la table », afin de rétablir la « stabilité du Liban » et de parvenir à un « retrait des troupes étrangères ».

M. Jackson est devenu un acteur dans la crise qui occupe en permanence l'Amérique depuis octobre. Le mieux placé des adversaires démocrates du président, M. Mondale, ne tient plus seul le premier rôle. Longtemps à l'avance, il avait choisi cette journée de mardi pour ouvrir l'année électorale en prononçant un grand discours de politique étrangère devant le National Press Club.

Il a dit le communiqué par un hommage appuyé à M. Jackson, seul passage que retiendront les télévisions d'une prestation qui ne tiendra pas grand place dans la presse de ce mercredi. Il sera désormais bien difficile à M. Mondale de convaincre l'électorat noir de se rallier immédiatement à sa candidature. Le prestige de M. Jackson dans sa communauté est maintenant trop grand pour qu'on puisse l'éliminer en douceur au nom de l'efficacité de la lutte destinée à évincer M. Reagan de la Maison Blanche.

Cela signifie que la dénonciation par M. Jackson de l'organisation des élections primaires, entièrement conçue pour favoriser le candidat de l'appareil et rapidement éliminer les minorités, pèsera demain beaucoup plus lourd dans la campagne. Pour passer à cette critique, formulée aussi par les candidats blancs les moins bien placés, M. Mondale n'aura sans doute pas assez de ses fermes engagements à défendre les minorités et les Américains les plus démunis. Ainsi dotés d'un porte-parole auquel le pays entier a rendu hommage, les Noirs vont pouvoir se faire mieux entendre au sein du parti démocrate et mieux montrer leurs voix.

BERNARD GUETTA.

Nicaragua

SELON DES PRÊTRES ET DES UNIVERSITAIRES AMÉRICAINS

Les communautés indiennes se battent d'abord pour leurs terres et leurs coutumes

Washington (A.F.P.). — La lutte des Indiens contre le gouvernement du Nicaragua n'a rien à voir avec les conflits entre sandinistes et antisandinistes. Il s'agit, selon des universitaires et des prêtres américains, d'une bataille pour leurs terres, la survie de leur race et de leurs coutumes.

Cette observation est approuvée par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (C.I.D.H.), qui a accepté de servir de médiateur entre Managua et les Indiens Miskitos et qui s'est déjà entretenu avec de nombreux chefs des tribus nicaraguayennes. « Les Indiens ne combattent pas pour la démocratie ou des élections », affirme le professeur Bernard Nieschmann, de l'université de Californie, auteur d'ouvrages sur les tribus de la côte atlantique du Nicaragua. « Pour un Indien, la liberté, c'est la terre ».

Dans un article publié par le New York Times, M. Nieschmann affirme que les factions politiques opposées dans le conflit nicaraguayen utilisent ou accusent les Indiens sans les comprendre et sans que leur sort leur importe réellement. Il estime que les chefs miskitos, sumos et ramos ont dû chercher des alliances avec les antisandinistes « pour obtenir des armes et un soutien », mais que leur unique but est de recouvrer les terres dont ils ont été expulsés et de défendre leur droit à vivre selon leurs coutumes.

Le Père Schaefer, un capucin de nationalité américaine qui a accompagné il y a deux semaines, avec l'évêque de Bluefields, Mgr Schaefer, plusieurs centaines d'Indiens du Nicaragua au Honduras, partage également cette analyse. Selon lui, la majorité des Indiens qui ont fui « étaient mécontents du déplacement d'autres communautés miskitos au sud du rio Coco ». Le 19 décembre, un groupe d'Indiens armés, membres de l'organisation Miskito, les a escortés à leur vers le Honduras « pour éviter d'être assassinés quand la guerre se généraliserait au Nicaragua ».

Cette organisation, qui regroupe des Indiens Miskitos, Sumos et Ramos (les trois principales ethnies de cette région), est basée au Honduras. Selon le Père Schaefer, « les Indiens préfèrent ne pas avoir à se battre, mais c'est la seule alternative qu'ils ont pour défendre leurs droits et leur mode de vie ». Les sandinistes, ajoute-t-il, se sont aliés les Indiens en tentant de les intégrer à la révolution, de les forcer à apprendre l'espagnol et de les exproprier de leurs terres au titre de la réforme agraire. Outre leur propre langue, la majorité des Miskitos parlent l'anglais, qui leur a été enseigné par les capucins américains et les missionnaires de l'Eglise des Frères moraves.

Des instituteurs cubains ont été envoyés sur la côte atlantique, mais ont dû se retirer après que deux d'entre eux eurent été assassinés par les Indiens et que des soulèvements se furent produits dans le port de Bluefields, en 1981. Les conseils des anciens, qui dirigent les tribus, se sont élevés, selon le Père Schaefer, contre le fait que l'enseignement imposé par les sandinistes comportait l'étude obligatoire de l'espagnol et plus d'endocroisement que de lecture, d'écriture ou de calcul.

En outre, les sandinistes ont aboli les conseils des anciens et créé des comités révolutionnaires, composés en majorité de miliciens non indiens ou de métis. En 1982, Managua a appliqué un programme de déplacement et de réimplantation massifs pour éloigner les Indiens de la zone frontalière avec le Honduras, où se déroulaient les premières escarmouches entre sandinistes et antisandinistes. De nombreux exils, selon le Père Schaefer, ont été commis au cours de ces déplacements. Des villages et des églises ont été incendiés.

Toutefois, dit-il, les sandinistes ne croient pas les avoir maltraités. Ils sont au contraire convaincus d'avoir fait plus que ne leur permettaient leurs moyens.

EUROPE

Bulgarie

LES CHANGEMENTS AU SEIN DU PARTI ET DU GOUVERNEMENT SONT DESTINÉS À RENFORCER LA DIRECTION DE L'ECONOMIE

Le plénum du comité central du parti communiste bulgare et le Parlement ont décidé, le mardi 3 janvier, une série de remaniements au sein du bureau politique et du gouvernement.

Le nombre des membres de plein droit du bureau politique a été porté de onze à douze avec l'élection de M. Todor Zhivkov, secrétaire du comité central et chef de l'exécutif du parti pour Sofia, et de M. Yordan Yovov, rédacteur en chef du journal de P.C. *Trud* (le Travailleur). M. Todor Zhivkov a été libéré « à sa demande, pour raisons d'âge », de ses fonctions de membre du bureau politique.

Quatre suppléants, proches de M. Zhivkov, le chef du parti et de l'Etat bulgare, ont été nommés : il s'agit de M. Grigor Stoychev et Stanislav Stoychev, vice-présidents du conseil des ministres, de M. Georgi Atanasov, vice-président du Conseil d'Etat, et de M. Dimitar Stoychev, ministre de l'Industrie.

M. Emil Hristov a été nommé secrétaire du comité central en remplacement de M. Alexandrov, qui, à quarante-sept ans, devient premier vice-président du gouvernement chargé des problèmes économiques à la place de M. Todor Zhivkov. Celui-ci, qui reste un des vice-présidents, a été nommé ministre des ressources énergétiques et des matières premières. L'ancien ministre de l'Energie, M. Nikola Todorov, est nommé président du comité d'Etat des sciences et du progrès technique, où il succède à M. Natcho Papanov.

Le portefeuille de la construction mécanique et de l'électronique, détenu jusqu'à présent par M. Todor Zhivkov, est confié à M. Ogalan Dolapov, président de l'Association industrielle bulgare et membre du bureau politique.

M. Stoychev devient ministre de la construction et de l'architecture, poste qu'il avait déjà occupé de 1973 à 1977. Le Parlement a également nommé M. Vassil Natchev, président de la Banque centrale.

Au total, douze ministères ont changé de titulaire et neuf nouveaux ministres ont été nommés. Ces changements confirment l'opinion de M. Zhivkov et de ses partisans sur le P.C. bulgare, semblant destinée à renforcer la direction de l'économie. — (A.F.P., Reuters.)

Chypre

Les Chypriotes turcs et le gouvernement d'Ankara tentent de relancer les négociations par des « gestes de bonne volonté »

La Turquie a annoncé, mardi 3 janvier, qu'elle allait retirer, dans les deux mois qui viennent, la partie nord de Chypre, mille cinq cents des vingt-cinq mille soldats qui y sont stationnés. Depuis l'invasion, en 1974, de la moitié nord de Chypre, qui a contraint les Chypriotes grecs à se réfugier dans le sud de l'île, la Turquie avait déjà procédé à de légères réductions de ses troupes d'occupation en 1977 et en 1979. La nouvelle réduction vise, selon le porte-parole du ministère des affaires étrangères, à contribuer « aux efforts faits par l'Etat chypriote turc en vue de créer un climat de bonne volonté et de confiance mutuelle sur l'île ».

Les Chypriotes turcs ont proclamé, unilatéralement, le 13 novembre dernier, l'indépendance de la partie de l'île qu'ils occupent. Lundi 2 janvier, M. Rauf Denktaş, président de cette « république », avait formulé diverses « propositions de bonne volonté ». Elles portaient notamment sur la réouverture de l'aéroport international de Nicosie, fermé depuis 1974, dont M. Denktaş propose qu'il soit placé sous le contrôle des « casques bleus » de l'O.N.U. Il offre également de ouvrir à la communauté grecque le complexe touristique de Varosha, situé à proximité du port de Famagouste et immédiatement au nord de la « ligne verte » qui coupe l'île en deux depuis 1974. Varosha, ville fantôme laissée à l'abandon depuis qu'elle est enclavée en secteur chypriote turc, serait également placée sous contrôle des Nations unies. Enfin, le président de la communauté chypriote turque propose la reprise des activités du comité d'enquête sur les personnes disparues, c'est-à-dire les Chypriotes grecs victimes des affrontements intercommunautaires de 1974.

Le président Kyprianou a rejeté mardi, à Nicosie, les propositions de M. Denktaş, estimant qu'elles n'apportent rien de nouveau et que le dirigeant chypriote turc ne cherchait, dans cette démarche, qu'à stabiliser sa « république » et à la sortir de son isolement international.

Le président Kyprianou est attendu vendredi à Paris, où il rencontrera M. Mitterrand. Il se rendra ensuite aux Etats-Unis, où il s'entretiendra avec M. Perez de

Cuellar, secrétaire général des Nations unies, à qui ont été transmises les propositions chypriotes turques, puis avec M. George Shultz, le secrétaire d'Etat américain. — (A.F.P., UPI, Reuters.)

Berlin-Ouest

UNE ENQUÊTE EST OUVERTE APRÈS LA MORT DE SIX ÉTRANGERS EN INSTANCES D'EXPULSION

Berlin-Ouest (A.F.P.). — Le parquet de Berlin-Ouest a annoncé mardi 3 janvier qu'une information pour homicide par imprudence avait été ouverte après la mort, le 1^{er} janvier, de six étrangers en instance d'expulsion, détenus provisoirement dans une ancienne caserne de la ville. Les six hommes sont morts dans un incendie qui avait éclaté simultanément dans deux cellules. Il s'agit de trois Tunisiens, entrés illégalement à Berlin-Ouest, d'un Tunisien sans passeport, d'un Libanais et d'un Palestinien, tous deux condamnés pour trafic de drogue. Il semble qu'un seul des quatre policiers affectés à leur garde ait immédiatement tenté de combattre l'incendie.

Cette affaire a soulevé une vive émotion dans les milieux politiques ouest-allemands. En août 1983 déjà, de larges secteurs de l'opinion avaient protesté après la mort de Kemal Altun, un jeune Turc qui demandait le statut de réfugié politique à la R.F.A. et qui s'était suicidé dans un commissariat de Berlin-Ouest, alors qu'il était sur le point d'être renvoyé dans son pays. La politique du ministre de l'Intérieur, M. Zimmermann, à l'égard des étrangers immigrés avait été à cette occasion vivement critiquée.

Une commission d'enquête a commencé ses travaux mardi au Parlement de Berlin-Ouest. Le syndicat de la police a, pour sa part, critiqué les conditions dans lesquelles sont hébergés les étrangers en instance d'expulsion et l'insuffisance du personnel de surveillance.

Grande-Bretagne

En 1945, 26 000 opposants ont été livrés à Tito par l'armée britannique rappelle une enquête de la B.B.C.

De notre correspondant

Londres. — A l'issue des gouvernements de Londres et de Washington, vingt-six mille Yougoslaves, réfugiés dans le sud de l'Autriche, ont été « livrés » aux autorités communistes de Belgrade, en mai 1945, par l'armée britannique. La plupart de ces personnes, des Croates qui avaient collaboré avec les Allemands, mais aussi des résistants opposés au régime de Tito, ont été torturées ou fusillées, peu après leur retour en Yougoslavie. L'opération de restitution, malgré des instructions contraires venues de Londres, aurait été décidée par le maréchal Alexander, commandant en chef des forces alliées en Méditerranée, et son conseiller politique, M. Harold Macmillan, qui allait devenir plus tard premier ministre.

Voilà ce qu'ont révélé les auteurs d'une enquête télévisée diffusée par la B.B.C. le lundi 3 janvier, sous le titre : « L'affaire Klagenfurt ». Se fondant sur des documents du Foreign Office et du département d'Etat américain, sur les témoignages d'anciens officiers britanniques et de Yougoslaves rescapés du massacre, les enquêteurs ont précisé que les consignes de Winston Churchill et des dirigeants américains étaient seulement de « désarmer » et de « placer dans des camps de réfugiés » les Yougoslaves qui avaient rejoint les troupes communistes. Celles-ci avaient alors pénétré en territoire autrichien, en Carinthie, et le gouvernement de Tito revendiquant le sud de cette région, elles se trouvaient, à Klagenfurt, en contact avec la VIII^e Armée britannique. Londres et Washington n'ont envisagé de remettre aux autorités de Belgrade que les éléments à l'évidence coupables de collaboration avec les nazis. Si ce pouvait être le cas de nombreux Croates qui avaient combattu dans l'armée allemande, ce ne

pouvait être celui de milliers de Tchéniks, les partisans du colonel Mihailovic, qui avaient farouchement lutté pour la libération de la Yougoslavie mais résistaient au régime de Tito.

Le « signal » de Caserte

Cependant, le 14 mai 1945, un ordre venu de Caserte (près de Naples), où étaient établis le maréchal Alexander et le ministre résident britannique, M. Macmillan, donnait le signal du rapatriement de la presque totalité des réfugiés, femmes et enfants y compris. A la B.B.C., d'anciens officiers ont dit combien cette opération avait été peu glorieuse. Ils avaient dû « mentir » à leurs victimes, devenant les dangers qu'elles encouraient. Ils avaient prétendu, en effet, que les trains de marchandises dans lesquels ils les poussaient se dirigeaient vers l'Italie, alors que, par ailleurs, ils dissimulaient les soldats communistes venus prendre en charge les convois...

Pourquoi cette surprenante décision, aussitôt dénoncée par le représentant du département d'Etat à Caserte, et, quelques mois après, par le Foreign Office ? Les enquêteurs de l'émission n'ont pu apporter de réponse tout à fait claire. Néanmoins, ils ont été en mesure d'avancer l'hypothèse la plus probable : la tension entre l'armée britannique et les troupes de Tito en Carinthie était si forte que le maréchal Alexander et M. Macmillan ont préféré conclure avec Belgrade un accord selon lequel les réfugiés seraient renvoyés à condition que les troupes communistes évacuent le territoire autrichien. M. Macmillan, qui est âgé de quatre-vingt-neuf ans, a refusé d'apporter son témoignage.

FRANCIS CORNU.

ATIE

La bourgeoisie noire forcée de choisir son camp

Aucun des candidats démocrates ne parle aussi brutalement. Bien au contraire. L'un des atouts de M. Reagan est la prudence. — Certains disent la lâcheté — de ses adversaires face à ce qu'ils croient être la vague de popularité irrésistible qui peut donner au président un second mandat. On l'a bien vu lors de l'affaire de la Grenade, quand le président de la Chambre des représentants, M. Tip O'Neill, l'un des plus vieux rousiers des batailles du

Brésil

LE CORRESPONDANT DE LA RADIO OUEST-ALLEMANDE A ÉTÉ ASSASSINÉ À RIO PAR UN MALFAITEUR

Rio-de-Janeiro (A.F.P.). — M. Karl Bruegger, âgé de quarante et un ans, correspondant de la radio ouest-allemande au Brésil, a été assassiné lundi 2 janvier à Ipanema, un quartier résidentiel de Rio, par un malfaiteur qui a pris le fuite. M. Bruegger devait rentrer prochainement dans son pays. En sortant d'un restaurant, il a été abordé par un jeune mulâtre qui lui a demandé de l'argent et s'est enfui aussitôt.

Cet incident met en lumière l'insécurité grandissante qui règne à Rio, comme dans les autres grandes villes du Brésil. Les attaques à main armée sont courantes à Rio, et les représentations consulaires, en particulier celle de la France, ont publié des communiqués pour mettre en garde les touristes étrangers très nombreux à cette période de l'année.

des Français autour de quelques grandes idées.

du développement et de la paix... La France déclare à tous les peuples sans exception qu'elle ne se reconnaît comme l'ennemi d'aucun... Nous respectons les Etats que nous reconnaissons, quelque idée que nous ayons de ceux qui les dirigent », a dit M. Mitterrand... La France est prête à apporter sa contribution de rétablissement de la paix... On n'a pas le temps de se préoccuper de la fin de l'Etat d'urgence... A propos du Tchad et du Liban, le chef de l'Etat a remarqué : « Là comme ailleurs, ce sont les nationaux eux-mêmes qui régleront, ou bien jamais, leurs propres problèmes. Mais il appartient aussi aux institutions internationales

d'assurer le relais et d'assumer leurs responsabilités (...) La France n'est en aucune mesure partie prenante. Elle ne demande qu'à rester chez elle, à contribuer autant qu'elle le pourra au développement des pays en cause. Nous n'avons pas un seul soldat hors de nos frontières qui ait d'autre mission que de préserver des vies humaines et de contribuer à rétablir des équilibres.

100

100

هكذا من الامم

قناة النيل

DE L'AFFAIRE ELF-ERAP

Le « cas » de M. Beck

« Hors normes » depuis le début, ou presque, le rapport de la Cour des comptes consacré à l'affaire des « avions renifleurs » poursuit, jour après jour, une carrière étonnante.

Il est déjà surprenant qu'un rapport confidentiel se retrouve en vente à la Documentation française, après avoir suivi, rue Cambon, une procédure pour le moins atypique. Le soin d'apprécier la nature exacte - copies ou originaux - des exemplaires du document détruits par M. Bernard Beck, ancien premier président de la Cour des comptes, est maintenant confié à un « bureau de la Cour des comptes » qui n'existe pas.

La Cour des comptes, en effet, a la différence d'autres grands corps, n'a pas de « bureau » réglementairement défini. A l'hôtel Matignon, on indique qu'il s'agit, pour le Premier ministre, de préciser que l'élaboration de la nature juridique des exemplaires détruits du rapport revenait aux instances dirigeantes de la Cour (1). La Cour, au demeurant, n'avait pas encore été saisie officiellement de cette « mission » mercredi 4 janvier au matin.

Certains membres de l'opposition, familiers de la Cour des comptes, font valoir qu'en publiant le rapport établi par M. François Giraud, le gouvernement s'est enfoncé dans un dilemme. Selon eux, en publiant le document, le gouvernement aurait implicitement admis qu'il s'agissait d'un rapport individuel spécial, destiné uniquement au premier ministre. M. Beck aurait alors été parfaitement en droit de détruire les exemplaires qu'il détenait.

Si, au contraire, selon cette analyse, il s'agissait d'un rapport parmi d'autres de la Cour des comptes, il n'appartenait pas au gou-

vernement de décider sa publication.

Reste que le gouvernement, en confiant à la Cour le soin de se prononcer sur le cas de M. Beck, a vraisemblablement scindé l'accusation de « forfaiture » lancée à l'Assemblée nationale par M. Henri Emmanuelli à l'encontre de M. Beck.

Il semble, en effet, très peu probable que les magistrats de la Cour concluent à une définition juridique des exemplaires détruits telle que M. Beck tombe sous le coup des articles 166 et suivants du code pénal, qui définissent la « forfaiture » de la part d'un haut fonctionnaire.

L'initiative de M. Mauroy semble confirmer qu'à l'hôtel Matignon, on craint à l'Élysée, en effet, quelques réserves sur les termes employés par M. Emmanuelli devant les députés, le 21 décembre au Palais-Bourbon. A l'Élysée, notamment, on estime que le terme de « forfaiture » ne peut être utilisé que par les seuls magistrats.

De plus, M. Mauroy a souligné, au cours de sa conférence de presse du 2 janvier, que les responsabilités, dans cette affaire, restent avant tout celles des dirigeants politiques. La Cour, estime-t-on, appartenant à l'hôtel Matignon, n'aurait cependant rien perdu de son honneur si elle s'était montrée moins réceptive aux arguments du pouvoir.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

(1) L'équivalent, à la Cour des comptes, du « bureau » du Conseil d'État est la conférence des présidents, qui réunit le premier président de la Cour, les présidents de chambres et le procureur général. Ses compétences ne sont pas définies par des textes réglementaires.

Le gouvernement disposait de deux rapports

affirme M. Giraud

M. André Giraud, qui fut ministre de l'Industrie d'avril 1978 à mai 1981, est sorti du silence qu'il avait jusqu'alors observé, pour affirmer, dans une déclaration faite mardi 3 janvier à l'A.F.P., que le gouvernement disposait de deux rapports sur l'affaire des « avions renifleurs ».

Dans son communiqué, M. Giraud indique : « Dans le cadre de la publication du rapport de la Cour des comptes, M. Pierre Mauroy continue à accuser M.M. Giraud d'État (un fonctionnaire du budget) et le commissaire du gouvernement (le directeur des hydrocarbures).

« La première devrait se trouver dans les services de M. Emmanuelli. Quant au second, il fait naturellement partie des dossiers du ministère de l'Industrie.

« Les faits essentiels repris dans le rapport Giraud, si j'en juge d'après ce qui a été dit à la presse, sont relatés dans ces documents », conclut M. Giraud.

Repondant à M. Giraud, le secrétaire d'État au budget indique qu'il n'est en possession que de deux notes manuscrites du contrôleur d'État de moins de deux pages chacune et de caractère purement technique.

De son côté, le ministre de l'Industrie indique dans un communiqué que M. Jean-Pierre Capron, directeur des hydrocarbures et commissaire du gouvernement auprès du groupe ELF, a remis le 2 janvier 1984 au matin copie d'une note manuscrite, remise personnellement à M. Giraud, le 2 janvier 1980.

Cette note, indique-t-on, rejoint pour l'essentiel le contenu du rapport de la Cour des comptes. M. Capron toutefois y ajoutait deux considérations personnelles en indiquant : « D'une part, il est surprenant qu'il ait fallu trois ans pour évaluer la machination M. Guillaumat (1) m'a déclaré avoir fait sa conviction sur la validité du procédé sur la base d'une lettre de M.M. Ruzman, Albo et Jentet (2), faisant état de résultats positifs. Ceci amène sans nul doute à s'interroger sur les comportements des personnes en contact avec les inventeurs. Le climat de conspiration dans lequel l'affaire s'est située du début jusqu'à la fin joint à une certaine légèreté constitue certes une explication plausible. On se doit cependant d'examiner sérieusement l'hypothèse selon laquelle les inventeurs auraient pu disposer d'une ou plusieurs complicités au sein du groupe.

(1) Président d'ELF au début des recherches.

(2) Cadres dirigeants du groupe.

« D'autre part, la décision d'utiliser les indications des inventeurs pour orienter l'exploration du groupe a été, pour le moins prématurée. Outre les coûts mentionnés ci-dessus, elle a eu des effets négatifs dans deux domaines :

« elle a permis aux inventeurs de diffuser le plus possible le moment de vérité, puisque la complexité des éléments géologiques et géophysiques disponibles sur un projet permettait toujours de « retomber sur ses pieds ».

« elle a servi un doute profond dans l'esprit des personnels des sociétés d'exploration-production du groupe, qui ont parfois éprouvé des difficultés à comprendre les instructions paradoxales qui leur étaient données.

[La révélation de l'existence de la note de M. Capron pose plusieurs problèmes. Quels sont les faits ?

M. Capron, directeur de la DICA et commissaire du gouvernement auprès de l'ERAP, rédige à la fin de 1979 sa note sur l'affaire. Le 2 janvier 1980, il en remet à M. André Giraud un exemplaire et en conserve une copie dans son coffre, à la DICA.

En mai 1981, M. Giraud quitte le ministère de l'Industrie en emportant son exemplaire. Il donne instruction à M. Capron, qui reste, lui, à son poste, de « communiquer sa copie lorsque le ministre la lui demandera ».

Cette copie restera ignorée des divers ministères de l'Industrie et de l'énergie qui se sont succédés depuis mai 1981, jusqu'en lundi 2 janvier 1984. C'est ce jour-là que M. Fabius pour faire

le point sur l'affaire, M. Capron lui remet alors son exemplaire.

Voilà pour les faits corroborés de divers côtés.

La première question qui se pose est la suivante : M. Capron, commissaire du gouvernement auprès du groupe ELF, a-t-il été constaté sur cette affaire avant le 2 janvier 1984 ? S'il l'a été, pourquoi n'a-t-il pas fait état de cette note ? S'il ne l'a pas été, il peut pour le moins paraître anormal que la puissance publique n'ait pas cru bon de s'informer auprès du fonctionnaire chargé du contrôle de l'État sur l'entre-

M. DE WECK

N'A RIEN À AJOUTER

(De notre correspondant)

Berne. — Directeur mis en cause par le rapport de la Cour des comptes, M. Philippe de Weck, ancien président de l'Union de banques suisses, s'est borné à répondre aux journalistes mardi 3 janvier : « Puisque vous avez tout en main, vous n'avez qu'à vous faire votre propre opinion. Il s'agit d'une affaire technique, d'un procédé physique et électronique, et moi je suis juriste. Mon action s'est basée sur un rapport d'experts et des connaissances scientifiques.

M. de Weck a fait également savoir qu'il n'avait rien à ajouter à sa lettre du 6 septembre adressée au président de l'ERAP, du moins sans l'assentiment de ses mandants, et tant que la France n'aura pas présenté de demande d'entraide judiciaire à la Suisse.

J.-C. B.

Les charmes du secret

(Suite de la première page)

Pourtant, cet assoupissement devenait nécessaire. L'existence de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) et de ses états-majors multipliait à l'infini le nombre des documents secrets. La complication était encore accrue par le secret nucléaire : seuls les officiers américains avaient le droit de prendre connaissance des documents secrets internes par les armes atomiques.

En outre, il était facile de classer secrets une pièce ou un dossier, mais il n'existait pas de règles pour les déclasser (ou les « déclassifier » selon le terme français toujours utilisé). C'était souvent nécessaire. Les secrets politiques ou techniques vieillissaient vite. L'état-major français de l'air, par exemple, refusait, au nom des règlements, de communiquer à la presse les caractéristiques exactes d'avions vieux de vingt ans. Et le canon de 75 n'était toujours pas « déclassifié »...

Liquidation impossible

Pis encore, il arrivait que le secret se retournât contre ceux qui l'avaient décrété. Un exemple en fut donné, dans les années 50, au Sénat américain. Les Etats-Unis avaient entrepris l'étude d'un avion à propulsion nucléaire. Le programme, qui devait porter sur des millions de dollars, avait reçu bien entendu la mention la plus restrictive outre-Atlantique : « Cosmic ». A de très rares exceptions près, ceux qui y travaillaient ignoraient - comme dans le cas de la bombe atomique de Los Alamos - le but de leurs études.

Celles-ci n'abandonneront pas : la propulsion nucléaire exigeait à l'époque des réacteurs et un système de protection contre les radiations d'un poids et d'un encombrement qui apparaurent vite prohibitifs : les Américains, eux aussi, purent se lancer à la poursuite de coûteuses chimères. Réussit à éviter les inconvénients que le programme était abandonné, impossible. La décision était trop secrète pour leur être communiquée. Il fallut se résoudre à poursuivre l'entreprise en réduisant peu à peu, jusqu'à extinction, les crédits qui lui étaient affectés.

La dissuasion nucléaire est en outre venue compliquer le problème. Pour détourner l'adversaire de déclencher un conflit, il faut - il est toujours nécessaire - de lui faire connaître l'ampleur des moyens de rétorsion dont on dispose, de la persévérance de la volonté des informations qu'il reçoit. Une brèche colossale dans les plus hautes secrets de défense...

Il a donc fallu établir des règles de déclassification compliquées et qui dépendaient, comme le classement, de très hautes autorités. A commencer, en France, par le ministre de la défense et le secrétaire général de la défense nationale. Ceux-ci mêmes qui ignoraient tout, en 1977, des appareils de l'italien Bonassoli et du Belge de Villegas, destinés, non seulement à découvrir du pétrole, et du moins à en assurer quelques temps, à remettre en cause, en remplissant les sous-marins porteurs d'engins nucléaires, l'équilibre mondial tout entier.

JEAN PLANCHAIS



Quand César vint au monde, rejeton d'une famille patricienne déchue, Rome était dévolue par les discordes, les rivalités politiques et les soulèvements militaires.

César pleure d'envie devant la statue d'Alexandre le Grand.

Jeune homme de santé médiocre, souffrant de crise d'épilepsie, prodigue et efféminé, César paraissait avoir comme seuls penchants l'élégance et les plaisirs. Rares furent les esprits qui surent déceler dans ce mauvais sujet le futur maître de Rome et le fondateur de l'Empire.

Mais gardez-vous que les hommes ont toujours eu plein cœur de moquer, déconcerter d'une seule glace



En deux volumes d'art Jean de Bonnot publie la "Guerre des Gaules" de Jules César

C'est le premier livre de l'histoire de notre Patrie.



César s'était juré en regardant combattre ses légionnaires : "Je chercherai ma chance jusqu'au fond de l'eau".

Seul Sylla, le tyran, ne s'y trompa pas et voulut le faire mettre à mort. Il prophétisa : "dans César se cachent plusieurs Marius". En effet, sous ses apparences mondaines et débauchées, il était habité par une ambition brûlante et sans limites.

En Espagne, nous relate Suétone, on l'avait vu pleurer d'envie devant la statue d'Alexandre le Grand "car à son âge, celui-ci avait déjà conquis le monde". Plus tard, il s'était juré : "je chercherai ma chance jusqu'au fond de l'eau".

Enfin la fortune frappa à la porte de César : le Sénat romain le chargea du gouvernement des Gaules, plus pour l'éloigner de Rome que pour le récompenser.

Cette Gaule "héroïque et rebelle".

En huit ans, César soumit 300 nations, prit d'assaut 800 villes. Un million de valeureux guerriers gaulois périrent, autant que de Français à la guerre de 14-18 pour une population sept fois inférieure !

Avec une précision remarquable et un style de grand écrivain, César informait régulièrement le Sénat de ses mouvements et de ses victoires. Plus tard, il réunira ses rapports dans un seul ouvrage auquel il donnera le titre de "de Bello Gallico" : la Guerre des Gaules. Même Cicéron, ennemi de César, reconnaît dans son livre "Brutus" que cette œuvre "a été rédigée dans un style si parfait et naturel qu'il a enlevé aux historiens sensés l'idée d'écrire sur le même sujet".

aigles impériales, le prisonnier de Sainte-Hélène dicta à son fidèle Marchand ses "Réflexions sur la Guerre des Gaules de César". Parus en 1836, introuvables aujourd'hui, nous publions, réunies dans leur intégralité, les écrits de ces deux hommes si semblables dans leur destin de conquérants et de fondateurs d'empires.

Description de l'ouvrage
2 volumes in octavo (14x21 cm), 956 pages au total, 87 illustrations, 10 cartes géographiques. Deux autres documents y sont reproduits : la vie de César par Plutarque et un remarquable ouvrage d'identification des noms de villes et des sites gaulois.

Papier chiffon filigrané aux canons. Reliures plein cuir vert antique, coupées d'une seule pièce. Motifs à froid et à l'or sur le dos et les plats. Tranches supérieures dorées aussi à l'or fin titré 22 carats. Nos décors sont gravés à la main, 78 cm de feuille d'or pur ont été utilisés pour chaque volume.

Garantie à vie
Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'âme une éternité de satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails qui prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embelliennent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au sous-prix pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale représentant un paysage. Cette gravure de 14x21 cm est une véritable petite œuvre d'art. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT

7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume de "La Guerre des Gaules" de Jules César, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 156 F (+12,10 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'enverrez le deuxième et dernier volume au même prix, le mois suivant.

Nom Prénoms

Adresse complète

Code postal Ville

Signature

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

TELEX PARTAGE
ETRAVSEVICE TELEX • 347.21.32

Vos annonces dans

Emplois Cadres

Le Monde

5, rue des Italiens, 75009 Paris

Régie-Presses, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

Aux Trois Quartiers

SOLDES

Dans tous les rayons

et jusqu'à épuisement des stocks

Aux Trois Quartiers

17 Bd de la Madeleine, Paris - Tél. 260.39.30 - Retrouvez le plaisir d'acheter

LA REPRISE DU PROCÈS PARIBAS

Histoire d'argent, histoires de gens

« Vous savez, c'était une très belle propriété, très agréable, à Saint-Raphaël, vraiment quelque chose de charmant. Mais il y a toujours le revers de la médaille, des frais d'entretien énormes, un jardinier qu'on est obligé d'avoir à l'année, et puis il faut aussi des amis qui viennent. Et à mon âge... »

Nou, M^{me} Solange Lacoste, veuve de M. Leppert, qui fut P.D.G. d'une grande société vinicole du Midi, n'est pas dans son salon de l'avenue Montaigne à l'heure du thé. C'est bien devant la onzième chambre correctionnelle, où le procès Paribas a repris, mardi 3 janvier, son cours et son rythme, qu'elle explique, souriante et volubilité confondue, le pourquoi et le comment de cette vente qui la mit en possession de 2 millions de francs, dont elle devait laisser à M. Léonce Boissonnat le soin de « les placer au mieux ».

Car M^{me} Solange Lacoste, blonde et poudrée, disserte autant qu'aimable, le dit et le répète : « Je ne suis pas une femme d'affaires ». Paribas était la banque de son défunt mari. Et Paribas, « ce ne sont pas des gens qui sont capables de faire n'importe quoi ». Alors, aujourd'hui, elle ne peut dire autre chose. Les 2 millions allèrent en Suisse, soit. C'est à peine si elle en eut conscience. Il est bien possible qu'elle ait un jour signé une procuration. Il est même tout à fait certain que, lorsqu'elle avait besoin d'argent, Léonce Boissonnat lui en remettait. Le reste... Une fois encore, elle sourit sous ses fards.

« Vous auriez pu réinvestir en France dans la pierre », suggère le président Pierre Culié, pris au piège de cette courtoise conversation.

« Oh ! ça, dit la vieille dame de quatre-vingt-trois ans, j'avoue que ça donne tort d'ennuis. D'abord la tranquillité... »

En fait de tranquillité, la voilà en position d'accusée. Elle n'en paraît point trop affectée. Elle reconnaît tout : le transfert des capitaux, la non-déclaration des revenus qu'ils produisent sur les bords du lac Léman et le retrait clandestin de sommes que lui remettait Léonce Boissonnat. Comment, dans ces conditions, pourrait-on l'essayer davantage ?

Une bouteille de champagne

Comment tourmenter aussi M. Lucien Fleuret, un compagnon de Léonce Boissonnat à la 2^e D.B., architecte de son état, aujourd'hui retraité à Nice ? Lui aussi avait constitué son petit paradis, mais au terme d'une vie consacrée au travail. Victime de deux graves accidents, il mesura vers 1973 la précarité de l'avenir d'un homme ignoré de la sécurité sociale et qui négligeait de contracter une assurance sur la vie. N'était-ce pas le moment de placer cet argent ? Qui pouvait être meilleur conseiller que Léonce Boissonnat, le compagnon des anciens jours.

« On ne s'était jamais perdus de vue. On dînait ensemble une fois par semaine. Je lui faisais entièrement confiance, comme lui m'avait fait confiance quand je lui ai construit sa villa. S'il y avait des papiers à signer, on signait chacun de son côté, sans même lire... »

Le pécule de M. Fleuret prit le chemin de la Suisse. On lui a demandé, question importante, si, à son avis, tout le service de la gestion privée de Paribas était au courant : « Oh ! certainement », a répondu M. Fleuret.

Voilà encore un prévenu exemplaire, car dès que Léonce Boissonnat lui apprit qu'une enquête des

douanes était en cours, il vint de lui-même se présenter afin d'expliquer les choses. « Vous avez donné une belle et grande leçon de courage et de dignité », lui a dit le procureur de la République, M. Jean-Pierre Monestier.

Décidément, on n'en finira pas avec les compléments. Il est étonnant aussi, M. Fleuret, quand il raconte son dernier déjeuner avec Léonce Boissonnat. C'était deux jours avant le suicide du fondé de pouvoir.

« On a bloqué tout le temps, vidée une bouteille de champagne. Alors, quand j'ai appris sa mort, vraiment je n'ai rien compris. Même s'il n'avait rien dit à sa femme, à moi il aurait parlé... »

Ressentiment

Ainsi va ce procès singulier, avec, au-delà des chiffres, ces plongées soudaines, fugitives, vers des intimités entrecroisées, ces propos avec leurs accents qui font deviner des caractères, esquissent des fragments d'histoires ou d'épisodes d'une existence.

Il y eut tout de même quelque'un, au cours de cette journée, pour éga-

liser Léonce Boissonnat. Ce fut Mme Marie-Louise Guesde, veuve de M. André Widhof qui fut P.D.G. de la Société internationale des wagons-lits. Cette petite-niece de Jules Guesde ne recevait, elle, aucun bon point.

En dépit des carnets de Léonce Boissonnat qui font état, à côté de son nom, de trois comptes en Suisse, elle jure n'avoir jamais rien su de l'existence de ce pécule chiffré à 4216 000 francs.

« Je croyais que c'était un honnête homme, bien que mon mari se soit plaint de lui autrefois devant moi... Elle dira même : « Pour qu'un homme arrive à se suicider, comme il l'a fait, il faut des choses bien graves... »

« Vous êtes la première à vous montrer aussi agressive à son endroit », a remarqué M. Culié.

« Eh bien, oui ! Parce que si je suis traitée devant les tribunaux, c'est à cause de lui... »

L'avenir dira si le ressentiment est une bonne défense.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

FAITS DIVERS

Adoptions à la sicilienne...

La police sicilienne vient de découvrir un vaste trafic de nouveau-nés, achetés à des prostituées pour 2 millions de lires (10 000 F) et revendus 20 millions de lires (100 000 F) à des couples sans enfants.

Les carabinieri de Marsala, dans la province sicilienne de Trapani, ont apporté la preuve que douze bébés avaient été mis en vente, mais l'enquête continue concernant une centaine de nourissons. Le trafic, qui a duré de nombreuses années, aurait touché tout le sud de l'Italie.

L'un des personnages principaux du réseau serait une sage-femme de soixante-seize ans, Marie Marsala, poursuivie plusieurs fois pour des avortements clandestins. Lors d'une perquisition à son domicile, les enquêteurs ont trouvé des formidables polygraphes - sans aucune valeur légale - et des reçus signés par les mères des nouveau-nés vendus.

Grâce à l'examen des signatures, les carabinieri sont parvenus à identifier plusieurs prostituées, dont certaines de nationalités yougoslave, roumaine

ou bulgare, qui avaient cédé leurs enfants. Ils ont découvert que, parfois, le réseau « commandait » des bébés après avoir perdu un accouchement. Certains cas sont particulièrement tragiques. Une jeune fille de treize ans, elle-même « achetée » à sa naissance, aurait été poussée à son tour à « vendre » son nouveau-né. Une transaction aurait eu lieu à l'insu d'un prisonnier qui ignorait même la grossesse de sa femme. Inconnu au cours de l'enquête, l'ancien détenu aurait convenu son épouse de demander la restitution de leur enfant.

Les auteurs du trafic utilisent des méthodes voisines de celles des spécialistes de l'enfement. Pour éviter tout contact entre les mères des enfants et les acheteurs, ils concluent des accords à l'aveugle, à travers des intermédiaires compliqués dans des régions isolées d'Europe, même si l'enfant se trouve au départ dans la même ville que ses futurs parents adoptifs. Un véritable « centre de tri » des bébés aurait été découvert à Rocca di Neto, où deux personnes ont été arrêtées. (A.F.P.)

LE TERRORISME EN FRANCE

Moins d'attentats en Corse

selon M. Robert Broussard

Correspondance

Bestia. - En marge de l'arrestation de Jean-Marc Leccia, le commissaire Broussard, préfet de police de la région Corse, a dressé, mardi 3 décembre, un bilan d'une année de lutte contre le terrorisme : 391 attentats en 1983 contre 806 en 1982. La chute, « inattendue », selon le chef de la police, est pourtant « d'autant plus nette » si l'on compare le deuxième semestre 1983 (285 attentats) au deuxième semestre 1982 (595).

Si le nombre d'attentats a baissé, la part revendiquée par les organisations clandestines a, elle, augmenté. L'ex-front de libération nationale de la Corse a revendiqué, en 1983, 399 attentats, l'Armée de libération nationale de la Corse, 17, et les brigades révolutionnaires, 12. Il s'agit parfois des mêmes actions revendiquées deux, voire trois fois, par les trois organisations. Au total, les clandestins revendiquent cette année 72 % des attentats. En 1982, la revendication politique ne dépassait pas 45 %.

Cette évolution n'inquiète cependant pas le commissaire Broussard qui observe qu'en nombre, les atten-

tats « politiques » n'ont pas augmenté et qu'il existe certains « reculs ». L'année 1983 est aussi marquée par une baisse des racketts du nombre de plaintes déposées : 10 010 en 1983, contre 15 900 en 1982, ce qui tendrait à prouver une plus grande « sécurisation » de la population.

En revanche, le nombre des personnes incarcérées a fortement augmenté. On est passé de 145 arrestations en 1982 à 219 en 1983, ce qui accroit l'« embouteillage » des deux prisons d'Ajaccio et de Bastia, déjà surpeuplées. Seul point noir dans ce bilan « satisfaisant », aux dires du commissaire Broussard : le nombre des hold-up est passé de 77 à 103 en une année et s'explique notamment par « le retour au pays » de certains gangsters qui agissent précédemment dans la région de Paris, Lyon et Marseille. - D.A.

FONDATEUR DE LA FÉDÉRATION AUTONOME DES SYNDICATS DE POLICE

M. Gérard Monate quitte le cabinet de M. Joseph Franceschi

M. Gérard Monate, âgé de soixante ans, quitte, à compter du 2 janvier, le cabinet de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, dont il était conseiller technique, chargé des questions de vie des personnels. Dans une lettre, adressée le 30 décembre 1983 à M. Franceschi, il demande qu'« un terme soit mis à sa mission. Aujourd'hui, après deux ans et demi de présence au ministère, je pense qu'il est raisonnable que je me retire car j'aspire, en effet, à un peu de calme ».

Fondateur de la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.), majoritaire parmi les policiers en tenue, qu'il dirigea jusqu'en 1975, il avait été appelé, en mai 1981, au ministère par M. Gaston Defferre, qui l'avait nommé directeur général de la police nationale. Lors de la création du secrétariat d'Etat, en août 1982, il avait rejoint le cabinet de M. Franceschi, comme tous les collaborateurs de M. Defferre chargés des questions de police. Premier syndicaliste à occuper un tel poste au ministère de l'Intérieur, il symbolisait, pour l'opposition, le « pouvoir syndical » au ministère.

Se refusant à donner à son départ un aspect politique - « J'avais toujours dit que je ne ferais pas une seconde carrière dans la police », nous a-t-il déclaré - M. Monate rappelle qu'il rejoint son emploi d'avant 1981, succédant à M. Claude Faix, ancien sous-directeur d'une société d'études du parti socialiste.

Cependant il ne cache pas son point de vue sur le climat interne du ministère de l'Intérieur, qu'il a exprimé à M. François Mitterrand lors d'une rencontre en octobre 1983. « Il y a deux pouvoirs politiques qui s'annulent et un pouvoir administratif qui se renforce », résume-t-il. Trois autorités, c'est-à-dire M. Monate fait allusion à l'instabilité liée au partage de l'autorité politique, à l'opposition latente du ministre et de son secrétaire d'Etat, ainsi qu'aux nomina-

Alertes à la bombe dans les gares

Après les attentats du 31 décembre, en gare de Marseille et à bord d'un T.G.V., les alertes à la bombe se sont multipliées dans les gares françaises. Le trafic ferroviaire a été ainsi perturbé, mardi 3 janvier, dans les gares de Marseille, Metz, Mulhouse, Montbéliard, Nancy et Rouen.

L'organisation de la lutte armée arabe - une nouvelle fois revendiquée, mardi, les deux attentats de la Saint-Sylvestre. Un message rédigé en français et en arabe, posté le 2 janvier à Berlin-Ouest, est arrivé mardi, au bureau de l'A.F.P. de cette ville. Il se trouvait dans une valise laissée au bord du T.G.V. français sur Berlin le 17 décembre dernier : « Message au peuple français de l'organisation de la lutte armée arabe : pas seulement nos enfants pleureront. A la mémoire des martyrs de Baalbek. 31 décembre 1983. »

Le nouveau bilan des attentats est de trois morts, trois blessés graves pour celui du T.G.V. et de deux

morts, neuf blessés graves pour celui de la gare Saint-Charles de Marseille. Les victimes pour le T.G.V. : Michèle Joumau, quarante-six ans, et Jeanne Viret, quarante-cinq ans, et Jeanne Viret, née Bourgeois, quarante-cinq ans, tous deux demeurant à Auzonnet-en-Haute (Oise) ; pour la gare Saint-Charles : Mokhef Meneche, vingt-six ans, de nationalité algérienne ; la deuxième victime, qui se trouvait vraisemblablement dans la salle des consignés, est le bombe, a explosé, n'a toujours pas pu être identifiée.

« Manifestation du Front national. M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, et une soixantaine de ses sympathisants ont défilé, mardi soir 3 janvier, dans le parking de la gare Saint-Charles à Marseille, pour protester contre l'attentat de samedi soir, malgré l'interdiction préfectorale interdisant toute manifestation.

Alors que des membres du Front national marseillais et des militants de la Ligue communiste révolutionnaire échangeaient des slogans contradictoires de part et d'autre d'un solide cordon de C.R.S., M. Le Pen s'est présenté vers 19 heures à la porte du parking de la gare donnant accès aux quais. Cette porte lui a été interdite par un commissaire de police. « Je ne vais pas me battre », a répondu M. Le Pen. « Je constate seulement que, à force d'imposer des mesures illégales, nous finissons tous au goulag... »

M. Le Pen et ses partisans ont alors formé un cortège qui a défilé dans le parking avant de tenter de pénétrer dans le hall principal de la gare. Refoulés par un cordon de C.R.S., les manifestants se sont dispersés sans incident en chantant la Marseillaise.

Les projets de M^{me} Roudy en faveur des femmes

- Supprimer les discriminations dans le code civil
- Prévenir les enlèvements d'enfants de père étranger

M^{me} Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, devait présenter au conseil des ministres du mercredi 4 janvier les principales initiatives que son ministère compte entreprendre en 1984, seul ou avec les concours d'autres ministères. Un programme « sous azimuts » - législation civile, emploi, éducation, formation, - mais plus modestes que les autres années.

La réforme la plus symbolique sera celle que prépare actuellement le ministère de la justice pour faire disparaître du code civil des discriminations subsistant entre les femmes et les hommes. En effet, alors que les épouses sont solidairement responsables des dettes de la communauté, dans le régime dit de la « communauté réduite aux acquêts » (choisi par 97 % des couples français), c'est au mari seul que revient la gestion des biens acquis dans le cadre du mariage ainsi que l'administration des biens des enfants. Situation à laquelle il sera mis fin.

D'autre part, M^{me} Roudy qui, depuis longtemps, souhaite la disparition sur les documents administratifs des mentions « madame » ou « mademoiselle » (sauf lorsque les intéressées le demandent) a obtenu pour un groupe de travail soit formé pour étudier les conditions et les conséquences d'une telle suppression.

Perpétuellement sollicité par des femmes dont les époux ou ex-époux, ressortissants étrangers, ont emmené leurs enfants au-delà des frontières françaises (presque un million d'enfants sont concernés chaque année), le ministère des droits de la femme s'est penché sur ce pénible dossier. Il se propose d'accélérer, la signature d'une convention bilatérale, notamment avec l'Algérie, principal pays concerné par les mariages mixtes. Une telle convention - déjà conclue par la France avec le Maroc, la Tunisie et l'Egypte - permet au moins de faire reconnaître les décisions des tribunaux de l'autre pays et d'établir une coopération judiciaire.

Pour prévenir de tels enlèvements, le ministère de la justice doit adresser une circulaire aux tribunaux soulignant toutes les mesures qui peuvent être prises, notamment lors de l'exercice du droit de visite. Le ministère de l'Intérieur, en liaison avec les ministères de la justice et des droits de la femme, détiendra dans une circulaire toutes les possibilités d'opposition à la sortie du territoire des mineurs.

■ ERRATUM. - L'épicentre du séisme survenu en Guinée le 22 décembre 1983 était situé près de la ville de Koubia, et non de Kindia comme il l'a été écrit dans le Monde du 31 décembre 1983.

Recouvrer les pensions alimentaires

Selon le BIT-INSEE de mars 1983, les femmes constituent 55,1 % des chômeurs. Ce mois-ci, un groupe d'études interministériel chargé de l'évaluation du dispositif actuel de lutte contre le chômage et de son efficacité vis-à-vis des femmes déposera ses conclusions. D'ores et déjà, le ministère des droits de la femme prévoit un programme d'action qui serait présenté au conseil des ministres en mars pour l'amélioration des chances des femmes. On prévoit la désignation d'un ou d'une responsable auprès des directeurs régionaux du travail et de l'emploi, chargé de surveiller la mise en place des mesures pour l'amélioration de la situation de l'emploi des femmes et, surtout, l'application de la loi sur l'égalité professionnelle.

Conformément à ce qui avait été annoncé en 1983, trois bureaux pilotes seront ouverts ce mois-ci à Créteil, Lille et dans le quinzième arrondissement de Paris, pour aider les femmes à percevoir leurs pensions alimentaires de leurs anciens maris récalcitrants. Ces bureaux, placés sous la responsabilité du procureur de la République et du trésorier-payeur général, pourront intervenir directement auprès des organismes et services jouant un rôle dans la mise en œuvre des procédures de recouvrement et analyseront les obstacles auxquels sont confrontées les femmes pour obtenir le paiement des pensions. Pour 1984, on envisage non seulement d'accorder à la créance alimentaire la qualité de créance privilégiée, afin de donner plus de garantie sur son paiement, mais aussi de permettre aux caisses d'allocation familiales de recouvrer elles-mêmes les pensions impayées et, ainsi, de récupérer l'argent (égal au montant de l'allocation orphelin) qu'elles versent en compensation.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

ÉDUCATION

GRÈVES DANS LES CANTINES DES LYCÉES ET COLLÈGES

Le Syndicat national des agents de l'éducation nationale (SNAEN) appelle ses adhérents à une grève de vingt-quatre heures, le jeudi 5 janvier, au moment de la rentrée des vacances de Noël.

Le SNAEN, qui revendique trente-deux mille syndiqués parmi les cent mille non-enseignants des établissements scolaires publics (agents de service, cuisiniers, aides de laboratoire, coiffeuses, etc.), veut protester contre « les aspects négatifs du budget 1984 de l'éducation nationale » et « la dégradation des conditions de travail ».

Le syndicat estime que la loi de finances 1984 conduit à la suppression de deux cent trente postes d'agents. Sur ce nombre, une quarantaine de postes devraient effectivement être supprimés, le reste correspondant à des emplois créés en 1982 et 1983 et jamais pourvus, indique le SNAEN. Le mot d'ordre de grève du 5 janvier vise aussi à protester contre le désengagement de l'Etat dans le paiement des agents : 45 % des frais de demipension ou de pension payés par les familles serviront en 1984 à la rémunération des agents contre 40 % en 1983. Le SNAEN s'oppose à cette évolution qui conduit, selon lui, à la remise en cause du statut des fonctionnaires et du principe de la gratuité de l'école publique.

AMERICAN IN V.O. AT THE AMERICAN CENTER
261, rue NASSAUL - 75014 PARIS
633.67.28

DU 2 JANVIER AU 24 MARS 84
ENGLISH FOR EVERYBODY
SESSION D'HIVER

SESSIONS TRIMESTRIELLES TOUTE L'ANNÉE

SESSIONS INTENSIVES
• EN SEMAINE SUR 15 JOURS
• LE WEEK-END (VEN. - SAM.)
SUR UN MOIS

LEARN TO SPEAK AMERICAN
COURS DANS LA JOURNÉE, LE SOIR ET LE SAMEDI

PRÉPARATION AU T.O.E.F.L.

Libroz L'ÉDUCATION

مقدونيا

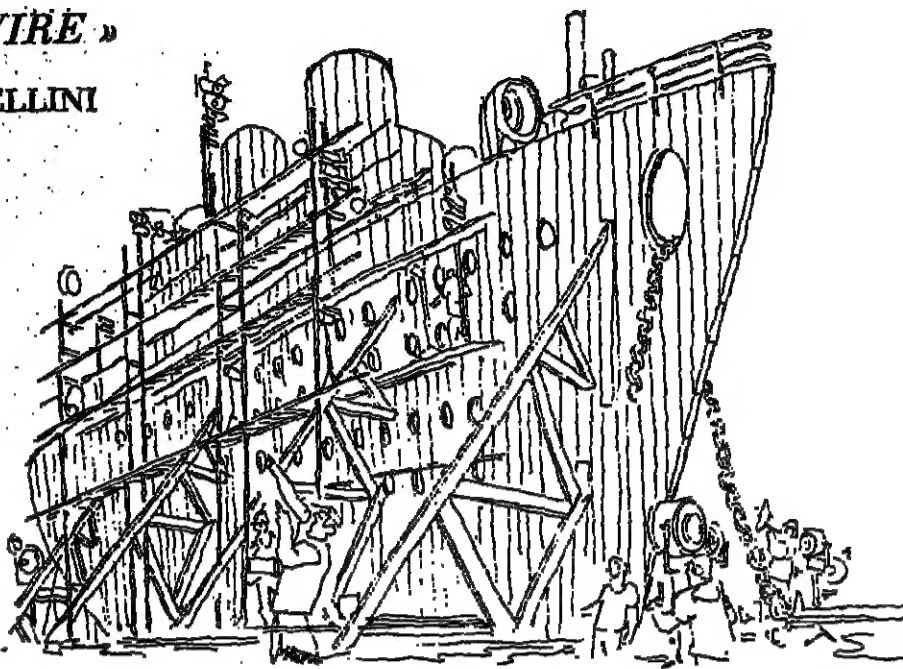
هذا من الاميل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« ET VOGUE LE NAVIRE »

UN FILM DE FEDERICO FELLINI



La pellicule est jaunie, un peu tachée, des personnages s'agitent dans le décor d'un port. On entend le bruit de l'appareil de projection, mais, à part cela, aucune parole, aucun son, ne viennent des images. Le film est muet, avec des cartons d'interstitiels, un rythme sautillant. Document tiré d'une cinématheque ? Certains détails semblent avoir été pris sur le vif, avec une caméra fixe. Mais la caméra se déplace pour une mise en scène. Un corbillard luxueux, tiré par des chevaux, s'avance vers le quai d'embarquement. La fiction s'annonce avec l'entrée des acteurs et actrices représentant les hommes et les femmes qui vont monter sur un navire pour accompagner les cendres d'une illustre cantatrice morte. Ces cendres seront confiées à la mer, à proximité d'une île qu'elle aimait. Fellini va-t-il faire le pastiche d'un film d'autrefois comme Woody Allen (*Zelig*) ? Mais non...

Le sifflet de la sirène du *Gloria*

de la coque ; le ciel et les mages sont peints en trompe l'œil, on peut y voir, en même temps, le soleil et la lune. Fellini va même, vers la fin, jusqu'à montrer l'espace du studio du côté des techniciens.

Ses premiers films devaient quelque chose au « néo-réalisme ». Après *La Dolce Vita* virent la période des fantasmes, puis celle des souvenirs revisités (*Fellini Roma, Amarcord*). Ayant mis un terme à ses obsessions par l'examen onirique de son inconscient, de ses propres rapports avec le monde, Fellini dans *La Cité des femmes*, où Fellini pouvait-il aller ? On attendait la réponse, la voilà. En compagnie des adorateurs d'une « prima donna » excentrique, il est parti vers de nouveaux rivages. La création recommence. Autrement. Admiration surprise : Cela risque de déconcerter ceux qui avaient « classé » Fellini. Il s'en tire en parlant de fable sociale, de métaphore du monde moderne en dé-

transportée sur un navire dans une île de la mer du Nord. L'urne fut enterrée là, où Lale Andersen avait longtemps vécu. Ce n'est peut-être pas ce qui a inspiré Fel-

texte de communier dans le souvenir de la disparue, chacun mangeant.

Divas italiennes, archiduc autrichien accompagné de sa sœur aveugle noutant un complot, couple d'aristocrates anglais, acteur comique professionnel au visage poupin rose et blanc, surveillé par une matrone austère (il regarde trop les beaux marins), ministre, etc., les voilà revenus du pays des ombres muettes, mais ils chantent des airs d'opéra (Verdi surtout), pour lesquels ont été écrites d'autres paroles correspondant à diverses circonstances du voyage.

Depuis la mort de Nino Rota (après *Prova d'orchestra*), il manquait à Fellini un compositeur accordé à ses images, à ses visions. Il en a trouvé plusieurs dans son propre domaine culturel, il a fait réorchestrer les musiques d'accompagnement par Gianfranco Plenizio, et cela donne des « gags » comme le *Casse-noisette* de Tchaïkovski pour les scènes bouil-

lonnes des cuisines, ou le *Moment musical en fa mineur* de Schubert joué avec les doigts sur les bords d'une série de verres en cristal. *Mort du cygne* de Saint-Saëns, *Clair de lune* de Debussy, valse de Strauss, thèmes de Verdi et de Rossini, tout correspond à des trouvailles de mise en scène, tout participe d'un nouveau rythme narratif.

Ainsi le temps remonté par Fellini semble-t-il s'arrêter dans le cérémonial de la Belle Époque à l'italienne et le culte de l'art lyrique. Pourtant, il y a, dans la cale du navire, un rhinocéros malade dont l'odeur nauséabonde vient gêner les rites de ces personnages empruntés à des films d'antan. Et, brusquement, arrive ce qu'on n'attendait pas. Un matin, les passagers découvrent sur le pont un groupe de pauvres gens bizarrement vêtus, inquiets, parlant une langue inconnue. L'équipage les a recueillis. Ce sont des Serbes. Ils ont fui, en barque, leur pays menacé par une guerre depuis l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, héritier de la couronne d'Autriche, à Sarajevo. Ainsi, par un autre coup de génie, Fellini réinvestit le vécu historique de 1914 dans un monde doublement cinématographique (celui des films contemporains de l'événement et le sien). Amateurs de symboles, voici les « boat people » de la première guerre mondiale ! Leur présence d'abord mal ressentie fera partie du cérémonial.

Mais les choses se gâtent, les réfugiés encombrant, ils ont l'air

de s'être trompés de film, et une canonnière autrichienne, surgie sur la mer de cellophane, menace le *Gloria* de bombardement si on ne les livre pas. Vive agitation « diplomatique ». L'archiduc obtient un délai de ses compatriotes. Que la cérémonie des cendres soit d'abord accomplie. Elle se fait au large de l'île. Alors, d'un disque placé sur un phonographe s'élève la voix merveilleuse de la cantatrice morte (celle d'une chanteuse japonaise d'aujourd'hui, Minako Matsumoto, dans le grand « air du Nil » d'*Aida*). Moment de pure beauté, de plénitude artistique, auquel succède un de ces chaos dont Fellini est l'incomparable organisateur.

Renvoyés en canot, les réfugiés ne se laissent pas faire. Attaque à la grenade, tir d'obus, incendies, c'est vrai que tout un monde fait naufrage, qu'une société s'écroule, mais toujours selon les lois felliniennes du spectacle. Rescapé, le journaliste Orlando part en barque avec le rhinocéros. On sait déjà que Fellini va accoster ailleurs. Cette histoire tirée du passé, où l'on voudrait voir la tragi-comédie des angoisses contemporaines, pourquoi nous remplit-elle d'allégresse ? Parce que c'est un prodigieux chant d'amour au cinéma, la maîtrise réaffirmée, sous de nouvelles formes, d'un magicien de l'image faisant surgir et disparaître à volonté les représentations les plus étonnantes et les plus sublimes de ce qu'il porte en lui. Le navire vogue toujours, et l'avenir appartient à ce démiurge.

JACQUES SICLIER.

(1) Cf. l'entretien avec Yvonne Baby (*Le Monde* du 8 septembre).
* Voir les films nouveaux.

Vers de nouveaux rivages

perce le silence, un brouhaha de mots s'élève, les images prennent des couleurs à dominante de gris et bleu métallisé. La « parlant » succède au « muet », la couleur, au sépia et au noir et blanc, sans coupure dans le temps, car tout ceci se passe en juillet 1914. Cette ouverture est géniale.

Par une simple transition esthétique et technique, Fellini nous transporte dans l'univers qui va être le sien, après avoir fixé un certain état du cinéma italien dans les années 10. La foule, du port de Naples participe à des funérailles insolites, les passagers du *Gloria* appartiennent à la société mondaine et cosmopolite des films où se manifestaient les traverses passionnelles du « divisme », le romanesque exacerbé. Ces passagers sont garantis d'époque, par leurs costumes, leurs physiognomies, leurs attitudes.

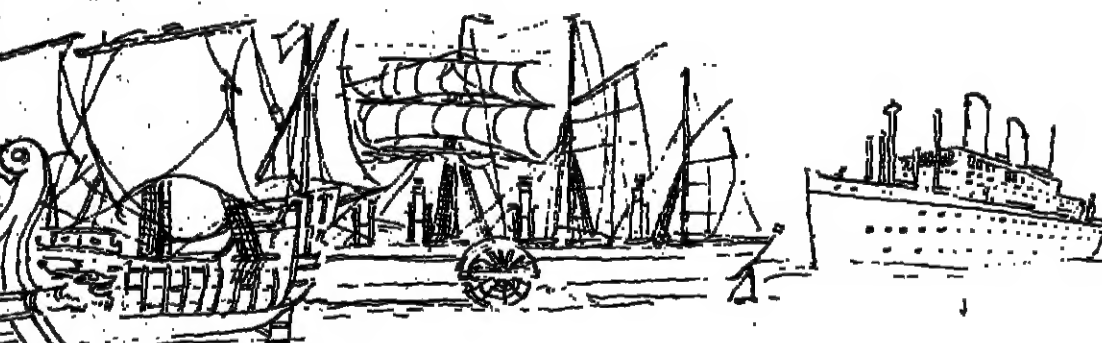
Muet ou parlant, un film, pour Fellini, est artificiel. Le grand navire se compose d'un assemblage de plusieurs décors de studio, une mer de cellophane ondule autour

gringolade, à la manière de *Prova d'orchestra*, intermède (tourné pour la télévision) entre *Casanova* et *La Cité des femmes*.

Fellini dit avoir construit (avec Tonino Guerra) son scénario à partir d'un article de journal signalant une cérémonie funéraire par dispersion des cendres (1). Or, en 1972, l'urne contenant les cendres de la chanteuse allemande Lale Andersen, la créatrice de *Lili Marleen*, fut, aux accents de la célèbre chanson,

lini, mais on peut rêver sur ce rituel singulier que la baguette magique du cinéaste aurait bien pu toucher.

Juillet 1914 n'est pas une date innocente. Fellini, pourtant, brouille les pistes. Il a délégué à bord du *Gloria* un journaliste d'une soixantaine d'années, Orlando. Celui-ci fouine, pose des questions dans le vide, observe les passagers qui le tiennent à distance. Il n'est pas de leur monde, et il les dérange, car, sous pré-



Cinéma au long cours

FEDERICO FELLINI est né à Rimini, au bord de l'Adriatique. La mer, celle-là ou une autre, ouvre des espaces infinis pour lesquels les hommes ont inventé les bateaux, mythologie chère au cinéma.

Dans *Amarcord*, Fellini a fait surgir un paquebot gigantesque, véritable ville flottante illuminée dont la population de Rimini s'acclame le passage et y accrochant ses songes. Les embarcations de l'Antiquité, les galères romaines de *Ben-Hur*, les navires corsaires commandés par de vaillants héros tels Douglas Fairbanks ou Errol Flynn, ont sillonné les écrans, dans les tempêtes, les combats navals, les abordages.

Les aventures maritimes sont aussi des rêves. Mais elles permettent d'apprendre l'histoire : la destruction de l'Invincible Armada, la conquête de l'Angleterre, la bataille de Trafalgar et la mort de l'amiral Nelson, l'arrivée des pèlerins du *Mayflower* venant fonder les colonies d'une Amérique autrefois découverte par Christophe Colomb (enfant, presque). Nos souvenirs peuvent bien mêler les époques, le cinéma est toujours gagnant.

Un bateau, c'est le lieu où peuvent se réunir un grand nombre de personnages divers, dont les caractères se révèlent à l'heure des drames et des catastrophes. Combien de films y a-t-il eus sur le naufrage du *Titanic*, paquebot transatlantique qui heurta un iceberg en 1912, jusqu'à l'imaginaire *Aventure du Poséidon* tournée en 1972 ?

Hitchcock, lui, réussit à faire tenir une communauté typique du monde en guerre

dans la coquille de noix de *Liféboat*, sur un bassin de studio. Stanley Kramer place, sur la *Nef des fous*, un microcosme agité par l'avènement du nazisme. Des juifs allemands, expulsés en 1939, partent de Hambourg pour le *Voyage des damnés*, à la recherche d'une terre d'accueil. Rien avant Stuart Rosenberg, Louis Daquin avait traité le même sujet dans *Maître après Dieu*. Preminger raconte l'odyssée des émigrants juifs de l'*Exodus* au moment de la création de l'Etat d'Israël. Aujourd'hui, nous en sommes au *Passeport pour l'enfer* des « boat people » fuyant le Vietnam.

Le bateau révèle les événements et embellit les légendes : simple barque à moteur de Tristan et Iseult 1943 (*l'Éternel retour*), yacht blanc du « hollandais volant », ancré sur une côte d'Espagne au vingtième siècle et vers lequel Ava Gardner-Pandora nage pour renouer son destin. L'imaginaire revient du fond des âges. Le bateau peut être, encore, le signe de l'aventure insensée, de la volonté obstinée. Katharine Hepburn a forcé Humphrey Bogart à conduire, sur les eaux d'un fleuve dangereux, le rafiot *African Queen*.

Klans Kinski, devenu Fitzcarraldo, a fait passer par-dessus une montagne un grand bateau à vapeur que les Indiens livraient au feu pour un dieu. Même si l'homme, à présent, peut atteindre la Lune, même si les vaisseaux spatiaux rivalisent d'exploits dans l'univers extra-terrestre des films façon *Guerre des étoiles*, la planète cinéma conserve aux bateaux de tous les temps le pouvoir de naviguer dans l'histoire de notre monde et d'entretenir les chimères.

J. S.

Maître des masques

« Il me semblait, déclare Fellini, avoir besoin de visages qui puissent, avec vraisemblance, être ceux de personnes qui n'existent plus (1). »

Entre les joues creuses, des yeux obliques qui ne regardent pas. Les lèvres sourient pour elles-mêmes : Pina Bausch. Son aura énigmatique a séduit Fellini. Il a fait d'elle l'un des masques qui hantent son navire. Elle est la sœur aveugle, doucement inquiétante, d'un eunuque blond aux joues roses peau d'enfant, bibendum en uniforme bleu et blanc : l'archiduc d'Autriche (Florenz Serral). Il est suivi de ses corbeaux : policiers, officiers en civil, diplomates pétrifiés dans l'amabilité diplomatique, des phrases formées par l'enchaînement grammatical de mots neutres. On les appelle, ces gens, des « porte-parole ». Ils transmettent ce qu'il convient de prononcer pour ne rien dire.

L'île de Prospero

La haute société parle peu. Elle suit le mouvement. Elle entonne le chœur de constance - syllabes glissant sur des airs faits pour d'autres syllabes, appels à la liberté qui sont au mieux des réminiscences culturelles. Elle chante, fascinée par sa propre musique, comme le poulet fasciné par les vibrations du baryton russe (Maurice Barrier) agenouillé devant la table de cuisine où le volatile perché, soudain, lève une patte, s'immobilise.

Les cuisiniers applaudissent. Sur le navire, les « protétaires » sont au spectacle, les passagers en représentation. Des gens emberlificotés dans leurs habits d'apparat et

leur fonction artistique. Ils ne sont que cela : acteur comique, directeur d'opéra, chanteur, cameraman, duo de vieux clowns fantomatiques, gigolos, parasites en tout genre et leurs michetons. Même l'épouse nymphomane (Norma West) du directeur de Covent Garden (Peter Cellier) reproduit mécaniquement les miniques de la séduction. Même l'angélique jeune fille couronnée de fleurs (Sarah Varley), qui partira avec les Serbes vers l'aventure de l'avenir, est une simple image conforme. Mais, dans le regard de la diva qui doit succéder à la diva défunte (Barbara Jefford), il y a de l'inquiétude fiévreuse, comme le pressentiment d'un jamais plus, d'un trop tard. Le bateau va, dans l'espace irréel entre vie et mort, instant d'un choix que certains déjà ne sont plus en mesure de faire, corps échoués sur l'île de Prospero, masques de théâtre.

Parce que, peut-être, cet autre italien, Giorgio Strehler, est venu cet hiver à Paris présenter sa *Tampesta*, on imagine Fellini dans le rôle d'un Prospero invisible, animant d'un souffle provisoire les naufragés esclaves de leurs passions masquées et de leur apparence sociale, et fabriquant une nature de faux-semblant dont il montre avec un orgueil désabusé les charpentes et les ficelles, la soie irisée qui figure la mer, et la toile qui fait le ciel.

C'est ainsi que procèdent et Fellini et Strehler. Et comme le cinéaste, le Prospero de théâtre, comme un chef d'orchestre, provoquant, dirigeant, domptant le tempête de l'illusion.

COLETTE GODARD.

(1) Extrait d'un entretien reproduit dans *Films* (n° 19 consacré à *Et vogue le navire*, 15 F).

COMÉDIE-FRANÇAISE
296.10.20
JANVIER 1984
en alternance

INTERMEZZO
Jean Giraudoux
mise en scène
Jacques SEREYS

LA CRITIQUE DE L'ÉCOLE DES FEMMES
avec
L'ÉCOLE DES FEMMES
Molière
mise en scène
Jacques ROGNER

FÉLICITÉ
Jean Audureau
mise en scène
Jean-Pierre VINCENT

L'AVARE
Molière
mise en scène
Jean-Paul ROUSSILLON

Nouveau !
les soirées ouvertes
quatre fois par mois
location facilitée

LOCATION 11h à 18h PLACES de 10F à 80F

COMÉDIE-FRANÇAISE
1680

LA CULTURE

Frédéric, dix-neuf ans

Le rock a ses raisons

DANS la chambre de Frédéric, il y a un aquarium. C'est drôle un aquarium, presque insolite au milieu d'une chaîne hi-fi et d'une guitare électrique. Il y a aussi une raquette de tennis et, sur les étagères, des maquettes d'avion, des voitures miniatures, des cassettes enregistrées (une cinquantaine), des albums de B.D. (une trentaine), une rangée de magazines. Les disques (environ deux cents) sont enfermés dans un placard, les livres (de classe surtout) au-dessus de son bureau. Un portrait de Lou Reed côtoie un poster de Devo en face d'une photo découpée dans une revue de windsurf. Difficile de trouver une unité dans ce cadre, une identité. Pourtant elle est là, dans sa diversité. Sa chambre lui ressemble : éclectique.

Frédéric est sportif (deux heures par jour en moyenne, d'avantage l'été). Tennis, natation, chasse sous-marine, planche à voile : il fait des compétitions. Il joue dans un groupe de rock amateur, répète le samedi après-midi. Mais, surtout, il prépare un diplôme universitaire de technologie en physique qui lui prend le plus clair de son temps (quarante heures par semaine, et le soir il faut plancher sur les cours).

Frédéric a dix-neuf ans, il vit chez ses parents à Nogent-sur-Marne. Sa mère est vendeuse dans une boutique de prêt-à-porter, son père cadre dans une banque. Le niveau de vie est aisé sans excès. Frédéric se rappelle avoir travaillé dans la banque qui emploie son père pour s'acheter une guitare électrique. Au plus bas de l'échelle, il rangeait des fichiers. Autour de lui, des gens plus âgés, avec lesquels il a appris le « syndrome du tunnel » : ramasser ses affaires une demi-heure avant la sortie et attendre le week-end à partir du jeudi.

Pour lui, c'est une leçon. Étudier, c'est un droit au choix, une recherche d'autonomie, pour subir le moins possible la hiérarchie. Pour l'instant, il n'a pas d'idée précise, mais il va dans le sens d'un métier proche de ses aspirations. Son idéal est un idéal de loisir, pas de travail. Alors : trouver un juste milieu entre les deux. Éviter le « tunnel ».

Dans son groupe, aucun des musiciens n'a songé à faire de la musique une profession. « Pas dans les conditions qui sont proposées en France, explique-t-il. Les chances de réussite sont trop minces. J'ai peur de loupier ma vie. C'est peut-être en faisant ce choix que je la loupe, mais je ne veux pas prendre le risque. » En attendant, il compose, écrit des textes, perfectionne sa technique, enregistre des maquettes, aimerait bien réaliser un 45 tours pour le plaisir. Mais il sait que le jour viendra où il rangera définitivement sa guitare. « A quarante ans, on ne peut pas répéter Beethoven le samedi après-midi dans une cave. »

Au lycée, Frédéric était plus intéressé par les atomes que par Corneille ou Racine. Plus scientifique que littéraire, la branche dans laquelle il s'est orientée est, pour lui, mieux adaptée au quotidien. La culture moderne fait de plus en plus appel à la technologie. Il sent un lien avec ses études dans la musique qu'il écoute, dans les images qu'il regarde. L'esprit est rigoureux, les théories appartiennent au siècle. Les images, les sonorités se répondent. Frédéric cite des musiciens qui ont des diplômes de chimie, de physique. Selon lui, le rayonnement d'un pays est indissociable aujourd'hui de son avance technique. Si l'Amérique exerce une réelle fascination sur ses goûts, c'est que sa culture est partie prenante de la bombe atomique, du premier pas sur la Lune.

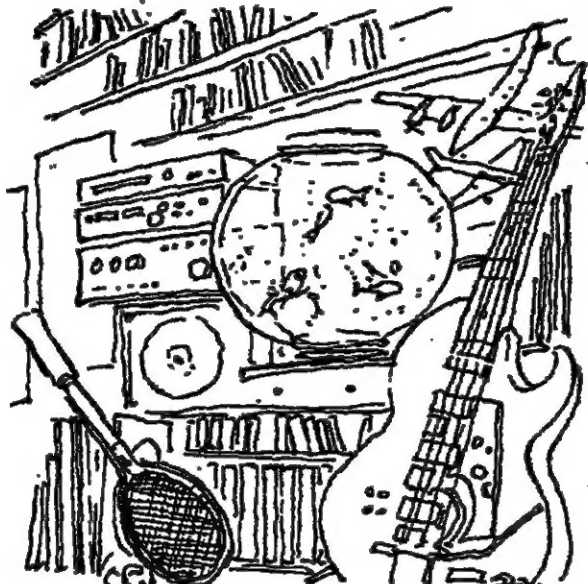
Le sentiment patriotique, Frédéric ne connaît pas. Il se sent européen. Quelque chose qu'il avait en lui et que certains groupes de rock ont réveillé en le formulant. Il raisonne en termes de puissance, de culture internationale aussi. « C'est drôle, dit-il, les premiers disques que j'ai écoutés, c'étaient les Beatles, pas Eddy Mitchell ou Sacha Distel. Pourtant je ne comprenais pas les textes, mais ça me parlait plus. C'est ce qui m'a donné envie d'apprendre l'anglais. La notion de langue universelle - regarde le langage des ordinateurs - on y vient. Il existe un peu la même idée dans l'unification de l'Europe. Un rapprochement de cultures et de peuples. Quand on vit à Paris, on ne peut pas dire qu'on est français. C'est un espace cosmopolite. Pourtant, c'est vrai que, lorsque les premiers groupes français ont

chanté en français, ça m'a profondément touché. Ils parlaient ma langue, ils parlaient pour moi. »

Pour lui, le rock est passé par un rejet de la culture officielle. Trop dédaignée, trop pesante. Tout à coup, un univers le touchait, évoquait des images qu'il transcrivait dans le quotidien, qu'il reconnaissait, et qu'il n'avait jamais perçues dans les livres étudiés au lycée. Ça n'est jamais passé par une rébellion, une lutte de générations. Il part encore en vacances avec ses parents, le sport les a rapprochés (« sans ça, nous nous serions peut-être moins parlés »). Quand il a commencé à jouer de la guitare, les autres musiciens

dans un film. Il n'y a plus de tels engagements dans les lycées. Je crois justement que c'est une réaction à la génération qui nous a précédés. Ma sœur est beaucoup moins armée dans la vie. Je suis plus matérialiste. Nous nous sommes assagis, mais nous restons méfiants. C'est drôle, ma sœur et moi n'avons pas la même conception de la vie, et pourtant nous arrivons au même résultat : nous ne votons pas. »

Même s'il convient qu'il ne prend pas ses responsabilités en accomplissant pas son devoir civique, il existe chez Frédéric un manque de confiance dans les hommes politiques. Un manque



faisaient de la natation avec lui. Pour son père, c'était rassurant. Il l'accompagnait aux répétitions.

Sa sœur, de sept ans son aînée, a subi l'après-coup de mai 68. « C'était très fort, dit Frédéric, très lourd à porter. Quand elle me raconte que les fachos descendaient pour tabasser les gauchistes, j'ai du mal à l'imaginer. Pour moi, c'est presque Z, comme

de confiance dans tout ce qu'il perçoit comme un pouvoir institutionnel, avec la peur d'être manipulé, les médias, la radio, la télévision. « Je n'arrive pas à voir autre chose que des hommes, explique-t-il, et je ne parviens pas à leur accrocher des idéaux. La politique, en France, ressemble à une éternelle guerre de chapelles dans on nous tient à l'écart. » Il

Si l'on aligne sur une échelle graduée les pratiques culturelles, il y a, tout en haut, la télévision et, tout en bas, l'opéra. On sait que les Français fréquentent davantage les musées que le music-hall, préfèrent le cinéma au théâtre. Tout cela a été répertorié récemment par le service des études et recherches du minis-

tère de la culture, au sein d'une minutieuse description sociodémographique (1).

Eloignons-nous un peu des chiffres, des moyennes, des généralisations. Nous avons rencontré quatre personnes, nous avons voulu les regarder vivre leur propre culture et leur demander ce que le mot, pour

n'avoue aucune sympathie : il se dit capitaliste dans une société capitaliste : « Il faut être honnête avec soi-même, même si c'est embarrassant. »

Interrogé, Frédéric ne s'informe pas. Il ne lit pas la presse quotidienne : « Pas le temps, mais je le regrette. » La radio, il la subit : « Mon père écoute R.T.L. très fort le matin, ça fait des réveils difficiles. Un quart d'heure de publicité, dix minutes de chanson, l'horoscope, contre dix minutes d'informations, il me paraît difficile de faire la part des choses. Comment en dégager ce qu'il y a d'important ? C'est du show-business. »

La télé, il la refuse, sauf quelques programmes : « Les enfants du rock », les émissions de reportage. « Là aussi, dit-il, les journaux du soir sont abrutissants. On lénifie, on passe du sport à la guerre, sans transition, sans échelle de valeurs. Le fait même de parler de la guerre tous les soirs à la même heure le débruitise. Les gens voient dix morts sur l'écran, ils ne se rendent plus compte, l'image apporte une dimension fictive, c'est comme du cinéma. » Il parle d'une pochette de disque (War de U2) : c'est le portrait d'un petit garçon dont on ne sait pas très bien si son regard transmet la haine ou l'inquiétude. « L'image peut être très forte, ajoute-t-il, ce regard étrange au-dessous des trois lettres rouges : War (guerre), les dix morts de la télé, remontrant en toi et ça devient bien plus fort, plus vrai. »

La guerre est une obsession chez Frédéric, il y revient constamment. Elle est le sujet de la plupart des textes qu'il écrit. L'un d'eux a pour titre *Une troisième guerre mondiale dans ma salle de bains* : « J'ai imaginé un type qui écoute les infos dans son bain. On lui donne les résultats du match de Paris-Saint-Germain et on lui annonce la troisième guerre mondiale.

Que fait-il ? Est-ce qu'il continue à se brosser le dos en sifflant ? »

Dans la plupart des cas, ses prises de conscience ont été formulées par les groupes de rock. Ce qu'ils vivent, ce qu'ils disent, l'image qu'ils projettent, sont en relation avec ce qu'ils sont : « Il n'y a pas de mensonge. » C'est fort parce que les messages sont brefs et que les journaux passent vite. Pourtant, il n'a jamais eu d'idées, jamais de bêtise. Il ne s'identifie pas. « J'ai aimé bien le look des Clash, avoue-t-il ; les treillis, les rugueurs. Mais ça ne me convient pas. Je ne me sens pas de jouer le jeu. » Le cheveu coupé court, Frédéric est habillé simplement, sportivement. Pour lui, s'il y a rébellion, elle ne passe pas par l'uniforme. Il cite le cas de son ancien batteur, dont l'attitude punk (coupe de cheveux, vêtements) faisait peur à sa mère et qui a cessé de jouer à l'approche du bac pour étudier.

Un jour, au café, il me dira : « C'est drôle, on a parlé de culture et on n'a jamais évoqué la religion (Frédéric est athée). C'est assez symptomatique de notre époque, de notre vie. Cette année, à la rentrée, un professeur nous a demandé de nous présenter en nous définissant. Chacun s'est levé et s'est dit, en général c'était : « J'écoute du rock, j'aime le théâtre », des choses comme ça. Nous avons un libys dans notre cours. Il s'est levé, il a dit : « Ali Ali, je suis musulman. » Tout à coup, on a senti là quelque chose de différent et de très fort en même temps. Un choc de cultures. C'était étrange, et ça paraissait essentiel. »

Si Frédéric devait se définir ? « Je dirai que je suis en marge sans être marginal. Ni trop dans la société ni trop en dehors. De dans mais à l'écart. Je ne me sens pas pour autant un jeune-vieux. »

ALAIN WAIR.

ASSIDUITÉ

FRÉDÉRIC va au concert une fois par mois, moins pour découvrir que pour reconnaître. Les disques, il en achète environ quatre par mois, mais avec ses amis, ils les écoutent, les énumèrent, et, finalement, sort à la pointe de l'actualité.

Reste le cinéma qui le passionne. Il essaie d'y aller toutes les semaines. Ce n'est pas seulement un divertissement, il lui sert à réfléchir qu'avant, qu'il est plus sophistiqué. Parmi ses préférés : *Apocalypse Now* (une approche intelligente de la guerre), *Elephant Man* (un romanisme très dur), *Midnight Express* (une réalité crue), *Blade Runner* (un monde de fiction pas si fictif).

Il dit ne pas lire, ou presque pas. Il achète des revues spécialisées (rock et sport), des magazines, de façon irrégulière (*Géo* et *Actuel*), des albums de B.D. (de moins en moins). Il ne rate jamais le courrier des lecteurs dans *Télé 7 Jours*.

L'essentiel de ses lectures, ce sont les textes des chansons qu'il écoute. « Il y a des choses très fortes qui sont dites, explique-t-il. La plupart des gens ne font pas attention aux paroles, ce qui est aussi ridicule que de ne regarder que les images d'un film. Et puis il y a un rythme de poésie. Un mot qui tombe en même temps qu'une note, ça le renforce. » Il s'est aperçu que les textes faisaient souvent référence aux livres qu'il ont marqué (*l'Étranger* de Camus, le *Portrait de Dorian Gray* d'Oscar Wilde). Il y a une sensibilité commune.

A.W.

LE THEATRE DU TOURTOUR
30 REPRESENTATIONS
LES COMPAGNIES DE COMPAGNIE
présentant à 20 h 15 - dimanche 16 h
LE PRINCE ÉTERNEL
d'après MACHIAVEL
Adaptation libre de Geneviève RAÏAC
par Jean-Paul TURIE
Jean BOMBARDI
Chorégraphie : RINA SINGER
Éclairage : ALAIN PETITJEAN
Mise en scène : Geneviève RAÏAC
687.62.46

COMPAGNIE MORIN-TIMMERMAN
la mère
Confidente
DE MARIVAUX
LA RESSERRE - Théâtre de la Cité internationale
du 10 janvier au 18 février
Réservations 569.23.95

THEATRE DE LA COMMUNE AUBERVILLIERS
Charles DENNER
LE MARIONNETTISTE DE LODZ
de Gilles SEGAL
833.16.16 Une création de la Comédie de St Etienne

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur papier Ilford Cibachrome ou sur film
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e 347.21.32

Geneviève et Guy, retraités

IL existait un sixième âge, comme un sixième sens, ou un septième, comme le septième art, peut-être Geneviève et Guy accepteraient-ils de s'y reconnaître. Mais le troisième âge... « Jamais », ils auraient le sentiment d'acquiescer à la « vulgarité » ambiante. Il suffit d'entendre Guy expliquer qu'il porte volontiers du blanc en été « parce que ça va bien avec les vêtements », pour savoir qu'il ne sacrifie pas à la peur actuelle des mots, celle qui a transformé les aveugles en non-voyants, les sourds en malentendants, et fait disparaître les vieux dans un troisième âge moiré.

A soixante-dix-sept ans, Guy en paraît quinze de moins. Il porte cette « jeunesse » conservée sans ostentation, avec un extrême sens de la distance et du bon goût. Geneviève, elle, annonce tranquillement ses soixante et un ans, qu'elle ponctue, sans amertume, d'un « Moi, en revanche, je fais largement mon âge ».

Inutile de faire le détour par leur petite maison, non loin de La Charité-sur-Loire, si l'on cherche un archétype de vieux couple paisible, « retiré » dans un village-pantoufles, télé et commérages avec les voisins. Ils ne sont représentatifs ni de la retraite endormie ni du frénétique refus de l'âge, retraite-jogging, lifting et aérobie. Ils sont absolument atypiques. Juste une rencontre récréative, une invitation à ne pas vieillir idiot.

Geneviève et Guy, c'est une part d'héritage de Geneviève, qui eut une enfance de petite fille riche, dans un quartier bourgeois de Paris, entre un père architecte de renom et une mère licenciée en philosophie. « Mon père était, lui, un homme vraiment cultivé, raconte-t-elle. A table, il nous parlait toujours de littérature, de Proust, de poésie, des Évangiles aussi. Jamais de

questions matérielles, jamais d'argent. » Quant à elle : « J'aurais voulu faire l'École des chartes, mais il y a eu la guerre. » Guy, dont le père était lui aussi architecte, grandit beaucoup plus modestement, entre Compiègne, où il vécut une partie de la guerre de 14 - « On était près du front, ça m'excitait - et à Paris, à partir de 1918. Avant son mariage tardif (1951), il fut comédien pendant dix ans, puis animateur dans un collège pour enfants difficiles : « Je leur faisais faire du dessin, du théâtre. Certains sont devenus des comédiens célèbres. »

La baronne de l'immeuble

Pas plus que la majorité des Français ils n'échappent au cercle vicieux du temps et de l'argent. Quand leurs revenus étaient plus importants, ils n'avaient pas de loisirs - ils ont tenu un hôtel dans les Hautes-Alpes pendant vingt-cinq ans, « et plus par envie de montagne que par recherche du profit ». Depuis que les loisirs leur sont venus, ils ont des moyens financiers réduits. Ils n'ont concilié ni regret ni amertume, leur relation à la vie étant, à l'évidence, plus esthétique que financière.

La culture, dont ils font un mot talisman, sème pour un idéal inaccessible, est en réalité leur référence constante, tant dans le discours que dans le comportement. Tout chez eux la « parle », à commencer par la maison. Choix pour son emplacement au centre du village, et en Nivernais « parce que la région n'est pas trop chère et pas trop éloignée de Paris où sont les trois enfants », elle est d'apparence banale, mais rien dans sa décoration n'a été laissé au hasard : ni la tapisserie XVII^e qui distingue la porte entre

le salon-bibliothèque et le reste du rez-de-chaussée, ni le placard d'angle de la salle à manger, « construit ici par Guy, avec une porte achetée dans une vente », ni les vitrines qui laissent voir quelques pièces d'argenterie choisies avec soin, « car les objets, le cadre, c'est très important. Il est regrettable que les Français aient généralement si peu de goût pour leur intérieur ».

Mais le rapport à l'art n'est pas, pour eux, purement décoratif. Dans le couloir qui conduit à l'escalier du premier étage, on se trouve soudain nez à nez avec... un Picasso : les *Arlequins* musiciens du Musée d'Art moderne de New-York. Guy reconnaît être le « coupable ».

La peinture n'est pas pour lui un violon d'Ingres de vieux monsieur. Entre elle et lui, c'est une longue histoire. « Quand nous sommes arrivés à Paris - j'avais douze ans - une baronne très cultivée, qui habitait dans notre immeuble, s'est entichée de moi. Elle m'emmenait dans les galeries. J'y ai vu mon premier Utrillo. Un après-midi, j'ai ren-

contré Zadkine. A l'école, j'étais toujours le premier en dessin. Alors je me suis dit : « Puisque je ne peux pas me payer de tableaux, il faut que j'en fasse. » Un intérieur sans tableaux, je trouve cela abominable. »

Voyant qu'il ne serait ni Picasso ni Matisse ou Modigliani, dont il parle avec passion, il a choisi l'humour, les copies, les pastiches. De ses diverses



périodes - traversées avec un talent plus personnel qu'il ne le dit, - il se remue que des traces, car il perd, donne, détruit, repoint, préfère l'action à la conservation.

Il a parfois délaissé la peinture. Pour le bâtir, « au début des années 70, avant que ce ne soit la grande mode », pour des montages « de photos ou de pubs de revues, reportées sur des cartons par frottement de trichloréthylène », pour la composition d'un magnifique jardin de montagne, ou pour l'art des bouquets. Son atelier est encombré d'autant de cassettes de musique

مقداد الراعي

هفتا من الاميل

ET DES SPECTACLES

••• LE MONDE — Jeudi 5 janvier 1984 — Page 11

ET LA VIE

eux, recouvre : Anne, secrétaire ; Frédéric, étudiant ; Guy et Geneviève, retraités : ils ne sont représentatifs que d'eux-mêmes, tiennent-ils à préciser. Ensemble, de signes définissant un univers à part (par exemple, celui du rock) ou modèle dominant, royaume du savoir dont il faut chercher les clefs, expériences de la beauté,

jouissance de toute forme d'art : autant de définitions où le temps et l'argent sont des composantes variables, autant d'apprentissages où se lit, en filigrane, une société et les outils qu'elle met à notre disposition. Mais, pour tous, la culture, c'est affaire de bonheur et de liberté. — Cl. D.

(1) : Editions Dalloz, 1982, 92 F.

« **M**AIS puisqu'on se peut être universel et savoir tout, ce qu'on peut savoir sur tout, il faut savoir un peu de tout. Car il est bien plus beau de savoir quelque chose de tout que de savoir tout d'une chose... »

« C'est de Pascal, mais cela correspond bien à ce que je recherche aujourd'hui. Je ne sais rien, je voudrais connaître tout. Alors je me disperse et je pioche un peu partout... »

Picorer ? Le mot est faible. Dévorer, oui ! Et avec quelle impatience, quelle boulimie ! Comme pour brûler les étapes ou rattraper, dit-elle, un retard important. Comme si à vingt-sept ans on pouvait avoir perdu du temps ! Mais gardons-nous des généralisations. Anne les déteste. Et de même qu'elle refuse d'être assimilée à une génération, elle se défend d'être confondue à un stéréotype. « C'est trop facile. Que fait-on alors de l'énergie et du caractère de chaque individu ? »

Cela existe, en effet. Et nul ne suspecterait Anne, secrétaire à la rédaction d'un hebdomadaire parisien, d'en manquer, elle qui a décidé, une fois pour toutes, d'apprendre et qui, entre deux tranches de pain, se livre à la lecture d'un dictionnaire au premier mot ignoré, découpe et colle articles et réflexions remarquées sur l'un de ses petits carnets secrets.

Ses amis l'appellent Anne. Ses parents disent Ana. En posant sur le premier « a » et en chantant le « n ». Il y a toujours une Ana dans les familles d'Andalousie. Pourtant, cela fait belle jeunesse, celle-ci a quitté le pays. La croissance promettrice de la France des années 50 avait de quoi séduire de jeunes Espagnols sans ressources et, dans leur sillage, les parents d'Anne ont franchi les Pyrénées. Et dans la maison de garde qu'ils habitaient pendant

cinq ans, à l'orée d'une immense propriété de Normandie, Anne-Ana passa donc, telle une petite Espagnole, les toutes premières années de sa vie. Et puis, il y eut Paris, le deux-pièces de la rue Saint-Denis, la ville, l'école, la langue française, les déceptions du père et la colère solitaire de la fille.

Il y eut les bonnes notes en classe, même des prix d'excellence, une fascination croissante pour la France, la crainte d'être rejetée, la découverte du boudhisme, et la réussite au bac, qui lui valut encore aujourd'hui, dans sa famille, une réputation d'« intello » ; enfin l'apprentissage de l'indépendance, les boulots temporaires en attendant l'âge d'admission à l'école d'éducateurs spécialisés, des voyages comme accompagnatrice de groupes touristiques et le retour à l'école pour préparer un B.T.S. de secrétaires.

Du retard, elle ? Allons donc ! Elle court, elle court, Anne. Pour savoir plus, apprendre plus, s'étonner plus... en attendant mieux.

« Avant d'être capable de faire des choix, d'afficher des goûts ou de se limiter à un domaine quelconque, encore faudrait-il savoir ce qui existe... »

La connaissance. La culture. Ces mots la fascinent, et elle les associe sans toutefois les confondre. Pour avoir la seconde, dit-elle, il faut maîtriser la première.

« La culture, ce doit être comme un système sans qui permet de faire le tri des connaissances et de reconnaître avec sûreté ce qui est beau ou original, une sorte de guide qui donne le droit de faire des choix... »

Eh bien, ce qui explique la prudence, la modestie avec lesquelles Anne exprime certains avis ? Un livre l'a-t-il ensuyé ? Un film l'a-t-il irrité ? Elle réplique à émettre un jugement définitif. Après tout, a-t-elle été suffisamment

attentive à ce qu'il fallait remarquer ? A-t-elle bien compris la démarche de l'auteur ? Il lui manque, pense-t-elle, tant de bases.

« Que de temps et de chances gâchés à l'école ! J'en veux à certains profs qui n'ont fait aucun effort pour communiquer le goût de leur matière. L'histoire, par exemple, ou la philo. Pour beaucoup d'entre nous ce sont des rendez-vous manqués, quasi irrattrapables... »

Cela n'a rien à voir avec l'Amérique. Ce n'est pas son genre. Simplement une constatation, mêlée d'un regret. Car ce n'est pas tout de vouloir apprendre, encore faut-il savoir comment.

LUNDI

Le réveil indolore, et rien, décidément, ne pouvait davantage ravir Anne que ce *Welcome to the Hotel California* lancé par le groupe Eagles à travers le transistor ! Encore un de ces airs magiques dont on ne peut se séparer dans la journée et qui draine avec eux une brasse d'images, de parfums, de souvenirs. Eagles, pour Anne, c'est l'Amérique, la Californie, les six folles semaines qu'elle a passées là-bas il y a deux ans et qui lui ont paru parmi les plus grisantes de sa vie. Six semaines de rencontres, de découvertes et la confirmation d'affinités qu'elle présentait : le soul de la forme et le culte du corps, le retour du naturel, l'importance de la diététique et une confiance exorbitante dans les vertus de la volonté. En fait, de ce voyage-là, Anne n'est jamais complètement revenue. Et ce qui sonne américain, a pour elle les accents de la liberté.

Simon et Garfunkel. La musique est douce, et Anne en connaît les paroles. Le bon des radios libres, décidément, a transformé ses petits matins. C'est bien simple, elle ne quitte plus la F.M. ! Radio-Capitale l'avait un temps captivée ; la station disparue, elle

est très convenable, mais cette maison de la culture est lugubre, personne n'y va... »

Remontent les livres. Hormis ceux d'art, qu'il convoite mais qui « sont vraiment hors de prix », Guy se dit un peu « éloigné » de la lecture. « Pendant longtemps, j'ai lu un livre par nuit. Désormais, je lis de moins en moins. » Geneviève n'est pas gagnée par cette lassitude, mais il est difficile de la faire parler, tant elle s'obstine à penser qu'elle est la moins cultivée du couple et que son mari doit être le seul interlocuteur.

Il est vrai qu'il parle bien et qu'avec lui on n'est jamais au bout de ses surprises. Ainsi après avoir annoncé qu'il ne lisait plus guère, il précise : « Seulement un livre par mois ». Quand on sait qu'un quart de la population française seulement lit régulièrement et qu'un autre quart lit moins d'un livre par an...

Les livres sont devenus chers

Puis il évoque sa récente découverte de Daniel Boulanger et de Kawabata, enchaîne sur Malraux : « Je l'ai lu pour la première fois en 1932 et je l'ai trouvé décadent » — et sur Miller — « qui prétend être sincère, mais l'exhibitionnisme, ce n'est pas de la sincérité » — pour terminer sur Julien Green dont il a « tout lu ». Avec son humour habituel, il conclut : « Mais voilà vingt ans que j'ai décidé d'arrêter de lire. Maintenant les livres sont devenus vraiment chers. Quant aux bibliothèques, ça m'embête, je n'aime pas emprunter les livres. » Il est évidemment difficile, lorsqu'on aime les objets, de rendre des livres.

Si Guy et Geneviève relèvent souvent le coût des produits culturels, ce n'est pas pour se plaindre. Au contraire, l'absence d'aisance

financière leur paraît être propice à se cultiver. « Si j'avais beaucoup d'argent, dit Guy, je pense que je le dépenserais pour l'élégance — j'adore les vêtements — et les jouissances. On se cultive parce qu'on n'a pas d'argent pour jouir autrement. Ce sont les pauvres qui se cultivent, non ? »

Dans son cas, si la culture n'a été qu'un substitut, il a bien caché son jeu, lui qui n'a eu besoin de personne pour aiguïser sa curiosité, et pas besoin de ses enfants pour la garder. Mais, justement, son ultime secret, c'est le plaisir du jeu : « Je me joue la comédie du peintre, celle du retraité et quelques autres... » Sur scène, il n'a peut-être pas fait une grande carrière, mais dans la vie c'est un triomphe.

JOSYANE SAVIGNEAU

Anne, vingt-sept ans

La gymnastique du savoir

a vagabondé. Aujourd'hui, à nouveau, la revolta fidèle à R.F.M. « Ma musique préférée, dit-elle, les sixties-seventies, un ton cool, sympa, naturel et pas de pub toutes les cinq minutes... »

Anne aime se lever tôt, prendre son temps pour s'apprêter, avaler un petit déjeuner à l'anglo-saxonne et consacrer trois quarts d'heure ou une heure au boudhisme, qu'elle pratique depuis ses quinze ans. « Un rythme, explique-t-elle, une discipline et un moment privilégié de paix et d'équilibre. Bouddha signifie « éveillé » en sanskrit, et j'aime l'idée selon laquelle chacun dispose d'un formidable potentiel de dons qu'il a le devoir de développer. » Un thème essentiel dans le spectacle bouddhiste à la préparation duquel Anne et Marc, son ami photographe, ont consacré beaucoup de leur temps et dont ils visionneront ce soir les diapositives.

elle voudrait leur apprendre, aux « moutons », que la gymnastique comme le reste est affaire d'apprentissage et une question d'hygiène de vie. Elle aurait bien aimé être professeur.

Ce soir, Anne et Marc doivent aller au cinéma voir *Hair* dont ils avaient raté la sortie il y a quatre ans. Les sixties, l'Amérique, la musique, Anne sait déjà qu'elle va aimer. Comme elle a aimé *Fame*, qu'elle a vu deux fois, et l'ensemble des comédies musicales, et comme elle adore *E.T.* « parce que c'est optimiste et que ça donne la pêche ». Elle dit « un film avec... » et non pas « un film de... ». Elle a vu « tous les *Dustin Hoffman* », « tous les *Jack Nicholson* », adore *Jessica Lange*. « Je lis beaucoup d'interviews d'acteurs, et mes choix sont dictés par leur personnalité. C'est comme si je leur faisais confiance personnellement... »

JEUDI Un journal, ce matin, donne un avant-goût des Jeux olympiques de Los Angeles. Anne découpe l'article... C'est sûr, elle y sera. « Je me branche là-dessus dès que j'en ai définitivement terminé avec les devoirs du précédent voyage... »

Un coup d'œil sur *El País*, le quotidien espagnol. Un geste machinal, l'air de rien, et pourtant pas un article sur l'Andalousie qui lui échappe et qu'elle ne garde pour son père. Double culture ? Non, dit-elle. « J'ai rejeté si longtemps tout ce qui représentait l'Espagne ! » Le cinéma, la musique, la littérature, l'art espagnols ne lui parlent guère. A se demander alors pourquoi, parfois, ça la « chamboule » et, parfois, quelques cours pris en secret en Espagne, puis en France, ont fait d'elle une danseuse — méconnue — de flamenco...

VENDREDI

Son gros vieux poste de télévision noir et blanc ne l'attire pas souvent. Tout juste y pense-t-elle de temps à autre, pour le journal télévisé ou les magazines d'information. Ce soir, pourtant, le poste est allumé et polarise l'attention des invités d'Anne, tandis qu'elle s'affaire dans la cuisine. Elle n'a guère eu de temps pour se préparer. Son cours d'anglais à midi, son cours de danse un peu plus tard, quelques pages de dactylo après 17 heures, sur un mémoire d'étudiant — question d'en finir avec les dettes... — et puis la famille venue plus nombreuse que prévu envahit son appartement. Mais qu'importe ! L'essentiel aujourd'hui est de faire plaisir à ses parents qui partent pour un mois en Espagne. On parle donc de Drucker (sa tante assiste aux enregistrements de chaque émission), on se raconte les derniers sketches du « Petit Théâtre de Bouvard » et le cousin qui part au service militaire se taille un beau succès en imitant Guy Lux, Garçimore, Magdane... ou Gaston Defferre. Anne va et vient, aimable et serviable, peu bavarde. Lointaine.

SAMEDI 8 heures.

« O me, me, *Bustocks tight!* ». La musique est rapide, le rythme exagéré, mais Jane Fonda s'en moque, qui lance conseils et suggestions de mouvements avec l'autorité d'un sergent-major. Au milieu de la pièce, Anne suit avec la même facilité. Elle connaît par cœur la cassette, et a même suivi des cours dans une école californienne de l'actrice. « C'est bien fait, commente-t-elle avec un air professionnel, et j'aime bien le personnage de Fonda, son énergie, son recul du show-biz... Mais quelle déception en lisant que, parmi ses professeurs, elle payait moins bien les femmes que les hommes ! »

Marc et Anne passent la journée au château de Versailles, où Marc devait photographier quelques tableaux. Anne en revient enthousiasmée, une fois de plus, et se met à la recherche d'un livre acheté un jour au musée du Louvre. « Sinon comment se repérer entre les époques, les écoles ou les courants artistiques ? demande-t-elle. La beauté de Versailles est évidente, criante même. Mais que penser de l'art moderne ? Planée devant certains tableaux, je suis complètement déconcertée, incapable de décider si c'est beau ou pas. Alors, ça me met en colère. Je décide d'apprendre. J'achète un livre qui ne me quitte pas pendant quelques jours, et puis j'abandonne... »

Inconstante, Anne ? Sacrement décidée au contraire : « Je refuse d'être une proie facile pour ceux qui cherchent à imposer les normes et les modes. Etre cultivée, c'est être plus à même de résister. Moins paumée, moins vulnérable, sûrement plus libre ! »

ANNICK COJEAN.

et côté jardin

que de cartons à dessin. Pourtant, il branche plus volontiers la radio, « afin d'écouter les derniers enregistrements ». S'il partage avec Geneviève le goût de la musique de chambre, de Liszt et de Chopin, il s'enthousiasme pour le jazz. « J'en écoute depuis 1927. Mon père disait : Qu'est-ce que c'est que ça ? La danse des ours ? »



Bien qu'ils écoutent de la musique, peut-être à défaut de savoir la jouer, Geneviève et Guy sont, de manière générale, peu enclins à la consommation culturelle, à la passivité. Si Geneviève sait tout sur les chiens, c'est pour pouvoir en élever, comme elle le fait depuis trente ans, « mais de toute façon, ce genre de connaissance n'a rien à voir avec la culture ».

Ils regardent quand même un peu la télévision, « certains soirs, et à midi quand ça nous amuse ». Ils n'ont cependant pas d'intérêt particulier pour l'information et sont loin d'être des fanatiques de la politique. Ils ne lisent qu'un

journal, le quotidien régional *la Montagne*, sont calmement opposés à la gauche, libéraux, loin de toute droite « musclée », mais « regardant » le *Figaro-Magazine*, « parce que les reproductions sont excellentes, qu'on y voit des décors d'intérieur et de magnifiques paysages ».

Le cinéma qui vient d'ouvrir à La Charité-sur-Loire les rendra-t-il cinéphiles ? Rien n'est moins sûr. C'est « plaisant », certes, mais assez cher et, « à tout prendre », ils préfèrent « consacrer cet argent à aller à Paris voir des expositions ». Pour la peinture, qui est toujours une priorité, les dépenses leur paraissent moins superflues. Nevers, par exemple, leur semble « trop loin pour une séance de cinéma », mais Guy s'était inscrit à la maison de la culture pour suivre des cours de dessin. « Là, on allait au cinéma par la même occasion. La salle

est très convenable, mais cette maison de la culture est lugubre, personne n'y va... »

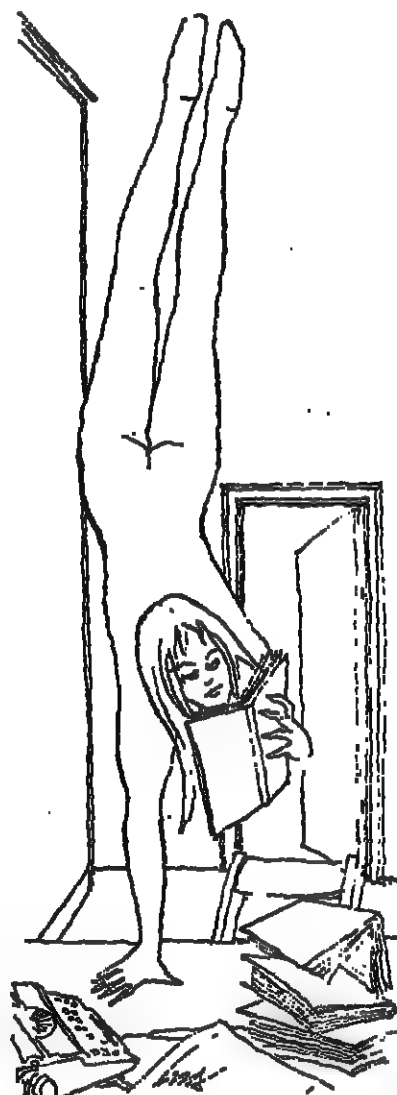
Remontent les livres. Hormis ceux d'art, qu'il convoite mais qui « sont vraiment hors de prix », Guy se dit un peu « éloigné » de la lecture. « Pendant longtemps, j'ai lu un livre par nuit. Désormais, je lis de moins en moins. » Geneviève n'est pas gagnée par cette lassitude, mais il est difficile de la faire parler, tant elle s'obstine à penser qu'elle est la moins cultivée du couple et que son mari doit être le seul interlocuteur.

Il est vrai qu'il parle bien et qu'avec lui on n'est jamais au bout de ses surprises. Ainsi après avoir annoncé qu'il ne lisait plus guère, il précise : « Seulement un livre par mois ». Quand on sait qu'un quart de la population française seulement lit régulièrement et qu'un autre quart lit moins d'un livre par an...

financière leur paraît être propice à se cultiver. « Si j'avais beaucoup d'argent, dit Guy, je pense que je le dépenserais pour l'élégance — j'adore les vêtements — et les jouissances. On se cultive parce qu'on n'a pas d'argent pour jouir autrement. Ce sont les pauvres qui se cultivent, non ? »

Dans son cas, si la culture n'a été qu'un substitut, il a bien caché son jeu, lui qui n'a eu besoin de personne pour aiguïser sa curiosité, et pas besoin de ses enfants pour la garder. Mais, justement, son ultime secret, c'est le plaisir du jeu : « Je me joue la comédie du peintre, celle du retraité et quelques autres... » Sur scène, il n'a peut-être pas fait une grande carrière, mais dans la vie c'est un triomphe.

JOSYANE SAVIGNEAU



MARDI

Quelle matinée de travail, Anne a bien cru ne pouvoir s'échapper du bureau à l'heure du déjeuner. L'idée de devoir renoncer aujourd'hui à son cours de gym lui était pourtant insupportable.

C'est son remède infallible lorsqu'elle se dit « speedée », son truc magique, auquel elle essaye de convertir ses amis et qui lui coûte plus de 3 000 francs d'abonnement annuel à un centre sportif.

L'aérobic, la barre au sol, les claquettes et la danse, toutes les danses... Elle a tout essayé et continue à récolter les informations sur les diverses disciplines, les cours, les mouvements, les tendances qui se profilent aux Etats-Unis. « Pour être bien dans sa tête il faut l'être d'abord dans son corps », dit-elle, elle qui « se défonce » lors de sa demi-heure de leçon bihebdomadaire. Mais qu'on ne vienne pas lui parler de mode ! Cela fait des années qu'elle fait de la gymnastique sérieusement, elle qui se flatte d'avoir fréquenté les cours de Véronique et Davina bien avant que la télévision ne les découvre ! « Il suffit que la télévision et les journaux lancent une idée, et hop, tout le monde embraye aveuglément. Les gens sont ignorants et désarmés devant l'aérobic, et beaucoup en profitent... » Comme

MERCREDI

Entre deux courses pour le dîner, visite-éclair à la librairie américaine Brentano's. Un coup d'œil à la devanture pour se tenir au courant des parutions (Anne découpe régulièrement la liste des best-sellers anglo-saxons dans le *New York Times*), quelques minutes au sous-sol, au rayon des romans (elle n'en lit qu'en anglais), et la voilà dehors à nouveau. « Pas de livre aujourd'hui, trop cher... »

Le repas, auquel elle a convié des amis, sera japonais. Le temps de placer un disque sur la platine (« Du classique, voyons... c'est ça, Vivaldi », et la voilà dans la cuisine. Elle utilise rarement la chaîne hi-fi de Marc. Elle n'y pense pas, tout simplement. Et quand cela arrive, c'est surtout du « classique », comme elle dit. Les symphonies de Beethoven, la *Petite Musique de nuit* de Mozart, les *Quatre Saisons* de Vivaldi...

« Je sais que c'est réputé facile et hyperconnu, mais cela ne fait pas si longtemps que je me suis laissée séduire. Ma mère éteignait la radio lorsqu'elle entendait ce type de musique. Un jour j'ai eu honte d'être complètement ignorante dans ce domaine et j'ai pensé qu'au fond ce goût-là aussi devait bien s'apprendre... » Alors elle s'est inscrite à un cours de découverte de la musique.

EXPOSITIONS

L'ART DES CYCLADES AU GRAND PALAIS

Des idoles inexplicables

Au Grand Palais, il reste une semaine aux retardataires pour profiter de la collection Goulandris. Le plus important et le plus bel ensemble des Cyclades achève ici son glorieux tour du monde avant de gagner le musée préparé pour sa présentation définitive à Athènes.

Classées sans mystère en rangées de documents, les sculptures cycladiques perdent beaucoup du merveilleux patin qui s'y attache. On détestera à première vue qu'elles se trouvent mélangées en ordre topographique à tant de statues, vases et coupelles. Ce n'est plus l'ambiance détendue et savoureuse de l'exposition du musée Benakis à Athènes avant le grand voyage.

Ici, un choix rigoureux a serré les dates pour distinguer l'unité et l'originalité d'une production maintenue pendant un gros millénaire. On trouve surtout l'invention d'une nouvelle sculpture bien différente de celle de la haute préhistoire aux Vénus et charmes. Une sculpture où le corps s'allège à l'extrême en une formule heureuse que reconnaît la sensibilité moderne la plus avancée. Formule harmonieuse et simple que l'art antique étouffera par la suite pour proposer à l'Occident un modèle de la nature humaine longtemps spécifique. Avant les « archaïques », avant les Vénus et les Apollon classiques, un prototype du nu a été trouvé dans les petites villes pauvres qui font cercle autour de Delos.

A Syros ou à Naxos, nous sommes à la racine des formes de la plastique occidentale. Il y aura désormais une manière de soulever les têtes en forme d'amande, de séparer plus ou moins profondément les jambes d'un croû ou d'un trait, de réunir les bras pliés à la hauteur de la taille, d'indiquer un pubis ou de galber les genoux. Et la leçon de l'exposition fait vite oublier une présentation décevante. En associant les figurines aux bras croisés aux séries tristes dites « mobilières », on a montré que la naissance d'une sculpture aussi élaborée, aussi réussie et aussi stable — point important que cette longue durée d'un type unifié, malgré les variations locales — est bien précise. — était un phénomène majeur : c'était l'apparition d'une nouvelle contamination du monde connu par la beauté.

L'apparition, d'un coup, de la sculpture claire, d'un besoin d'équilibre, de perfection plastique ainsi posée, débordait bien entendu la représentation humaine : elle gagnait même l'insensé qu'elle transformait aussi en sculpture comme elle a transfiguré en statues des objets — représentation humaine dont il importe finalement peu que soit défini l'usage pratique exact.

Avec les vases, dont la présence et le nombre s'expliquent, et qui sont souvent taillés dans le marbre, nous retrouvons tout le mystère du merveilleux antique. Le même soin préside, pour la statue comme pour la coupelle, au polissage des surfaces, au modelé d'un rebord de la pièce. On est porté à interroger la trace de couleur sèche, le goulet bouché à l'argile, le groupement des compartiments aveugles juxtaposés dans la brillante série des terres cuites. Le flacon en forme d'oursin, le col s'élevant du vase Candela, la spirale gravée profondément remplie d'une substance blanche non définie : tout pose problème.

Pourquoi tel vase (n°90), où le décor est si intimement conçu pour s'accorder à un volume particulier — et c'est l'une des constantes du style — ne tient-il pas debout ? Et pourquoi une ligne de colombes stylisées, qu'aurait aimées Matisse, occupe-t-elle le fond d'un grand plat de marbre ? Faut-il s'en tenir à la constatation de la perfection devant tel pied en « trompette » soutenant très exactement la pente d'un cratère ? Les plats en forme de poêle à frire ornés de gravures soignées ne sont pas plus faciles à interpréter que les idoles en « violon ». Le miracle, du reste, ne s'explique pas et le miracle grec est né.

Les progrès les plus manifestes accomplis par l'érudition ne portent pas, il faut bien l'avouer, sur l'interprétation des figurines féminines que l'on n'ose évidemment plus nommer « idoles cycladiques ». En effet, la découverte des représentations masculines (guerrier n°161 par exemple) a eu raison de la théorie des déesses mères. La théorie des nymphes en extase ou celle des héros est également périmée. A ce jour, aucune explication n'est indiscutable. Chacune rencontre toujours dans le monde si riche et varié de la collection Goulandris, tout particulièrement une objection valable : tantôt c'est la présence d'un flûtiste, tantôt celle d'une figurine assise portant allègrement un toast.

Ces nus minces aux têtes plates ne sont pas seulement présents dans les tombes pour la compagnie éternelle des morts, comme on l'avait suggéré, et il importe finalement assez peu d'éclaircir prématurément leur usage passé. Pour l'instant, on ignore s'il faut les appréhender dressées sur leurs pieds ou couchées. L'essentiel n'est-il pas qu'elles « tiennent » plastiquement sous tous les angles possibles ? Saluons, pour finir, le « maître de Goulandris » (n° 62, 63, 64), cet artiste infatigable auquel nous devons d'avoir aussi fluides, d'aussi purs chefs-d'œuvre.

PAULE-MARIE GRAND.
* Grand Palais. Jusqu'au 9 janvier.

V.O. : MARIIGNAN — PATHE HAUTEFEUILLE
PATHE PARNASSE — FORUM LES HALLES
V.F. : ST-LAZARE PASQUIER — MAXEVILLE — NATION
PARLY 2 — C.2.L. St-Germain — Argenteuil — ARTEL Port Nogent

Stanley KUBRICK a donné au genre des films d'horreur, un de ses chefs-d'œuvre... Stupéfiant !

Une effrayante réussite du film d'épouvante.



SHINING
UN FILM DE STANLEY KUBRICK JACK NICHOLSON SHELLEY DUVALL

Distributeur : WARNER COLUMBIA FILM

SÉLECTION

CINÉMA

Le Japon
à la Cinémathèque

Inauguration d'une somptueuse rétrospective — cinq cents films ! — échelonnée sur dix-huit mois. L'occasion, jamais offerte à ce jour, de se forger une image à peu près nette d'une inépuisable cinématographie.

ET AUSSI : *Le Bal*, d'Enrico Scola (les valse, tangos et jevas de l'histoire). *Tchao Pantin*, de Claude Berri (Coluche, gauchisme d'atmosphère). *La Vie est belle*, de Frank Capra (on ne fait plus de tels contes de fées). *A nos amours*, de Maurice Pialat (ainsi sont-ils). *Vivre la sociale*, de Gérard Mordillat (à nos amours).

THÉÂTRE

Jean-Paul Farré
au Carré
Silvia-Monfort

Jean-Paul Farré ne casse plus les pianos, il les dompte : les grands, les petits, les minuscules, les gentils, les pas commodes. Dernier soliste, Jean-Paul Farré installe un monde de rêves sombres, un monde étranger où le rire déchire brutalement l'inquiétude.

ET AUSSI : *Cyrano de Bergerac*, à Mogador (il ne faillit pas). *Sally Mara*, au Lucernaire (elle ne désarme pas). *Savannah Bay*, au Rond-Point (Madeleine Renaud éternelle).

MUSIQUE

De Monteverdi
à Zappa

Beaucoup d'invitations originales ces jours prochains pour les mélomanes. Au Havre, un des opéras les plus beaux et les plus rarement joués de Monteverdi, le *Retour d'Ulysse dans sa patrie*, par l'Atelier lyrique de Tourcoing, dirigé par Jean-Claude Malgoire (Maison de la culture, les 8 et 10). Sensation à l'Ensemble intercontemporain, où Boulez dirige trois créations mondiales de Frank Zappa, avec des œuvres de Ives, Ruggles et Carter (Théâtre de la Ville, le 9). A Villejuif, le Théâtre lyrique nouveau monte *Quatre Saints en trois actes*, œuvre célèbre de Virgil Thomson, d'après Gertrude Stein, donnée une seule fois à Paris par l'Œuvre du vingtième siècle il y a quelques trente ans (Théâtre Romain-Rolland, du 10 au 27 janvier). A Saint-Thomas d'Aquin, Arsène Bedois organise un Festival d'hiver de musique religieuse au répertoire très large (jusqu'au 26 février, les dimanches et mardis : ren. : 1, place Saint-Thomas-d'Aquin : tél. 387-88-33). Le NOF jouera des œuvres de Ives, Krause, Messiaen et Stravinsky (Radio-France, le 7, à 17 heures) et la Société française de musique contemporaine, des partitions de Holstein, Aubin, Sauguet et Martinu (Caveau, le 11). Enfin, il ne faut pas manquer le Festival du film des musiques du monde, à l'Alliance française et au Musée de l'homme (du 11 au 17).

ET AUSSI : *L'Eclat des muses*, de Christine Bayle, mairie du troisième arrondissement (spectacle baroque, les 11 et 12 janvier). *Carmine Burana* et *Othello*, dir. U. Segal (Champs-Élysées, le 5), cours d'interprétation de V. Perlemuter (centre Bösendorfer, les 6, 9, 11, 13). *Requiem* de Verdi, par l'Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim (Pleyel, le 7 à 16 heures, et le 8 à 20 h 30). *Y. Egorov* (Champs-Élysées, le 7). *Fischer-Dieskau* et *Barenboim* (Pleyel, le 9). *l'English Concert*, dir. T. Pinnock (Champs-Élysées, le 9) et K. Te Kanawa, H. Haggard, V. Seivakov, etc.

dir. U. Segal (Champs-Élysées, le 5), cours d'interprétation de V. Perlemuter (centre Bösendorfer, les 6, 9, 11, 13). *Requiem* de Verdi, par l'Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim (Pleyel, le 7 à 16 heures, et le 8 à 20 h 30). *Y. Egorov* (Champs-Élysées, le 7). *Fischer-Dieskau* et *Barenboim* (Pleyel, le 9). *l'English Concert*, dir. T. Pinnock (Champs-Élysées, le 9) et K. Te Kanawa, H. Haggard, V. Seivakov, etc.

DANSE

Le groupe Ariadone
au Théâtre de Paris

Le retour des sorcières japonaises emmenées par Carlotta Ikeda. Elles interprètent un des spectacles les plus fascinants du chorégraphe Ko Murōbuschi. *Zarathoustra*, qui tente d'exprimer à travers le danse Buto le dialogue nietzschéen entre Apollon et Dionysos. En alternance avec un solo réglé pour Carlotta Ikeda, Uze.

Mois de la danse
au Théâtre de la Ville

Maguy Marin ouvre la série avec *May B*, une chorégraphie très théâtralisée à partir des personnages de Beckett (20 h 30). Deux séances (seulement), à 18 h 30, sont réservées à un garçon attachant, passé chez Carolyn Carlson, Hervé Diwan, qui danse *Nai ou le cristal qui songe*, un solo original, très intérieur (6-7 janvier).

ET AUSSI : *L'Eclat des muses*, de Christine Bayle, mairie du troisième arrondissement (spectacle baroque, les 11 et 12 janvier). *Carmine Burana* et *Othello*, dir. U. Segal (Champs-Élysées, le 5), cours d'interprétation de V. Perlemuter (centre Bösendorfer, les 6, 9, 11, 13). *Requiem* de Verdi, par l'Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim (Pleyel, le 7 à 16 heures, et le 8 à 20 h 30). *Y. Egorov* (Champs-Élysées, le 7). *Fischer-Dieskau* et *Barenboim* (Pleyel, le 9). *l'English Concert*, dir. T. Pinnock (Champs-Élysées, le 9) et K. Te Kanawa, H. Haggard, V. Seivakov, etc.

à Mulhouse (hommage au chorégraphe américain John Butler par les Ballets du Rhin, le 11 janvier).

EXPOSITIONS

Raphaël
au Grand Palais
et au Louvre

« Raphaël et l'art français » et « Raphaël dans les collections françaises », au Grand Palais : « Autour de Raphaël : dessins et peintures du Louvre », au Pavillon de Flore. Pour le cinquantième centenaire de l'artiste avec, en France, beaucoup plus de science et d'érudition que de tableaux.

Les nouveaux
tableaux
du Louvre

La collection du Louvre montre ses nouvelles parures, acquises ces dernières années : Sarraceni, Subleyras, Greuze, Jordane, Saint-Aubin, et bien d'autres. C'est l'occasion de voir l'*Astronomie*, le second Vermeer du Louvre et qui provient de la collection Rothschild.

Electra
au Musée
d'art moderne

Il faut voir l'exposition Electra lorsque tous ses tableaux ou sculptures motorisés ou électrisés marchent, tournent ou jettent leurs feux. Le Musée d'art moderne de la Ville de Paris est alors rempli de roulements et de lumières colorées qui entourent nous plonger au cœur du monde moderne.

A PARTIR DU VENDREDI 6 JANVIER

ALBATROS
DE RICHARD DEMARCY

JANVIER
à la
MAISON DE LA CULTURE
de la
SEINE-SAINT-DENIS

AULNAY
13/14
20 h 30
CRÉATION
RÈVES DE NOTTE
de Nicolas Wiza
spectacle musical pour 600 jouets et 20 instrumentistes-chauteurs
co-prod. france-culture/radio-france
maison de la culture de la seine-saint-denis
"les musiques de la boulangerie"

24
20 h 30
GABRIEL BACQUIER / BARYTON
solo/jacques mercier
récital et concert

BOBIGNY
12/13/14
20 h 30
20
20 h 30
25
20 h 30
CRÉATION MONDIALE
MAHAGONNY
livret/lyric
mise en scène J.P. Clouzot
co-prod. salamandre/alpha-inac/skarebats

GÉRARD BLANCHARD
en collaboration avec la municipalité de bobigny

GRUPE VOCAL DE FRANCE*
atelier autour de Jacques Lenot
"un enchaînement si prolongé de la grâce"
version concert
direction : Eric Leclerc

*entrée libre, dans la limite des places disponibles, sur invitation à retirer à la maison de la culture à partir du 6 janvier.

à partir du 17
EXPOSITION FERRAND LÉBER
"un primat des temps modernes"
coupe par p. zvanigorsky autour de la toile "les constructeurs à l'elobe"
co-prod. maison de la culture de la seine-saint-denis/municipalité de bobigny
ouverte jusqu'au 28 février
entrée libre.

RENSEIGNEMENTS
LOCATION 831.11.45 / 868.00.22

IRCAM
19-23 OCTOBRE 1984
CONFÉRENCE INTERNATIONALE
D'INFORMATIQUE MUSICALE
(ICMC)

CONFÉRENCES - DÉBATS - DÉMONSTRATIONS - CONCERTS

- soumission des œuvres pour instruments et bande et/ou pour bande seule avant le 1^{er} février 1984.
- soumission des conférences avant le 1^{er} mai 1984.

renseignements : IRCAM/ICMC 31, rue St-Mem, 75004 Paris
tél. 277.12.33, poste 4817

En marge de lois qu'ils jugent insuffisantes,
des magistrats créent une "chambre" secrète.

LA NUIT DES JUGES
THE STAR CHAMBER

MICHAEL DOUGLAS LA NUIT DES JUGES
HAL HOLBROOK YAPHET KOTTO

V.O. : CHAMPIGNY Multiscreen Paris • ASMERS Trixy • GAUMONT OUEST
MAISONS-ALFORT Club • ST-GENEVIÈVE-DES-BOIS Les Perrey • PARLY 2 • ARGENTUIL Alpha
POISSY Rex • CREY Pastiche • ORSAY Uls 2-9 DÉFENSE-4 TEMPS

THEATRE
DE LA VILLE

Ballet théâtre
de l'arche
Maguy Marin
compagnie
régine
chopinot
hervé diwan
groupe
du bois
dubois

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

LE PRINCE ETHEREL - Tourtour (887-82-47), 20 h 30 (4); dim., 15 heures.
LE SUICIDAIRE - Espace Marais (884-09-31), 20 heures (5).
SOURIRE OBLIGE - Cité-Galerie (389-38-69), 20 h 30 (5).
L'OUISSEAU VERT - T.E.P. (797-96-06), 20 h 30 (5). Dim. 15 heures.
QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF (en anglais), Galerie 55 (326-63-51), 20 h 30 (5).
ALBATROS - Carroussel, Tanguette (328-36-36), 20 h 45 (6). Dim. 15 h 30.
IMAGES DE KAFKA - Palais (250-15-65), 20 h 30 (6).
L'ARCHE DE NOE - Lys-Montparnasse (327-88-61), 20 h 30 (6); dim. 17 heures.
ANGELO TYRAN DE PADOUE - Road-Point (256-70-80), 20 h 30, les 6 et 10.
MEMOIRES D'YVES - Théâtre 18 (226-47-47), 20 h 30; dim. 16 heures.
LE ROI VICTOR - Boulogne-T.R.B. (603-44-44), 20 h 30; dim. 15 h 30.
LA CUISINE - Evry, Agnès (077-93-30), 20 h 30 (8 et 9).
LA PENDULE - Épière (272-23-41), 20 h 30 (7).
PREMIER AVERTISSEMENT - American Center (321-42-30), 21 heures, les 9 et 10.
MINNA VON BARNHEIM (en italien), Odéon - Théâtre de l'Europe (325-73-32), 20 heures (10).
LE PASSEPORT - Adèle, Bérard (274-67-27), le 10 à 18 h 30.
LA MERE CONYDENTE - Cité-Ressources (389-38-69), 20 h 30 (10).
CHANT DANS LA NUIT - Émission (278-46-42), 20 h 30 (10).
ACTRICES - Espace Marais (384-09-31), 22 h 30, les 9 et 10.
LA MONTAGNE EN L'ÉTÉ - Les Comédiens (823-16-16), 20 h 30 (10).
UNE LUNE POUR LES DESHÉRITES - Cécile, Maison des arts (899-94-80), 20 h 30 (10).
LA CRUCHE CASSE - Gensville-Hiers, Théâtre (793-26-30), 20 h 30 (10).
BATAILLES - Théâtre Fontaine (874-74-00), le 10 à 21 h 45.

HOBS PARIS
MARSEILLE - Marais, de Pagnol, par les Ballets de Provence au Théâtre de Luchon (91-91-52-52), jusqu'au 7 janvier.
LILLE - Entre deux portes, par le Théâtre de la Découverte, salle Roger-Salengro (20-34-32-30), du 4 janvier au 4 février.
OYONNAX - Le Bad Lerat, par les Tréport d'Oyonnax, au Centre culturel Aragon (74-73-58-13), du 5 au 8 janvier.
STRASBOURG - Le Tuffe, par Jacques Lantier, avec Gérard, opéra-dim et François Périot, au T.N.S. (88-33-63-60), du 5 au 28 janvier.
REIMS - Les Bouanes, de Genet, par Jean-Claude Drouot, avec le Centre dramatique de Reims au Théâtre de la Comédie (26-85-60-00), du 6 janvier au 11 février.
CLERMONT-FERRAND - Les Français, par le Théâtre de la Comédie, au Théâtre de la Comédie, du 9 au 13 janvier. Salle Le Bon, 28, bd Cote-Blaire, du 17 janvier au 11 février.
LE PETIT-QUEVILLY - Les Neous Meaux, par le Locomotive Théâtre, au Théâtre Maxime-Gorki, 24, rue Joseph-Lucas, Le Petit-Quevilly, du 10 au 14 janvier.
VALENCE - Les Éclipses, de Miroslav, par Daniel Roussel, avec les Spectacles de la Vallée du Rhône (75-43-78-82), du 10 au 13, à Valence, puis tournée jusqu'au 6 mars.
RENNES - Le Retour, de Pinter, par Stéphen Scaud, à la Parthénocine (90-79-47-43), du 10 janvier au 12 février.

Les salles subventionnées et municipales

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

OPÉRA (742-57-50) : relâche.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20) : la Critique de l'école des femmes; l'École des femmes; les 4, 8, à 20 h 30; l'Intermède; les 5, 7, à 20 h 30; l'Éclat.
CHAILLOT (727-81-15) : relâche.
PETIT ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32) (jun.). Les 4, 5, 6, 7, 8, 10, à 18 h 30; la Prise de l'école de Molière.
TEP (797-96-06) (mar., jun.). Cléopâtre; le 7, à 14 h 30; le 8, à 20 h 30; King Kong; la Belle et le Bête.
PETIT TEP (797-96-06) : Les 5, 6, 7, à 20 h 30; le 8, à 15 h; Clair d'Usine.
BEAUBOURG (277-12-33) (mar.). De la peste; les 5, 6, 7, 8, 9, 10, à 20 h 30; une terreur légale dans un pays (conversation-enquête organisée par Amnesty International); Concerts Autocinéma; Dir. P. Boulez (Ch. Ives; C. Ruggles; F. Zappa; E. Carter); Cléopâtre-Victor; les 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, à 18 h 30; la Peste; le 4, à 18 h 30; la Vie de famille; le 9, à 18 h 30; l'Amour; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à 18 h 30; le 15, à 18 h 30; le 16, à 18 h 30; le 17, à 18 h 30; le 18, à 18 h 30; le 19, à 18 h 30; le 20, à 18 h 30; le 21, à 18 h 30; le 22, à 18 h 30; le 23, à 18 h 30; le 24, à 18 h 30; le 25, à 18 h 30; le 26, à 18 h 30; le 27, à 18 h 30; le 28, à 18 h 30; le 29, à 18 h 30; le 30, à 18 h 30; le 31, à 18 h 30; le 1, à 18 h 30; le 2, à 18 h 30; le 3, à 18 h 30; le 4, à 18 h 30; le 5, à 18 h 30; le 6, à 18 h 30; le 7, à 18 h 30; le 8, à 18 h 30; le 9, à 18 h 30; le 10, à 18 h 30; le 11, à 18 h 30; le 12, à 18 h 30; le 13, à 18 h 30; le 14, à

*** LE MONDE — Jeudi 5 janvier 1984 — Page 15

ensemble : mer. 22 h, Jeu. 20 h, sam.
18 h, dim. 20 h : la Gueule ouverte ; jeu.
18 h, ven. 22 h, sam. 14 h, dim. 18 h, lun.
20 h : l'Enfance nue ; ven. 20 h, sam.
22 h, dim. 16 h, lun. 18 h : Passe ton bac

ROMONTON DU CINÉMA (v.o.) : Studio 28. 18^h (606-36-07), mer. : la Pêche au tréport; jeu. : Surespions; ven. : le Marginal; sam. : Boat People; dim., mar. : Un fauteuil pour deux.

S. SAURA (v.o.) : Denfert, 14^h (321-41-01), l.j. 16 h : Ana et les loups; mer., ven., mar. 20 h : Vivre vite (**); sam., dim. 20 h : Les hommes de la montagne.

WOODY ALLEN (v.o.) : Studio de
Eiffage 124 (327-47-06), mer. jeu. ven.

Les séances spéciales

E. CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A.,
v.o.) : Studio Bertrand, 7^e (783-64-66),
21 h 30, sf mar.

E. DERNIER TANGO A PARIS (*)
(It., v.o.) : St-Ambroise, 11^e (700-
89-16), mer., lun. 21 h 45, sam. 22 h 40.

E. DOULOS (Fr.) : Olympia-
Luxembourg, 6^e (823-97-77), 12 h et

24 h.
CLÉMENTINE TANGO (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1^{re} (508-94-14), 20 h 15.
DOCTEUR POLAKOUR (A. v.o.) : St-Ambroise, 1^{re} (700-89-16), ven., mar. 20 h, sam. 19 h 15.
URYO (Jap. v.o.) : Saint-Lambert, 1^{re} (532-91-66), jeu., sam. 21 h, dim., lun. 19 h, ven., lun. 17 h; Calypso, 1^{re}

OHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) :
Châlet-Victoria, 1^{re} (508-94-14),
18 h 10; Grand-Pavois, 15^e (554-46-85),
vers. 21 h 30.

IDENTIFICATION D'UNE FEMME
(It.; v.o.) : Grand-Pavois, 15^e (554-
46-85), lun. 19 h 15.

VITELLONI (It., v.o.) : Movies, 1^{re}

MORT A VENISE (It. v.a.) : Tompieri, 3° (272-94-56). L.S. 20 h. 45. dim. : sem.

MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : Grand-Pavols, 1^{er} (534-46-85), mar. 19 h 15.

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : Clés-Sensbourg, 3^e (271-52-56), ven., lun. 12 h.

NEW-YORK 1997 (A., v.o.) : Olympe-Luxembourg, 6^e (633-97-77), 12 h. 24 h.

NICK'S MOVIE (All. v.a.) : Ciné-Beaubourg, 3^e (271-52-36), ven., lun., mar., 12 h.

PLAY TIME (Fr.) : Templiers, 3^e (272-94-56), sam. 17 h 15.

A PRISE DU POUVOIR PAR LOUIS XIV (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3^e (271-52-36), ven., lun., mar. 11 h 40.

PROVA D'ORCHESTRA (It. v.a.) : Cér-

lypso, 17* (380-30-11), jau., ven., lun.
mar. 15 h 45.
LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) :
Ciné-Beaubourg, 3* (271-52-36), ven.,
lun., mar. 11 h 50.
SALO () (It., v.o.) :** Ciné-Beaubourg, 3*
(321-52-36), ven. 0 h 35.

ASSADE - CLUNY PALACE
 S HALLS
 (ÉCRAN GÉANT) - GAUMONT BERLITZ
 MISTRAL (ÉCRAN GÉANT)
 FAUVETTE
 T RICHELIEU
 Boulogne - PATHÉ Champigny
 Argenteuil

de magie...
heureux pour l'honneur.



IOIX GNEURS

WILSON, JAMES W. A BARRISTER, ATTORNEY, AND NOTARY PUBLIC
1000 BROADWAY, NEW YORK, N.Y. 10003

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Francis et Laure **CLAUDE**, née **BOUVAREL**, ont la joie d'annoncer la naissance de
Stéphane,
le 29 décembre 1983,
3, route des Anciens-Monlins,
74150 Rumilly.

— M^{me} Jean-Pierre **POIROT-DELPECH** est heureuse d'annoncer la naissance de ses deux petits-fils.

Clément,
le 18 septembre 1983,
fils de Bernard et Sophie Lavault,
et
Aurélien,
le 10 décembre 1983,
fils de François-Xavier et Caroline Gillier.

Décès

— M. Pierre Courvoisier,
M. et M^{me} Alain Herrenscheidt
et leurs enfants,
M^{me} Maryse Courvoisier,
M. et M^{me} Daniel Courvoisier
et leurs enfants,
M. et M^{me} Robert Courvoisier
et leur fille,
Et les familles Moutou, Courvoisier
et de Coulon,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} **JEAN COURVOISIER**,
née Denise Moutou,
survenue le 3 janvier 1984, à l'âge de
soixante-quatre ans.

Le service religieux sera célébré le
jeudi 5 janvier 1984, à 15 h 45, au temple
du Saint-Esprit, 5, rue Roquespine,
Paris-9.

Cet avis tient lieu de faire-part.
44, rue Cardinet,
75017 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. René **FERRE**,
officier de l'Ordre national du Mérite,
président de la commission
des relations publiques
du Comité international des services
d'entraide familiale
administrateur national de l'A.D.M.R.,
ancien directeur général de l'A.D.M.R.,
président
de la Fondation Suzanne-Simonnet
pour la recherche contre le cancer,
survenu, à Nantes, le 23 décembre
1983,
8, boulevard François-Blanchet,
Nantes.

— Grenoble. Paris. Votou
et Charvonnat,
M. René Frappat,
M. et M^{me} Jean Frappat,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Jacques Frappat
et ses enfants,
M. et M^{me} Pierre Frappat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Marie Martin
et leurs enfants,
La doctoresse et M^{me} Paul Frappat
et leurs enfants,
M. et M^{me} Bruno Frappat
et leurs enfants,
sont époux, ses enfants, petits-enfants, et
arrière-petits-enfants,
Les familles Charlon, Jarrin, Chazot,
Père, Gaudet,
Parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} **René FRAPPAT**,
née Alice Chazot,
survenue à Grenoble, le 3 janvier 1984,
dans sa soixante-dix-neuvième année,
muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu en l'église
Saint-Louis de Grenoble, le jeudi 5 jan-
vier 1984, à 14 h 15.

2, rue Béranget,
38000 Grenoble.

— M^{me} Pierre Galzi
et ses enfants,
M^{me} Louis Galzi,
M. et M^{me} Jean Galzi
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. **Pierre GALZI**,
ingénieur divisionnaire
de la Métallurgie,
survenu le 30 décembre 1983,
229, avenue Europe,
13300 Salon-de-Provence,
34, rue Daresse,
75014 Paris.

— M^{me} Timothée Gervis,
M. et M^{me} Philippe Gervis
et leurs enfants,
M. et M^{me} Daniel Gervis
et leurs enfants,
M. et M^{me} François Gervis
et leurs enfants,
M^{me} Maxime Ledevin,
M. et M^{me} Jacques Blanchard
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. **Timothée GERVIS**,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1940,
médaille de la Résistance,

le 24 décembre 1983.

La messe a été célébrée dans l'inti-
mité familiale par l'abbé Thierry de
L'Épine.

L'inhumation a eu lieu dans le caveau
de famille au cimetière du Père-
Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.
14, rue de Grenelle, 75007 Paris.
78120 Poigny-la-Forêt.

— M^{me} Marie Sabine,
M. et M^{me} Charles Prélot,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Henri Prélot,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Bernard Prélot
et leurs enfants,
M. et M^{me} Claude Soule
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} **Bernadette PRÉLOT**,
survenue le 3 janvier 1984, à l'âge de
quarante-quatre ans.

Les obsèques auront lieu en l'église
paroissiale de Dambelin (Doubs), le
samedi 7 janvier 1984, à 14 heures.

19, route des Gardes,
92190 Meudon.
Le Châlet, Dambelin.
25130 Pont-de-Roide.

— M. et M^{me} Daniel Réville,
La professeur et M^{me} Philippe Réville
et leurs enfants,
M. et M^{me} Michel Tarnaud
et leurs enfants,
M. et M^{me} Henry Réville
et leur fille,
M. et M^{me} François Ming
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-François de Andria
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} **Pierre-François RÉVILLE**,
leur fils, frère, beau-frère et oncle,
rappelé à Dieu le 1^{er} janvier 1984, à
l'âge de trente-sept ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi
5 janvier 1984, à 10 h 30, en l'église
réformée de l'Oratoire du Louvre,
147, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« J'étais moi-même vers les mon-
tagnes d'où me viendra le secours.
Mon secours vient de l'Eternel qui a
fait les cieux et la terre. »
(Psaume 121.)

215, rue de l'Université, Paris-7^e.

— Jacques et Gretta Schor,
Armand-Denis Schor
et Maria Gouzelet,
Sophie Salhi et Fred Beckman,
Jonathan, Paul, Marc, Elise et
Judith Schor,
sont enfants, alliés, petits-enfants,
ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} **Sara, Paulette SCHOR**,
née Szmajda,
à l'âge de soixante-douze ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière
d'Elon dit Leuvenne (Pas-de-Calais) le
vendredi 6 janvier 1984, à 10 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

62, avenue Kennedy,
59000 Lille.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du « Carnet
du Monde », sont priés de joindre à
leur envoi de texte une des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} André Schmitz,
M. et M^{me} Christophe Schmitz,
M. et M^{me} Michel Guillet,
M. et M^{me} Louis Schweitzer,
sont enfants,
Alexandre et André Schmitz,
Edouard et Céline Guillet,
Zoe et Marie Schweitzer,
sont petits-enfants.

M. et M^{me} Henri Schmitz,
M. et M^{me} Francis Suzor,
M. et M^{me} Paul Montourcy,
M. et M^{me} André Montourcy,
ont la douleur de faire part du décès de

M. **André SCHMITZ**,
architecte en chef
des bâtiments civils et palais nationaux,
conservateur honoraire
du domaine national de Saint-Cloud,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenu le 3 janvier 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 6 janvier 1984, à 9 h 30, en
l'église de Saint-Cloud, place Charles-
de-Gaulle (bâtiment de la ville).

Cet avis tient lieu de faire-part.
50, avenue de La Motte-Picquet,
75015 Paris.

— Vaux-le-Pénit. Vincennes. Vity-
le-François. Toulouse.
M. et M^{me} Marcel Weil,
M^{me} Fernand Lambert,
M^{me} Edmond Marx,
M. et M^{me} Marcel Charles,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} **Frédérique WEIL**,
survenue à Sauteny (Val-de-Marne), le
31 décembre 1983, dans sa qua-
rante-dix-huitième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu le
3 janvier 1984 au cimetière israélite de
Vity-le-François.

Cet avis tient lieu de faire-part.
12, allée des Hérons,
Vaux-le-Pénit, 77000 Melun.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire du
rappel à Dieu de

M. **André BORD**,
une pieuse pensée est demandée à ceux
qui l'ont connu et aimé en union avec la
messe qui sera célébrée le samedi 7 jan-
vier 1984, en l'église du Sacré-Cœur de
Malakoff, à 10 heures.

— Ceux qui ont connu et aimé

M^{me} **Lucie CHANROUX**,
née Marie Béchade,
auront une prière ou une pensée en ce
vingt et unième anniversaire.

Messes anniversaires

— En souvenir et à la mémoire de

M^{me} **Georges HIRTZ**,
née Marie-Anne LOMBART,
rappelée à Dieu le 18 janvier 1976.

et de

M^{me} **Roger LOMBART**,
rappelée à Dieu le 13 janvier 1974.

Une messe sera célébrée mercredi
18 janvier 1984, à 12 heures, en l'église
Saint-Jean-de-Malte, à Aix-en-
Provence.

Soutenances de chaises

DOCTORAT D'ÉTAT
— Université de Paris-VIII, vendredi
6 janvier, à 14 h 30, département de phi-
losophie, M. Ratzel et Nakari : « Le
principe hayekien dans la pensée philoso-
phique et politique arabe contemporaine
d'après le modèle arabe. Application de
la loi hayek à l'étude sociale ».

— Université de Bordeaux-III, ven-
dredi 6 janvier, à 16 heures, salle Jean-
Bordes, M. Sita Guinlo : « La végéta-
tion de la Haute-Volta ».

— Université de Paris-IV (Sor-
bonne), samedi 7 janvier, à 14 heures,
Grand amphithéâtre, M^{me} Claude Con-
day, née Mignard : « Recherches sur
les thèmes de l'eau dans l'œuvre du massif
Armorica ».

— Université de Paris-IV (Sor-
bonne), samedi 7 janvier, à 14 heures,
amphithéâtre Quatre, M^{me} Hélène Cap-
sède : « La comédie légèbre en Angle-
terre entre les deux guerres mondiales :
étude dramaturgique, historique, socio-
logique d'un genre ».

— Institut d'études politiques, lundi
9 janvier, à 8 h 30, salle 302,
M^{me} Michèle Ruffat-Cornu : « Le
contre-pouvoir consommateur. L'expé-
rience américaine ».

— Institut d'études politiques, mar-
credi 11 janvier, à 14 h 30, salle André-
Siegfried, M. Michel Dobry : « Élé-
ments pour une théorie des conjonctures
politiques fluides ».

— Institut d'études politiques, jeudi
12 janvier, à 14 h 30, salle André-
Siegfried, M. Robert Ponceyri : « Gaul-
lisme féodal et V^e République. An-
alyse d'une mutation politique ».

— Université de Paris-IV (Sor-
bonne), lundi 23 janvier, à 9 heures,
salle des Actes, M. Jean-Michel Cha-
poutie : « Le corps professoral de l'ensei-
gnement secondaire en France vers
1975. Recrutement, carrières et pres-
tations professionnelles ».

— Université d'Amiens, jeudi 12 jan-
vier, à 15 heures, faculté de droit, salle
des Actes, M. François Rangone :
« L'idéologie de l'intérêt général ».

COMMUNICATION

Le câble s'emmêle à Vaux-le-Pénit

La municipalité de Vaux-le-Pénit, qui s'était
lancée dans un audacieux plan de câblage du dépar-
tement de Seine-et-Marne (le Monde du 1^{er} octobre
1983), connaît une crise politique grave. Après le
refus des P.T.T. de prendre en compte l'étude de la

société québécoise Vidéotron, la société d'économie
mixte Transcibles n'a pu voir le jour, et la municipa-
lité se voit dans l'impossibilité de payer à Vidéotron
la première facture d'un contrat de 6 millions de
francs. C'est le premier faux pas du câble.

L'enthousiasme d'un maire

M. Ludovic Augier, maire indépen-
dant de Vaux-le-Pénit (Seine-et-
Marne) est d'abord un entrepreneur.
Ce quinquagénaire massif et châte-
laux, né en 1933 pour la troisième
fois, multiplie depuis toujours les ini-
tiatives dans une commune de sept
mille habitants dirigée au pas de
charge : une zone industrielle, il y a
dix ans, qui accueille les principaux
équipements scolaires ou encore un
centre de géothermie. Il tranche, et
généralment l'intendance suit. Du
moins jusqu'à l'automne où l'ambi-
tieux projet de câblage qu'il avait
lancé (le Monde du 1^{er} octobre 1983)
est en train d'échouer avec en toile
de fond un scandale local politique et
financier.

Le câblage était encore, il y a un
an, une idée inconcevable à Vaux-le-
Pénit : l'ouverture de M. Augier aux
technologies nouvelles s'était
limitée jusqu'à l'achat d'un
magnétoscope, et son goût pour les
communications s'était limité chaque
mois à l'adhésion d'un Bulletin munici-
pal assez médiocre. Soudain, en mai
dernier le maire apprend l'existence
des réseaux câblés et s'enthousiasme.
Une occasion est de saisir au
Canada dont une société, Vidéotron
(qui gère un réseau de six mille vingt
abonnés), voudrait s'implanter sur le
marché français : M. Augier inter-
rompt ses vacances en Tunisie,
découvre, ravi, au Québec, trente-six
chaînes fonctionnant de jour comme
de nuit, et, s'enthousiasme : le câblage
en Seine-et-Marne, ce sera lui.

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

aurait été majoritaire. De l'étude à la
réalisation il y a une nuance dont cet
homme d'action ne s'embarrasse
pas : il signe immédiatement deux
conventions au nom de cette société
en formation : l'une avec l'entreprise
canadienne Vidéotron pour les
études de faisabilité et l'autre avec la
société française Information et com-
munication (SIC) pour les relations
publiques.

Des ingénieurs canadiens sont
dès lors dépêchés, et le bon sens
câblé est prôné par huit employés
de la SIC dans quatre mille com-
munes, jusqu'à la frontière belge.
Objectifs affichés : trois cent mille
foyers potentiels et trente canaux.
« Tout semblait alors possible »,
affirme aujourd'hui le maire. La Com-
pagnie générale des eaux et la Caisse
des dépôts et consignations ne
s'étaient-elles pas déclarées « inté-
ressées » par le projet ? Le journal la
République et le conseil général ne
prenaient-ils pas déjà des contacts ?
Ce furent des jours glorieux pour
M. Augier, et sa table était généra-
lement ouverte dans les meilleurs
restaurants de la région. A quoi bon,
dans ces conditions, prendre contact
avec la Direction générale des télé-
communications (D.G.T.), dont les
schémas pourtant étaient fort éloi-
gnés de l'esquisse nord-américaine
tracée à Vaux-le-Pénit ? La D.G.T.
détourne le dialogue et affirme
en septembre un maire péremptoi-
re.

Le journal local la République
enfin, dénonce « l'embrouille » der-
rière le petit écran : le chèque est
rompu, le projet est cassé, en la mai-
se rend à Cannes en sollicitant enfin
en décembre une entrevue auprès
de la puissance française générale
des télécommunications pour sauver
ce qui peut l'être.

Toutes ces difficultés n'ont appa-
remment pas entamé l'optimisme de
M. Augier. Il étudie d'un revers de la
main les questions embarrassantes,
soudain amnésie sur l'origine des
conventions aujourd'hui contestées.
Soul l'indéniable et le travail extror-
dinaire réalisé à Vaux-le-Pénit, qui ne
saurait échouer, il veut aujourd'hui
encore rêver à cette convergence
intercommunautaire et aux emplois
créés pour l'avenir. « Nous
avons été, affirme le maire, des pré-
cursés ». La resta toute n'est
« que de la politique ». Et la poli-
tique, affirme encore M. Augier, se
m'embrasse.

Lâchages

Le ton désormais a changé. La
D.G.T. a signifié qu'elle entendait
garder la maîtrise du câble et que les
réseaux devaient obéir aux règles
définies par le gouvernement : fibres
optiques et architecture en étoile.

Une partie de bras de fer

C'est donc le premier faux pas du
câble. Un faux pas d'importance,
non tant par les sommes engagées
que par la mise en cause d'un élu
local. Quand on sait que le plan de
câblage de la France repose sur
l'engagement volontaire des munici-
palités, on mesure mieux les consé-
quences indirectes que peut avoir
l'affaire de Vaux-le-Pénit.

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Mais faut-il faire porter toute la
responsabilité du ratage » à
M. Ludovic Augier. Certes,
M. Augier a vu un grand en-
treprenant à la télévision par câble
locale à tout le département de
Seine-et-Marne, puis à l'ensemble
de la région parisienne. Certes, il est
allé un peu vite en besogne en
signant d'importantes conventions,
en démarchant des actionnaires
privés pour sa société d'économie
mixte avant même de s'être assuré
d'un consensus minimum des com-
munes avoisinantes.

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six oppo-
sants et quinze Augier. Mandat, le
27 mai, lui est donné, à l'unanimité
moins une abstention, d'étudier la
création d'une société d'économie
mixte, Transcibles, où la commune

Le conseil municipal a huit P.T.T.,
comme il le dit lui-même, six

هنا من الامم

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 4 janvier

Jeudi 5 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Le livre fondamental
LA FORCE DU VERTIGE
André Glucksmann
ce soir à
"Édition Spéciale"

- 20 h 35 Édition spéciale : La pacifisme.
Comment vivre avec la menace d'une guerre nucléaire ?
Avec André Glucksmann, philosophe, écrivain,
M^{re} Simone Veil, député au Parlement européen, Pierre
Jagou, membre du bureau politique du P.C.F.
- 21 h 55 Musique au village.
Réal. F. Reichembach.
Un récit donné par Dimitri Markovitch en l'église
d'Orville. Des œuvres de Bach, Kodaly, Prokofiev.
- 22 h 40 Histoires naturelles.
Le saumon de mimit.
- 23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Série : Aéroport.
Issue de secours, réal. Joyce Bulmer.
Rapt d'un enfant dans un aéroport.
- 21 h 55 Cinéma-chronique.
De M. Boujut, A. Andren et C. Ventura.
Une reconstruction du dernier jour de la vie de l'écrivain
Scott Fitzgerald : un portrait de Catherine Deneuve ; le
cinéma chinois.
- 23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Variétés : Jacques Higelin.
Un film réalisé à partir du spectacle donné au Casino de
Paris. Une heure de plaisir en compagnie de ce person-
nage chaleureux, acrobate, provocateur et tendre.
- 21 h 30 Journal.
- 21 h 50 Feuilleton : Edil.
D'après L. Feuchtwanger, réal. E. Günther, avec
K. Löwitsch, L. Martini, V. Glorius.
1933 : un journaliste d'origine juive et un musicien
allemand quittent leurs pays pour monter un jour-
nal à Paris. Commence le combat contre le
nazisme. Un feuilleton en sept épisodes inédits.
- 23 h 10 Prélude à la nuit.
Concertino, de C. Chaminade, interprété par J. Gálvay
(flûte).

SUR FR3 A 20 H 30

ECOUTE-MOI MEG
ET RESTE
EN PLACE
JUSTE LE TEMPS
D'UN FACE
A FACE

FR3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Dessins animés.
17 h 40 Feuilleton : Huckleberry Finn et Tom
Sawyer.
18 h 5 Carrefour de l'Outre-mer.
18 h 30 Vie régionale.
18 h 55 Dessins animés : les Misérables.
19 h Informations.
19 h 15 Info régionale.
19 h 35 Feuilleton : Un homme... une ville.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 1. La mémoire chassée de Régine Melan, par
M. Lagras et J. Erwan.
22 h 30. Nuits magnétiques : Gabriel Bonmoure.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30. Concert : *L'été de l'été*, de Bloch, *String in
earth*, de Szymanowski, *Coral*, *interludio et aria*, pour flûte,
clavier et cordes, de Knapp, *Prélude et fugue*, de
Lutoslawski, *Diversimento*, de Szymanowski, par l'orchestre
de chambre de Pologne, dir. : J. Makaymuk, sol. :
A. Marion, flûte, E. Chojacka, clavier.
- 22 h 15. Fréquence de nuit : Feuilleton Haendel-
Hindemith : à 23 h 10, Ouverture sur le Grand Nord :
Hamlet le Danois.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 Vision plus : 12 h, Le rendez-vous d'Annik ;
12 h 30, Azimut court.
- 13 h Journal.
- 13 h 45 Objectif santé.
- 15 h 30 Quarté à Vincennes.
- 18 h Série : Le nouveau d'Amérique.
- 18 h 15 Le village dans les nuages : 18 h 40, Varié-
toscopes ; 18 h 55, 7 heures moins cinq ; 19 h, Mélo.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : Deux Filles sur un banc.
De A. Le Page et C. Waton, réal. A. Ferrari. Avec
E. Wiener, S. Haudepin.
Georgette et Marie, invitées à un mariage, rencontrent
deux hommes libres, aimables, gais et se laissent pren-
dre au mirage de l'amour.
- 22 h 10 Téléthèque : Arnaud Desjardins ou
l'Orient en 18 mm.
Le portrait d'un orientaliste à travers les extraits les
plus significatifs de ses œuvres télévisées.
- 23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE.
12 h Journal (et 12 h 45).
12 h 5 Jeu : L'académie des neuf.
13 h 35 Les amours romantiques.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
14 h 55 Téléfilm : Faute professionnelle.
Deux professeurs anglais luttent contre la répression
totalitaire en Tchécoslovaquie.
- 16 h 20 Un temps pour tout. Les régimes.
- 17 h 45 Récit A2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
20 h Journal.
- 20 h 35 Série : Marco Polo.
Quatrième épisode des aventures du grand voyageur.
21 h 40 Résistances.
Magazine des droits de l'homme, de B. Langlois. *Brésil :
mourir de faim* : Pologne : parole de clandestin ; *Débat
à l'occasion du 35^e anniversaire de la déclaration des
Droits de l'homme*.
- 22 h 55 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h 50 Dessin animé : L'inspecteur Gadges.
- 20 h 5 Les jeux.
- 20 h 40 Cinéma sans visa : le Jeu de la pomme.
Film tchèque de V. Chytilova (1976), avec D. Blahova,
J. Mazal, E. Steimmarova (v.o. sous-titrée).
Une jeune sage-femme venue de la campagne travaille
dans une maternité de Prague où les médecins s'insouci-
ent un peu trop aux infirmités. Elle entreprend de
donner une leçon à l'un d'eux, Don Juan Impénitent.
- 22 h 10 Télécinémas.
Avec A. Liehm, écrivain tchèque émigré en France ;

- L. Pernoud, écrivain : E. Bouix, comédienne, et S. Tou-
biano, rédacteur en chef des Cahiers du cinéma.
22 h 40 Journal.
23 h Prélude à la nuit.
Sonate pour flûte, alto et harpe de C. Debussy.

FR3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Dessins animés : Du plomb dans la neige.
17 h 10 Mais, qu'est-ce qui fait courir la mer-
quise ?
17 h 23 Monsieur l'ordinateur.
17 h 35 Magazine du rock : Rocking chair.
18 h 5 Comptes sur table.
18 h 30 Paul Iribie le magnifique.
18 h 45 François le fidèle (François Nourissier).
18 h 55 Dessins animés : les Misérables.
19 h Informations.
19 h 15 Info régionale.
19 h 35 Elle sauve les naufragés : Argos.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2. Matinales.
8 h. Les chemins de la connaissance : Martin Buber.
9 h 7. Matinée de la littérature, par R. Vigny.
10 h 45. Les jeunes entrepreneurs, par E. Contini.
11 h 2. Musique : Le Nord (et à 13 h 30 et 17 h 32).
12 h 5. Agora.
12 h 45. Panorama.
14 h. Sons.
14 h 5. Un livre, des voix : *Rabiri est riche*, de J. Updike.
14 h 47. Les après-midi de France-Culture.
18 h 30. Feuilleton : le grand décret.
19 h 25. Jazz à l'ancienne.
19 h 30. Les progrès de la biologie et de la médecine : la
biotechnologie et l'instrumentation médicale moderne.
20 h. Nouveau répertoire dramatique : Des chiens en
l'esca, de P. Bouchet. Avec D. Mansel, J.-P. Clisffe,
R. Varte, L. Enli.
22 h 30. Nuits magnétiques : La Mozambique.

FRANCE-MUSIQUE

- 0 h. Fréquence de nuit.
6 h 2. Musiques de nuit.
7 h 10. Concert : *Symphonie rhénane*, de Schumann.
7 h 45. Le journal de musique.
9 h 2. L'oreille en collation.
9 h 20. D'une oreille l'autre : Boccherini, Respighi, de
Falla.
12 h. Le royaume de la musique.
12 h 35. Jazz : Tout Duke.
13 h. Concours international de guitare : Weiss, Ponce,
Browner.
13 h 30. Poissons d'or.
14 h 4. Musique légère.
14 h 30. L'après-midi des musiciens, deux sur partitions :
Prokofiev, Saint-Saëns, Bach, Bottesini.
17 h 5. Répères contemporains.
18 h. L'imprévu.
19 h 5. Concert : Jazz, les duos F. Couturier - J.-P. Celen
et E. Guimond - Z. Assumpcao.
20 h. Jazz : Le bloo-nota.
20 h 30. Concert (en direct du Théâtre des Champe-
lyées à Paris) : *Lieder*, de R. Strauss ; *Symphonie n° 4*,
de Mahler, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir.
M. Jasnowski, sol. A. Auger, soprano.
22 h 30. Fréquence de nuit : Feuilleton Haendel-
Hindemith ; 23 h 10, Ouverture sur le Grand Nord.

Soldes

Palais des Congrès
du jeudi 5 au
samedi 14 janvier

Le tour de Paris en 80 boutiques. Porte Maillot, parking 1500 places.

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Le maquillage au musée

Une exposition insolite, « Océanie, le masque au long cours », au musée de la Marine, offre des séances d'expression pour adultes et enfants autour du thème de la fête : on débouche naturellement sur des maquillages.

Utilisant les couleurs franches en plaques de noir, blanc, ocre, rouge ou jaune, avec quelques touches de bleu ou de vert, Bruno de Parafieu arrive à ériger ou à splendor les proportions de la figure dans un maquillage unisexe permettant d'affirmer ou d'adoucir son expression habituelle ou carrément de se composer un autre personnage.

Annick Echaspasse, ravissante brune au teint clair et aux cheveux longs, est venue au maquillage par la pratique de l'expression corporelle qu'elle enseigne depuis dix ans. Sa leçon s'adresse aux adolescents qui affirment au musée le mercredi après-midi. A l'aide de fards à eau, le maquillage prend forme, selon les traditions théâtrales du kabuki japonais, du ketchikali indien, voire celles des ballerines occidentales dont les yeux marquent la moitié du visage très pâle.

Pour Annick, le maquillage fait partie des accessoires, comprenant le cou et le haut des épaules. Elle le complète d'un foulard ou d'une boucle d'oreille. Elle prend aussi au tabouli les touches roses fuchsia qu'elle propose au plissement des paupières et à la pointe de l'oreille. Sa « Cléopâtre » est plus stylisée en ocre et bruns, à adapter selon les modèles du visage qu'elle rapproche aux écoles d'esthéticiennes de négliger en faveur de « tapotages » passa-partout. Suivant la vague rétro, elle travaille les plaques géométriques de fard en vogue dans les films des années 50 et 60.

Ses godets magiques se trouvent chez Lechner, 11 bis, rue du Colisée, Make Up Studio, 45, rue Saint-Honoré et « pour les bourses plates », Ely, 10, rue de Douai. Ses indispensables démaquillants et toniques s'achètent chez Delorme, 17, passage de l'Industrie (10^e), où se regroupent les fournisseurs des coiffeurs et des parfumeurs.

NATHALIE MONT-SERVAN.

« Océanie, le masque au long cours », jusqu'au 27 février au musée de la Marine, place du Trocadéro, présenté en coproduction avec le Musée de l'Homme et le Musée national des arts africains et océaniques.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 4 janvier 1984 :

DES LOIS

- Relative à l'assiette de certaines cotisations de sécurité sociale.
 - Relative à la levée des séquestres placés sur des biens allemands en France.
 - Instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique.
 - Portant diverses mesures relatives à l'organisation du service public hospitalier.
 - Relative au renouvellement des baux commerciaux et à l'évolution de certains loyers immobiliers.
 - Ratifiant et modifiant l'ordonnance du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, et l'ordonnance du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif.
- DES DÉCRETS**
- Portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat à compter du 1^{er} janvier 1984.
 - Relatif aux concours de l'intérieur en pharmacie.
 - Relatif à l'organisation administrative et financière des établissements d'enseignement secondaire de la région de Corse.
 - Fixant les attributions de la direction de la fonction militaire et des affaires juridiques.
 - Transformant le service de l'intendance militaire de l'armée de terre en commissariat de l'armée de terre.
 - Relatif à la notation des militaires.
- DES ARRÊTÉS**
- Portant revalorisation du salaire de référence pris en considération pour le calcul de l'allocation spéciale de démission du Fonds national de l'emploi et pour le calcul de l'allocation spéciale de préretraite progressive du Fonds national de l'emploi.
- DES LISTES**
- Par ordre de mérite, des candidats définitivement admis aux concours d'accès aux instituts régionaux d'administration (session 1983).
 - D'admission au premier et au second concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature.

ISABEL CANOAS

Soldes 4 et 5 janvier

16, AVENUE MONTAIGNE - 75008 PARIS

Circuit rapide pour anglais courant.

COURS TRIMESTRIELS le 2 janvier 1984 INSCRIPTION IMMEDIATE

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE

20 passage Dauphine 75006 Paris - Tél. 325.41.37

Aux Trois Quartiers on fête le BLANC 84

jusqu'au 21 janvier

DRAP 180cm x 290cm 100% coton blanc. 80 F 60 F

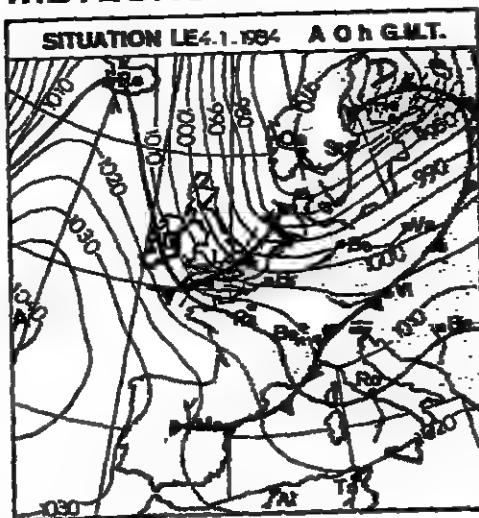
SERVETTE éponge 55cm x 100cm 100% coton. 85 F 33,75 F

PEIGNOIR éponge 100% coton. 180 F 135 F

Aux Trois Quartiers

17 Bd de la Madeleine, Paris - Tél. 260.39.30 - Retrouvez le plaisir d'acheter

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 4 janvier à 0 h et le jeudi 5 janvier à minuit.

Après une courte accalmie sur l'ouest du pays, en liaison avec une petite hausse de pression, les perturbations vont retrouver jeudi le chemin de la France.

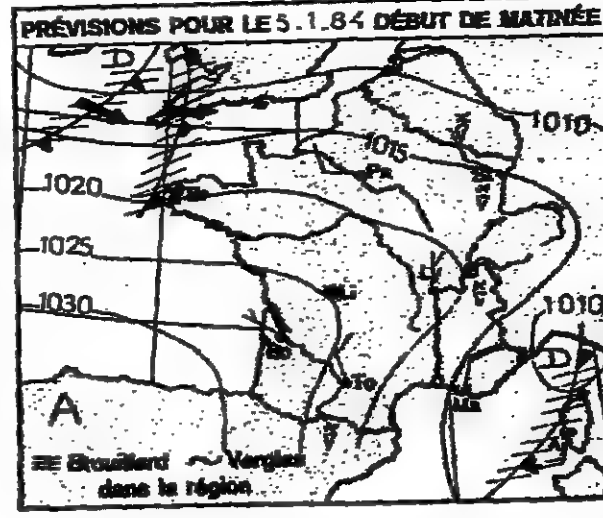
Aujourd'hui, temps localement brumeux et froid en début de matinée. Brouilles de brume et de brouillards fréquents, sur la vallée de la Loire essentiellement. Les températures au lever du jour seront partout en dessous de 0 degré, en général voisines de +2 degrés, descendant à -4 degrés dans l'Est et -6 ou -7 degrés dans le Massif Central.

Matinée assez variable avec belles éclaircies sur la majeure partie du pays. Mais, d'ici, sur la Bretagne et la Normandie, les pluies gagnent l'intérieur des terres : par place, quelques flocons de neige juste avant l'arrivée de la pluie. Sur les Vosges, les Jura, les Alpes et les Pyrénées, ciel plus nuageux, avec quelques chutes de neige.

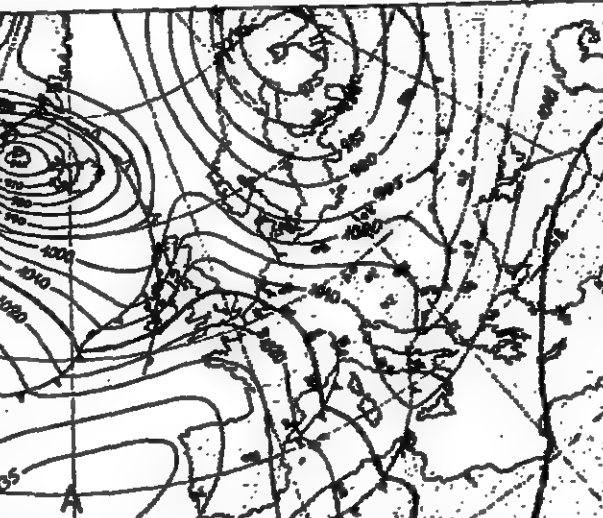
Au cours de la journée, le mauvais temps gagnera la moitié nord-ouest de la France. Il se fera l'après-midi de la Loire et de l'Alsace à la Champagne et au Morvan. De l'Aquitaine au Massif Central et au nord de la France, le ciel deviendra de plus en plus nuageux en fin de journée.

Des régions pyrénéennes au bord de la Méditerranée et aux Alpes, assez beau temps, plutôt ensoleillé.

Températures maximales atteignant 1 degré dans l'Est, 2 à 4 degrés sur la plupart des régions. Il fera tout de



PRÉVISIONS POUR LE 5 JANVIER A 0 HEURE (GMT.)



de la journée du 3 janvier; le second, le minimum de la nuit du 3 au 4 janvier : Ajaccio, 13 degrés et 10; Biarritz, 12 et 8; Bordeaux, 10 et 7; Bourges, 9 et 5; Brest, 8 et 2; Caen, 8 et 4; Cherbourg, 7 et 4; Clermont-Ferrand, 10 et 2; Dijon, 6 et 2; Grenoble, 14 et 1; Lille, 8 et 2; Lyon, 9 et 3; Marseille-Marianne, 13 et 4; Nancy, 6 et 2; Nantes, 9 et 3; Nice-Côte d'Azur, 14 et 7; Paris-Le Bourget, 9 et 2; Paris-Montsouris, 9 et 3; Pau, 12 et 4; Perpignan, 14 et 7; Rennes, 9 et 3; Strasbourg, 8 et 2; Tours, 9 et 2; Toulouse, 9 et 4; Poitiers-Poitou, 26 et 14.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 5 degrés; Amsterdam, 7 et 2; Athènes, 16 et 8; Berlin, 9 et 3; Bonn, 9 et 1; Bruxelles, 7 et 3; Le Caire, 19 et 16; Les Canaries, 22 et 17; Coppenhague, 7 et 2; Dakar, 24 et 20; Djibouti, 16 et 11; Genève, 9 et 1; Jérusalem, 12 et 4; Lisbonne, 14 et 7; Londres, 7 et 2; Luxembourg, 6 et 0; Madrid, 7 et 2; Moscou, 1 et 0; Nairobi, 27 et 15; New York, 4 et 0; Palma-de-Majorque, 16 et 8; Rome, 15 et 12; Stockholm, 3 et 0; Téhéran, 16 et 7; Tunis, 18 et 5.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3617

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Pour la doubler, il faut une certaine étoffe. - II. Améliore les recettes. Port de Japon. - III. Loges pour gardiens. Ne voit le jour que bien après sa naissance. - IV. Substrat à la source. Jazzeux au Royaume-Uni. - V. Procédais à un nettoyage à sec. - VI. Fonctionne. Nombre important mais indéterminé. - VII. Rôle de la musique si l'on s'en rapporte à l'adage. - VIII. S'est entenda jadis après entente. A servi pour beaucoup autrefois. - IX. Petit duc qu'Hémi III trouva chez lui. Note. - X. Pratiques rosières. Pris d'un travail de Chéron. - XI. Condamné à rester dans l'ombre.

VERTICALEMENT

I. Personnage parlant à voix basse. - 2. Avec quoi les anciens chassaient les bêtes noires. Portent des armes ou servaient à s'en protéger. - 3. Ne doit pas être assilée, même pour débiter la tirade du nez. - 4. Pièces de collection dépourvues de valeur. - 5. Se plante dans des espaces vides. Sigle d'un empire disparu. Monnaie au royaume de Belgique. - 6. On le change en prenant des billets et le débourse pour prendre parfois des déboires. Lyrique y livra une sanglante bataille. - 7. Participe passé. Nom d'origine de l'enfant bête de la Forêt Noire. Voisin de palier. - 8. Le cavalier s'y montre souvent cavalier. Académicien dont le pseudonyme évoque un fantôme. - 9. Se plantent généralement dans les champs sous labourés. Note.

Solution des problèmes n° 3616

Horizontalement

I. Tempier. - II. Egal. Nait. - III. Mouise. Ré. - IV. Pm. Aptas. - V. Enlées. - VI. Clak. - VII. As. Etées. - VIII. Merc. Sac. - IX. El. Hous. - X. Ame. OO. - XI. Tels. Coc.

Verticalement

1. Tempérament. - 2. Egot. Set. - 3. Mamer. Al. - 4. Pil. Echis. - 5. Sancton. - 6. Incept. Moc. - 7. Eu. Tels. - 8. Rps. Lou. Oc. - 9. Test. Bercu.

GUY BROUTY.

EN BREF

DÉBOUCHÉS

LE JOURNALISME. - La prochaine rencontre étudiants-professionnels organisée par l'université de Paris-Panthéon-Sorbonne sur le thème « Le journalisme » aura lieu vendredi 20 janvier, de 14 heures à 17 heures, salle 11 du centre Panthéon, 12, place du Panthéon à Paris (5^e). Ces réunions visent à favoriser l'orientation et l'insertion professionnelle des jeunes diplômés et à leur faire prendre conscience des réalités du monde du travail.

* Collège conseil information orientation, 96, rue de Tolbiac, 75014 Paris. Tél. 13. 784. 11-66.

EMPLOI

PROFESSEURS DE MUSIQUE. - Les épreuves des concours en vue de l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur dans les écoles de musique classées par l'Etat Conservatoire national de région ou Ecole nationale de musique auront lieu dans le courant du premier semestre 1984 pour les disciplines suivantes : alto, violon, violoncelle, flûte, hautbois, basson, percussion, formation musicale, accompagnement, animateur, danse contemporaine, chant choral, harpe.

* Renseignements et inscriptions auprès de la Direction de la musique et de la danse, Division de l'enseignement et de la formation, 53, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Tél. 555-92-43, poste 468 ou 469. La clôture des inscriptions est fixée au 31 janvier 1984.

ÉCHECS

LA FINALE DU TOURNOI DES PRÉTENDANTS SE DISPUTERA A VILNUS (U.R.S.S.)

La finale du Tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs entre les deux grands maîtres soviétiques, Garry Kasparov et Vassil Smyslov, se déroulera, à partir du 9 mars prochain, à Vilnius, capitale de la République socialiste soviétique de Lituanie, à l'agence Tass. Le vainqueur de cette finale rencontrera, pour le titre, l'actuel champion du monde, leur compatriote Anatoli Karpov.

D'autre part, le championnat d'Europe juniors qui s'est disputé à Grynag (Pays-Bas) a vu la victoire du Soviétique Valeri Salov, dix-neuf ans, devant le Norvégien Simen Agdestein et le Britannique James Howell.

FORMATION

PARENTS ET ENFANTS.

- L'Institut des sciences de la famille organise, à Lyon, deux sessions destinées aux parents et aux éducateurs sur les relations avec les jeunes enfants (de la naissance à l'adolescence) et avec les adolescents et les jeunes (quatre jours en février et mars).

* Institut des sciences de la famille, 36, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon. Tél. (7) 892-91-34.

RENCONTRES

« VIEILLES TIGES ».

- A l'occasion du cinquantième anniversaire de la Croix-Rouge française, qui s'est déroulée entre le 15 novembre 1933 et le 15 janvier 1934, les Vieilles Tiges, association amicale de pionniers de l'aviation, demandent aux survivants de se faire connaître.

* Les Vieilles Tiges, Orde du bois de Boulogne (porte Maillot), 75116 Paris. Tél. 024-15-97.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 6 JANVIER

- Le musée Victor-Hugo, 15 heures, 6, place des Vosges, 75004 Paris.

- Le Printemps, 15 heures, rue de Châteaudun, nouveau magasin, M^e Halot.

- Raphaël, 15 heures, Grand Palais, M^e Oswald.

- Turner, 18 h 15, Grand Palais, M^e Lemarchand (Caisse nationale des Monuments historiques).

- 10 000 ans d'art en Syrie, 13 h 45, Petit Palais (Les amis de l'histoire).

- La Sorbonne, 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Caisse nationale d'art et d'histoire).

- L'île de la Cité, 15 h 15, Grand Palais (P.-Y. Jost).

- Autour de Saint-Séverin, 14 h 30, façade de Saint-Séverin (Paris pittoresque et insolite).

- De l'ancien Hôtel-Dieu, 14 h 30, parvis Notre-Dame (Paris autrefois).

- Le Panthéon, 15 heures, entrée principale (Paris et son histoire).

- Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).

édité par la S.A.E.L. le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauvois-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982)

Impression : de - Monde - 15, rue de l'Industrie PARIS-10^e

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395 - 2037.

TRANSPORTS

PAR JUGEMENT DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Les hauts salaires à Air France ne seront pas « gelés »

Dans une « recommandation » rendue publique à la fin de 1982, le premier ministre, soucieux de contenir en 1983 les hausses de salaires dans la branche de 8 %, qui devaient être celles de l'augmentation des prix, demandait aux entreprises - en particulier aux nationales - de respecter au cours de l'année, d'une part, une progression de la masse salariale de 8,3 % et, d'autre part, un gel de la partie des rémunérations supérieures à 250 000 F.

Cette dernière disposition touchait notamment les compagnies aériennes, et en particulier le personnel navigant technique dont les salaires dépassent en général ce seuil. Jusqu'à présent, U.T.A., compagnie privée, ne semble pas avoir appliqué la « recommandation ». Air Inter, de son côté, est parvenue à un accord avec son personnel pour appliquer des revalorisations provisoires des augmentations pour les tranches de salaires supérieures à 250 000 F.

Dans son accord salarial pour 1983, signé seulement par Forcé ouvrière du côté du personnel, Air France avait prévu d'appliquer un système quelque peu compliqué de retenues : les hausses de salaires étaient intégrées dans les tranches de salaires de leur entrée en vigueur - et quel que soit le niveau de revenu - puis répercutées en deux prélèvements annuels (juin et décembre) sur les salaires tombant sous le coup de la recommandation gouvernementale. La ponction annuelle allait de 329 F pour un salaire de 270 000 F à 29 392 F pour un salaire de 1 000 000 F.

La section d'Air France du Syndicat national des pilotes de ligne engagés assistait une action contre l'employeur devant le tribunal de grande instance de Paris. Celle-ci vient de se terminer par un jugement qui déclare « nul et de nul effet » les dispositions de l'accord salarial « relatives au gel des rémunérations supérieures à 250 000 F par an ». Le tribunal ajoute que « les retenues effectuées à ce titre par la compagnie Air France sur les bulletins de salaires de juin 1983 sont irrégulières ». La compagnie nationale est également condamnée aux dépens.

études foncières

Au sommaire du numéro 21 :

- La réversion d'équipement
- Les mutations foncières en zones périphériques
- Autogestion urbaine en Espagne
- Le « conservatisme » de l'espace agricole
- Un club de micro-informateurs pour les agriculteurs, etc.

ABONNEMENT un an (4 numéros) : 150 F

64, rue de la Fédération, 75015 Paris. Tél. (1) 567-35-34.

OFFRES D'EMPLOI	Le Monde	Le Monde T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	83,00	98,44
IMMOBILIER	25,00	29,55
AUTOMOBILES	55,00	66,42
AGENDA	55,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le Monde	Le Monde T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,80
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE DE DEPOT PARIS, effectif : 508

recrute

pour sa Direction du développement

UN CHEF DE PROJET H/F

Diplômé Sciences Eco ou grandes écoles de gestion.
Expérience Marketing 5 à 10 ans en milieu bancaire.

pour son agence Paris-Bourse

UN FONDE DE POUVOIR CLIENTELE PRIVEE H/F

Classe IV ou V.
I.T.B. ou diplôme d'Etudes Supérieures.
Aptitudes à diriger une équipe de chargés de clientèle.
Expérience 3 à 5 ans dans poste similaire exigé.Adresser C.V., photo et prétentions
sous réf. 85282 à CONTEXTE Publicité
20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01,
qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

L'ETOFFE D'UN CONSULTANT

Vous vous sentez le tempérament d'un consultant, et possédez des solides compétences dans le domaine du Management. Vous appréciez les avantages de cette profession : travail autonome, résultats perceptibles influant rapidement sur le développement de votre carrière, enrichissement de la personnalité. Quant à ses contraintes, elles vont dans le sens de vos goûts : prise en charge complète d'un problème, qualité des prestations, traitement de sujets renouvelés se présentant dans des contextes différents.

Votre formation est impérativement celle d'une très grande Ecole d'Ingénieurs, avec de substantiels compléments en expérience industrielle.

Nos clients sont de grandes sociétés industrielles, et nos bases sont situées à Paris, Lyon et Genève.

Pour nous rejoindre écrivez à Axial (sous référence 5942) 27 rue Taichout, 75009 Paris qui transmettra.

Votre dossier sera traité confidentiellement.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Dans le cadre de son expansion Société Internationale

Spécialisée dans la distribution
de composants électroniques
recherche

6 VENDEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

POUR PARIS ET REGION PARISIENNE

Salaire + intéressement très motivants
selon expérience. Véhicule de société.Envoyer C.V. sous n° T 043.752 M
REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

emplois internationaux

(et départements 4 Outre-Mer)

TRADUCTEURS-INTERPRETES

Organisme OTAN au Luxembourg organise un concours en vue de la constitution d'une réserve de recrutement de traducteurs-interprètes de langues maternelle française.

Qualifications requises :
- Diplôme de niveau universitaire.
- Expérience de la traduction et de l'interprétation.
- Nationalité d'un pays membre de l'Alliance atlantique.

Sujet international. Examinations écrits d'écrit.

Concours : Les épreuves comporteront la traduction de textes de caractère général et technique d'anglais en français et d'un bref texte de français en anglais, ainsi que l'interprétation simultanée (en cabine) d'anglais en français et de français en anglais.

Les candidats, accompagnés d'un curriculum vitae détaillé, sont à adresser avant le 13 janvier 1984 à la :

Division du Personnel
NAMS
3, 13 - L-4301 CAPELLEN
Grand-Duché de Luxembourg.

CABINET CONSEIL DE PREMIER PLAN leader dans la profession, offre un poste évolutif à un

PSYCHOLOGUE H/F

Il aura une première expérience professionnelle (en clinique ou dans l'industrie), de solides connaissances dans les techniques projectives, de bonnes capacités de synthèse et/ou rédaction, des aptitudes relationnelles marquées.

Il collaborera à la pose d'examen psychologique approfondi, à leur analyse et à l'élaboration des conclusions.

La réussite à ce poste permettra une intéressante perspective d'évolution au sein de l'équipe.

Ecrire sous réf. PF 145 M

4 rue Massenet 75016 Paris

Preservatrice Foncière TIARD

recherche pour son département
comptabilité générale réassurance

2 CADRES

REASSURANCES ACCEPTATIONS

sous la responsabilité du chef de division.

Il s'occupera :

- des comptes de tiers débiteurs en acceptation

- des relations avec les tiers

Il aura à encadrer une dizaine de personnes.

Expérience indispensable.

REASSURANCES CESSIONS

Il aura la responsabilité des comptes de

réassurances cessions et des comptes de tiers

réassurés.

Il s'occupera du suivi financier des comptes et des

relations avec les tiers. Il encadrera 14 personnes.

Profil :

- Bac +2, connaissance de la réassurance souhaitable.

- Bonnes notions d'Anglais.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prêt.

(en précisant le poste qui vous intéresse) à :

Preservatrice Foncière - Service recrutement

18, rue de Londres - 75457 Paris Cedex 09.

emplois régionaux

Dans le cadre des nouvelles responsabilités communales, la ville de LAON (38.000 hab.)

recrute

UN ATTACHE

Chargé de diriger les services financiers.
Expérience communale indispensable dans le domaine financier.

UN ATTACHE

pour le service URBANISME

Ayant une formation en urbanisme et/ou expérience professionnelle.

Il participera aux études de conception au sein d'une équipe pluridisciplinaire et assurera le suivi et la mise en œuvre de certains dossiers.

UN ATTACHE

pour le service ECONOMIQUE

Rattaché directement au Secrétaire Général, il devra être un correspondant permanent avec tous les services économiques publics ou privés.

Il sera chargé d'études dans le domaine de l'économie, de l'emploi et du tourisme.

- Formation économique indispensable, expérience communale souhaitée.

- Il collaborera à l'animation du C.L.E.

UN ATTACHE

Chargé de diriger le service des affaires culturelles et sportives.

Il sera le correspondant de tous les services extérieurs et devra assurer la coordination de la politique municipale en la matière.

UN ATTACHE

pour le SECURITARIAT GENERAL

Il sera un des collaborateurs directs du Secrétaire Général et sera chargé, à ce titre, d'assurer un suivi des dossiers et aura fréquemment des liens avec les administrations.

- Formation juridique indispensable ou expérience professionnelle dans l'administration.

Les recrutements se feront selon les conditions statutaires en vigueur et sous le pouvoir immédiat.

Adresser une demande écrite manuscrite et C.V.

avec photo à : M. le Maire, Hôtel de Ville, (201) LAON Cedex

Renseignements auprès du Secrétaire Général

Tél. : (23) 23-22-05.

VILLE DE LAON

(Aisne) 30.000 habitants

recrute d'urgence

UN SECRETAIRE GENERAL ADJOINT

Selon conditions statutaires

Epa. communale indispensable.

Adresser une demande

manuscrite et C.V. avec photo à :

M. le Maire - Hôtel de Ville

20211 LAON CEDEX

Renseign. auprès du Secrétaire

Général. Tél. (23) 23-22-05.

ANIMATEURS

Sociétés + activités ad. Expr.

en animation indépendante.

Envoyer C.V. + photo à :

OCCAJ

ANIMATEUR

85, rue d'Amsterdam

75008 PARIS.

Tél. : 526-21-21.

ASSIST. PRINCIPAL (CHEF DE MISSION)

Ecrire avec C.V. et photo sous

le n° T 043.808 M

REGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

SUD

Assistants d'architecture

CONCEPTEURS

D'INTERIEUR ARCHITECTE

pour travail sur terrain-projet

détaillé et plans d'exécution

aux côtés

de l'architecte chef de projet.

La mission inclut :

- Un travail de création archi-

tecturale pour le design de

tous les composants du pro-

jet : plans, coupes, sections, etc.

- La participation aux ap-
plications architecturales.

- Age 30 à 40 ans.

- Expérience professionnelle

10 à 15 ans avec au moins

connaissances de chantier.

- Préférer les normes regio-

nales européennes.

- Parler anglais.

- Travail rapide.

- Salaire en fonction.

Ecrire à : SUD, 167, rue Parisis,

13008 Marseille.

SA. DE BOVES

Ne pas se présenter. Photo,

C.V. détaillé. Dossier très

complet de travaux personnels.

Présentation recommandée.

Envoyer C.V. et photo sous

le n° T 043.808 M

REGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

L'INSTITUT DE MANAGEMENT PUBLIC-CESMAP

Organisme de formation, conseil,

recherche en gestion des administrations,

entreprises publiques et collectivités locales.

RECHERCHE

UN COMPTABLE

de formation BTS ou DUT avec quelques années d'expérience.

Il sera chargé, sous le contrôle du Directeur Financier, de

la tenue de la comptabilité, des déclarations fiscales et so-

ciales et de l'élaboration des documents de synthèse.

Des connaissances en informatique seraient appréciées.

Rémunération en rapport avec les qualifications exigées.

Adresser un curriculum vitae à :

Monsieur le Directeur

INSTITUT DE MANAGEMENT PUBLIC-CESMAP

67, avenue Lénine - 94112 ARCUEIL CEDEX

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

Sous réf. 5942.

CABINET FRANÇAIS D'

INGENIEURS CONSEILS

RATTACHE A UN GRAND GROUPE INTER-

NATIONAL DE SERVICES, nous recherchons

PLUSIEURS INGENIEURS

Notre Cabinet aide les Sociétés, générale-

ment de taille importante, à optimiser l'uti-

lisation de leurs moyens à tous les niveaux

de la gestion. Il connaît depuis plusieurs

années une expansion régulière.

• Nous recherchons des individualités de

valeur éprouvée, ayant déjà une expé-

rience significative en responsabilité de

gestion et en commandement dans

l'industrie.

• La préférence est donnée aux candidats

ayant une expérience dans les domaines

de la PRODUCTION.

• Il n'est pas nécessaire d'avoir une expé-

rience dans le Conseil, car la formation de

Consultant sera assurée au sein des équi-

pes opérationnelles.

Les candidats retenus auront au nous con-

vaincre de leur aptitude à animer les hom-

mes à tous les niveaux, de leurs capacités

d'analyse et d'imagination et surtout de leur

sens du CONCRET, car leur tempérament les

porte à vouloir réaliser leurs idées, pratique-

ment, sur le terrain.

Il s'agit d'un métier passionnant, permettant

un développement exceptionnel de la per-

sonnalité. Mais il faut être bien certain de

pouvoir en accepter les contraintes (les ingé-

nieurs ne rentrent à leur domicile que le

week-end).

Veuillez adresser votre C.V. accompagné d'une

lettre manuscrite mentionnant le niveau de

rémunération souhaitée sous réf. 8312 BH à

l'adresse de notre Conseil en Recrutement

HANDY ASSOCIATES S.A.

Rue de Livourne 56 - B 100 BRUXELLES

qui l'examinera et ne nous la transmettra

qu'avec votre accord préalable.

قرا من الامل

Le Monde

économie

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION CHEZ TALBOT

Le « repli stratégique » des grévistes de Poissy

En évacuant l'usine de Poissy dans la soirée du mardi 3 janvier, les grévistes de Talbot, trop peu nombreux, ont perdu la deuxième manche, face à la direction de l'entreprise, qui, le matin, n'avait pas réussi à faire reprendre le travail. Malgré consolation : une grève d'une journée à eu lieu aussi à la filiale Peugeot-Talbot de Nice, pour protester contre la suppression de cinquante-six emplois.

Après les discussions inécessaires de la matinée, quelques-uns accompagnés de brèves bagarres, l'usine de Poissy avait paru, au cours de l'après-midi, se réinstaller dans la grève. Dans le B 3, le bâtiment de la soudure et des presses, ce le B 2, celui des moteurs, comme dans le B 3, celui du « ferrage », le montage des carrosseries, les chaînes s'étaient arrêtées : quelques machines seulement continuaient à tourner ici ou là ; une presse solitaire faisait trembler un angle du B 2.

Dans le B 3, une file de chariots élévateurs isolait de nouveaux les chaînes de montage de l'allée, où se regroupaient en petits conciliabules, près des salles de repos, plusieurs centaines d'immigrés grévistes. Ceux-ci réexaminaient à qui voulait les entendre leurs doutes sur les possibilités de reclassement des ouvriers licenciés, « alors que les jeunes qui sortent de l'école ne trouvent pas d'emploi », ou l'acceptation d'un retour au pays « dans de bonnes conditions, pas avec 20 000 ou même 40 000 F ».

Un comité de grève formé d'ouvriers de différents secteurs avait tenté de se constituer en fin de matinée, pour faire pression sur les syndicats et faire entendre la voix des travailleurs immigrés, expliquait un des délégués C.G.T. maghrébines « dissidents ». Des militants de la C.F.D.T., tout en se défendant de vouloir « prendre en main le mouvement », s'y étaient

inscrits, et le syndicat maintenait le mot d'ordre de grève avec occupation de l'usine.

Un face-à-face tendu

En revanche, les responsables de la C.G.T., étrangement absents, se contentaient de dire qu'ils continueraient à « consulter les travailleurs ». « Ce n'est pas à la C.G.T. de décider, c'est aux 16 000 travailleurs de Poissy », observait seulement M. Yves Bongiorno, secrétaire adjoint du syndicat de l'usine.

En début d'après-midi, un rassemblement qui avait réuni devant la mairie de Poissy plus d'un millier de manifestants venus aussi d'autres usines de la région parisienne à l'appel de la C.G.T. avait montré à nouveau l'opposition entre les deux syndicats. Mme Nora Tréhel, secrétaire de la C.G.T. de Talbot-Poissy, déclarait : « la stratégie d'affrontement que prône la C.F.D.T., qui ne peut que

conduire à l'échec ». Des heurts s'étaient produits entre des militants des deux syndicats autour du camion 300 de la C.F.D.T. : une équipe de FR 3 qui tentait de filmer la bagarre avait été malmenée.

Surtout, dans l'usine, les grévistes n'étaient pas seuls. Les régulateurs et la maîtrise, en outre, en blouse bleue, et les cadres étaient restés à leurs postes, dans les différents bâtiments de l'usine, conformément aux instructions de la direction. Dans le B 3, ils se regroupaient dans les allées, se rapprochant progressivement des grévistes et les repoussant insensiblement. Parmi eux, on notait aussi la présence de militants de la C.S.L., dont le secrétaire général, M. Auguste Blanc, avait vivement pris à partie, dans un communiqué, « l'anarchisme et l'irresponsabilité des militants de la C.F.D.T. », qui « entretiennent un climat perpétuel de tension » dans l'usine de Poissy, estimant qu'ils devaient être

« rejetés de la communauté de travail ».

Un face-à-face tendu s'installait entre les grévistes, qui n'étaient plus en fin d'après-midi qu'une centaine, et les « hommes en bleu », plus nombreux, marqués de temps en temps par des échanges de propos acerbes ou les interventions de syndicalistes ou de cadres pour calmer les esprits et éviter des affrontements.

Peu avant 19 heures, les responsables syndicaux invitaient les derniers grévistes à évacuer le bâtiment. « Nous vous demandons de quitter l'usine plutôt que de tomber dans les provocations », déclarait au mégaphone M. Jean-Pierre Noual, secrétaire de la C.F.D.T. de Talbot-Poissy. « Un repli stratégique ne déshonore pas le mouvement ouvrier. Demain, nous ferons en sorte d'être plus nombreux pour convaincre les copains d'être avec nous... Il ne faut pas rester ici. Il y a des risques d'affrontement très graves. Demain, nous reviendrons

tous ensemble, nous serons 16 000 à continuer la lutte », répétait Mme Nora Tréhel, et dans la soirée, la C.G.T. devait annoncer son intention d'organiser un « référendum » dans l'usine ce jeudi.

Peu après 19 heures, les derniers grévistes avaient quitté l'usine, laissant la place à la maîtrise : tandis que des volontaires se préparaient à passer la nuit dans les bâtiments, des sandwiches et des boissons étaient distribuées. Avant de demander la remise en ordre des lieux, des représentants de la direction faisaient constater la situation par un huissier et photographier des boules laissées ici ou là sur des chariots. Dans la journée, la direction avait déposé une plainte contre X à la suite de l'incendie qui avait eu lieu dans l'usine au cours de la nuit du 30 au 31 décembre : celui-ci aurait fait des dégâts estimés selon elle à 20 millions de francs.

G.H.

Les syndicats : haro sur la C.F.D.T.

Ce n'est pas la direction de P.S.A. qui s'en plaint : autour du conflit de l'usine Talbot de Poissy la division syndicale bat son plein. Balaïya, les vieux schémas ? Les affrontements, parfois physiques, s'opposent, plus ou moins, comme à l'accoutumée, grévistes et non-grévistes, militants O.S. immigrés, mais également C.G.T. et C.F.D.T. Avec des approches très antagonistes, les deux centrales sont engagées dans un conflit qu'elles ont de plus en plus de difficultés à maîtriser.

Dans un pays où le syndicalisme est affaibli tant par ses divisions que par sa situation très minoritaire chez les salariés, l'action syndicale est par essence difficile. Quand il s'agit d'obtenir un relèvement des salaires ou une baisse de la durée du travail, l'action d'une « minorité » syndicale est bien reçue par la majorité des non-syndiqués, car elle profite à tous. Mais le problème se pose bien différemment quand un mouvement est déclenché pour empêcher des licenciements. Ou tous les salariés suivent et en assument les éventuelles conséquences, parfois victorieuses. Ou ne se mobilisent que ceux qui sont menacés de licenciements, et le reste des salariés en vient alors à redouter que l'entreprise elle-même soit mise en péril, l'emploi de tous se trouvant en jeu. Telle est la situation aujourd'hui à Poissy.

A première vue, l'effervescence sociale à Poissy est inouïe : mais, parquée la production, la C.G.T. domine l'impression de s'associer sur le couvercle de la marmite pour empêcher l'explosion, alors que la C.F.D.T. soufflerait sur les braises. Ce n'est évidemment pas si simple. La C.G.T. tente visiblement de calmer le jeu, d'apparaître « responsable » en prenant en compte les 14 000 emplois, qui devraient subsister de favoriser une remise en activité de l'usine en pré-

sentant l'accord P.S.A.-gouvernement comme un premier acquis, qu'il est possible d'améliorer par d'autres formes d'action. Mais alors que M. Louis Vianet, secrétaire de la C.G.T., affirmait devant le comité confédéral de novembre 1983 que la C.G.T. doit apparaître « comme l'organisation qui, en permanence, est à la tête de l'action pour la défense des revendications », elle ne peut se permettre de se couper encore davantage d'une base immigrée qui pour une part, l'a déjà lâchée. C'est ainsi qu'elle a lancé l'idée - déjà utilisée dans d'autres entreprises - du « référendum » afin d'obtenir les garanties sociales nécessaires pour qu'aucun travailleur ne se trouve réduit au chômage, idée qui lui permet de s'abriter ensuite derrière les options d'une « majorité de travailleurs ». Mais qui participent à un tel référendum ? Les derniers carrés de fidèles ou aussi les dissidents de la C.G.T., les grévistes de la C.F.D.T. et les adhérents de la C.S.L. ?

La C.F.D.T. en arrive à une situation où, au fur et à mesure que semble progresser son audience auprès des immigrés de Poissy - tout en demeurant très minoritaire - elle fait l'assimilation des états-majors syndicaux contre elle. La C.G.T. la présente comme une allée objective de la direction « pour faire naître l'engagement de la violence ». La C.S.L. affirme qu'elle « revient à sa véritable nature : l'anarchisme et l'irresponsabilité ». Et M. Bergeron s'en prend à sa surenchère. A l'issue d'une entrevue avec M. Fabius, le secrétaire général de F.O. a estimé que « ce qui a été décidé l'a surtout été entre le P.S. et le P.C. », ce qui n'est pas « une bonne méthode », mais a demandé l'application des décisions « car ce sont quatre mille emplois qui sont en cause ».

De fait, la C.F.D.T., en apparaissant maximaliste, prend des risques.

M. Georges Granger, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie, a reconnu dans une interview au *Nouvel Economiste* que la C.F.D.T. le court le risque d'apparaître aventuriste. L'opinion pourrait en effet de ne pas s'y retrouver entre une confédération qui, au niveau national, prône la rigueur et la solidarité, défend l'image de résistante économique et industrielle, et une section jusqu'au-boutiste qui refuse le moindre licenciement. Dire que des suppressions d'emplois sont nécessaires dans l'automobile mais qu'il ne doit pas y avoir de licenciements n'est pas un message facile à faire passer.

La C.F.D.T. veut avant tout que d'autres méthodes - basées sur la concertation préalable, la réduction de la durée du travail liée à la formation - soient mises en œuvre pour régler le problème des sureffectifs. Mais en adoptant une attitude radicale sur le terrain - qui est confortée par l'apparition d'un comité de grève composé de cégétistes et de dissidents C.G.T. - elle court le risque d'attiser les tensions et de favoriser un blocage aux conséquences dramatiques. Elle marche sur une corde raide.

MICHEL NOBLECOURT.

Confusion et heurts

(Suite de la première page.)

« Conserver la finesse du langage territorial, conserver les images de marque propres, ne pas perturber les habitudes de la clientèle, ne pas multiplier les concurrents locaux entre concessionnaires polyvalents (ce qui amènerait des défections au profit des marques étrangères) », ajoutait ce rapport. Or la fusion des réseaux Peugeot et Talbot - achevée à la mi-82 - a provoqué à contrario, au sein d'hypothétiques économies d'échelles dans la distribution, ce qui était prévisible : perte des parts de marché (de plus de moitié) et poussée de la pénétration des marques étrangères.

De plus, les progrès de l'automatisation auraient dû être programmés de longue date par la direction, et la formation aurait dû évoluer en conséquence. Les réductions d'effectifs annoncées sont d'ailleurs encore loin du compte. M. Georges Granger, secrétaire de la Fédération métallurgique de la C.F.D.T., reconnaît que « pour produire mille voitures par jour à Poissy, lorsque l'usine sera parvenue au degré de robotisation de Renault-Donat, il suffira de huit mille personnes. Or il en reste quatorze mille ».

Voilà qui devrait amener la direction de Peugeot à plus de souplesse,

car elle aura besoin dans les années à venir de syndicats capables d'accompagner cette difficile mutation sociale. Dresser des reits dans lesquels le gouvernement est tombé sans malice, menacer - non sans crédibilité - de déposer le bilan de Talbot, ne pas faire le moindre geste en direction des syndicats, c'est avoir une attitude plus politique qu'économique.

Le gouvernement n'est pas, il est vrai, sans responsabilité dans la situation actuelle de l'automobile française et dans la dégradation de sa compétitivité. Le blocage des prix au plein renouvellement des modèles, en 1982, s'est révélé catastrophique, et la réduction imposée du temps de travail sans perte de salaire a rendu fort réticents les dirigeants des groupes - y compris Renault - face à ce qui semble la seule réponse à l'évolution, dans les années à venir, du secteur automobile.

Les responsabilités du gouvernement

La présentation par M. Mauroy de la solution Talbot comme l'exemple à suivre dans les dossiers futurs - alors que seule la fédération C.G.T. semble avoir été consultée par le ministre communiste, M. Ralle, sur ce qui était acceptable par elle - a en outre obligé le premier ministre à s'arabouter, coûte que coûte, sur ce qui n'était comme le dit la C.F.D.T. qu'un « accord politique ». Et la tentative de M. Mauroy de contourner le refus de la direction d'Automobiles Peugeot de négocier à Poissy par l'ouverture d'une discussion plus large dans la branche automobile arrive bien tard.

On en est là. La direction annonce qu'elle « tirera toutes les consé-

quences de la situation dans l'usine ». La cession des parts de Peugeot dans Talbot à deux sociétés étrangères - qui sera effectuée le 5 janvier après la tenue des comités d'entreprise - permettrait à la firme, dans les semaines ou les mois qui suivent, de déposer éventuellement son bilan. Il ne manque pas, dans P.S.A., de dirigeants pour trouver que, décidément, Talbot coûte bien cher à Peugeot, ne suscite que des difficultés et qu'après tout les modèles pourraient être construits en Espagne. Mais c'est là un recours extrême, qui ne serait pas sans inconvénients, pour la 205 et la 104 notamment.

Les syndicats, pour leur part, savent que leur marge d'action est étroite. Déjà, les multiples mouvements sociaux des dernières années ont porté atteinte au crédit de la marque et ont joué dans son déclin. La C.F.D.T., déjà qualifiée d'« irresponsable » par la C.G.T., M. Bergeron et la direction, risque d'être mise en accusation en cas de dépôt de bilan.

Que les syndicats cèdent, et ils pourraient bien être débordés par leur base, notamment immigrée. Quoi qu'il arrive, les syndicats sortent affaiblis du conflit. Est-ce là l'exemple voulu par M. Mauroy ?

BRUNO DETHOMAS.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEX MOIS	
	+ base	+ haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-U.....	8,465	8,490	+ 140	+ 130	+ 285	+ 345	+ 780	+ 920
SE-U.....	6,794	6,821	+ 132	+ 182	+ 264	+ 323	+ 727	+ 856
SE-U.....	3,675	3,691	+ 168	+ 197	+ 330	+ 368	+ 1019	+ 1083
DM.....	3,876	3,893	+ 155	+ 177	+ 365	+ 334	+ 885	+ 944
DM.....	2,726	2,743	+ 134	+ 188	+ 271	+ 298	+ 799	+ 856
DM.....	14,959	14,964	+ 116	+ 268	+ 280	+ 373	+ 462	+ 829
DM.....	3,813	3,815	+ 263	+ 283	+ 537	+ 552	+ 1493	+ 1575
DM.....	3,826	3,836	+ 199	+ 127	+ 373	+ 292	+ 1256	+ 1186
DM.....	12,948	12,975	+ 261	+ 370	+ 544	+ 667	+ 1558	+ 1794

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9/11/16	10/1/16	9/5/8	10	9/11/16	10/1/16	10/1/16	10/1/16	7/16
SE-U.....	5/16	5/16	5/8	6	5/3/4	6/1/8	6/1/8	6/1/8	6/1/8
DM.....	5/16	5/16	5/8	6	5/3/4	6/1/8	6/1/8	6/1/8	6/1/8
DM.....	9/1/8	9/7/8	10/1/4	11/4	10/2/12	11/2/12	11/2/12	12/1/4	12/1/4
DM.....	2/1/2	3	3/3/8	3/4	3/11/16	4/1/16	4	4	3/8
DM.....	14/1/4	16/1/4	15/1/4	16/1/2	16/1/4	16/3/4	17/1/2	17/2	18
DM.....	8/7/8	9/1/4	9	3/8	9/1/8	11/2	9/7/16	9/13/16	14/1/2
DM.....	12	12/1/4	12	13/4	12/1/2	13/8	14	14/1/2	

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE
COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONALES
N° P 3428

La Compagnie des Phosphates de Gafsa, exploitant minier dans le Sud tunisien, se propose de louer le matériel suivant en deux variantes :

Première variante :

- Un camion Dumper de 75 tonnes US;
- Une chargeuse sur pneus de 9 m³.

Deuxième variante :

- Un camion Dumper de 120 tonnes US;
- Une chargeuse sur pneus de 17 m³.

Les engins seront admis temporairement pour une période d'essai effective de l'ordre d'une à deux années, moyennant un paiement de location dans les normes des cahiers des charges tenus à la disposition des soumissionnaires aux bureaux de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 9, rue du Royaume d'Arabie-Soudaite, à Tunis (service général).

L'acquisition définitive pourra être prononcée après la période sus-indiquée et ce en cas d'essai concluant.

Les intéressés par ces avis d'appel d'offres pourront retirer un exemplaire des cahiers des charges contre paiement de 20 dinars.

L'ouverture des plus soumissionnaires des offres et portant la mention « Ne pas ouvrir - A.O. n° P 3428 » sera publique et aura lieu le 14 février 1984, à 9 heures, dans la salle des réunions de la direction des achats, 2130 Médina.

Les offres seront adressées au nom de M. le Directeur des achats de la C.P.G., à Médina.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
SERVICE DES MARCHÉS
RABAT

APPEL D'OFFRES INTERNATIONALES
OUVERT NON PUBLIC N° 10/84

Le ministre de la santé à Rabat, recevra jusqu'au 24 février 1984, à 18 heures, les offres de prix concernant la fourniture et l'installation de matériel de radiologie dans différentes formations hospitalières.

Les soumissionnaires doivent déposer les documents et les prospectus techniques au service de l'approvisionnement, 66, rue des Oulets-Ziane, Casablanca, le 24 février 1984, avant 18 heures.

PIÈCES À PRODUIRE
DANS UNE PREMIÈRE ENVELOPPE

A. - DOSSIER ADMINISTRATIF

- 1° Une déclaration sur l'honneur en double exemplaire prescrite par l'article 6 paragraphes 5 et 6 complétée conformément aux indications de l'article II A du décret n° 2/76/479 du 14/10/1976 relatif aux marchés de travaux fournitures ou services au compte de l'État.
- 2° Attestation délivrée depuis moins d'un an par le percepteur certifiant que le soumissionnaire est en situation fiscale régulière et mentionnant l'activité exacte au titre de laquelle le soumissionnaire a été imposé.
- 3° Le cautionnement provisoire conformément à l'article 9 du cahier des prescriptions spéciales.

B. - DOSSIER TECHNIQUE

Note indiquant les moyens humains et techniques du candidat, le lieu, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a concouru, l'emploi qu'il occupait dans chacune des entreprises auxquelles il a collaboré.

DANS UNE DEUXIÈME ENVELOPPE

La soumission timbrée accompagnée du détail estimatif et du bordereau des prix.

L'ensemble est à mettre dans une enveloppe extérieure qui doit porter le nom et l'adresse du soumissionnaire, la nature des fournitures ainsi que la mention suivante : « APPEL D'OFFRES INTERNATIONALES OUVERT NON PUBLIC N° 10/84 ».

Les plis seront soit envoyés par la poste soit déposés contre récépissé au secrétariat de M. le Secrétaire général du ministère de la Santé à Rabat.

Les dossiers sont à retirer au service des marchés du ministère de la Santé à Rabat et aux ambassades du Royaume du Maroc à l'étranger.

(Publicité)

AVIS

LIGNE A 2 CIRCUITS 400 KV
CAZARIL-MARSILLON

Une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par ÉLECTRICITÉ DE FRANCE en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne à 2 circuits 400 KV Cazaril-Marsillon, dans les départements de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées et des Pyrénées-Atlantiques.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par ÉLECTRICITÉ DE FRANCE comporte une étude d'impact.

Pendant 2 MOIS à compter du 16 janvier 1984 ce dossier restera déposé dans les lieux énumérés ci-après où le public pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture.

Département de la Haute-Garonne :

- préfecture de la Haute-Garonne à TOULOUSE,
- sous-préfecture de SAINT-CAUDENS,
- mairie de MONTREJEAU,
- Direction régionale de l'industrie et de la recherche, 3 bis, rue Marconi à TOULOUSE.

Département des Hautes-Pyrénées :

- préfecture des Hautes-Pyrénées à TARBES,
- sous-préfecture de BAGNÈS-DE-BIGORRE,
- mairie de VIC-EN-BIGORRE,
- mairie d'AUREILHAN,
- mairie de RABASTENS-DE-BIGORRE,
- mairie de TRIE-SUR-BAISE,
- mairie de GALAN,
- mairie de CASTELNAU-MAGNOAC,
- mairie de LANNEMEZAN.

Département des Pyrénées-Atlantiques :

- préfecture des Pyrénées-Atlantiques à PAU,
- mairie de LAGOR,
- mairie d'ARTHEZ-DE-BÉARN,
- mairie d'ARZACQ-ARRAZIGUET,
- mairie de LESCAR,
- mairie de THEZE,
- mairie de MORLAAS,
- mairie de MONTANER,
- Direction régionale de l'industrie et de la recherche, 26, cours Xavier-Armon à BORDEAUX.

Durant cette période, le public pourra consigner ses observations sur le registre prévu à cet effet dans chacun des lieux désignés ci-dessus, ou les adresser par écrit aux préfectures susvisées.

SOCIAL

SELON M. STOLÉRU

Deux cent vingt mille personnes ont été artificiellement éliminées des statistiques du chômage

Au terme d'un long travail de dépouillement et d'analyse des statistiques officielles des demandeurs d'emploi, l'ARIES (Association de recherches internationales économiques et sociales), que préside M. Lionel Stoléru, se déclare en mesure d'affirmer que les chômeurs en France, étaient 2 252 000 au 1^{er} octobre 1983 et non 2 040 000, comme le prétendait le ministre chargé de l'emploi.

A l'origine, cette association avait été surprise par l'existence d'un « fantastique écart » de 435 000 personnes, sur un an, qui apparaissait entre le bilan de l'emploi réalisé par l'INSEE et les chiffres officiels, en raison de l'arrivée sur le marché du travail de 222 000 nouveaux actifs et d'un solde des pertes d'emploi de l'ordre de 205 000 résultant de la baisse des effectifs salariés.

En recherchant une explication, le groupe de travail a donc découvert que deux causes essentielles, à savoir le traitement social du chômage et ce que l'ARIES appelle « le traitement politique des statistiques ». Dans le premier cas, on trouve 215 000 personnes qui ont bénéficié de mesures en faveur des départs en retraite ou de celles en faveur des départs volontaires en préretraite, par contrats de solidarité, que l'ancien secrétaire d'Etat ne remet pas en cause.

Dans le second cas, on trouve les préretraites « forcées » dans le cadre des plans F.N.E. (Fonds national de l'emploi) et des garanties de ressources, au nombre de 50 000 ; le « maintien artificiel » en scolarité de 50 000 jeunes et les radiations « forcées » des fichiers de l'AN.P.E. évaluées à 120 000. Au total, estime donc l'ARIES, ce sont 222 000 personnes qui ont été « artificiellement éliminées des statistiques alors qu'il s'agit d'hommes et de femmes voulant travailler ».

« Dès lors, il n'y a plus aucun mystère », poursuit l'ARIES, qui conclut à une « sous-estimation des statistiques officielles et se propose d'établir, trimestre par trimestre, un indicateur de chômage réel ».

Il est naturel que l'association présidée par M. Lionel Stoléru se soit interrogée sur la véracité des chiffres du chômage qui, en effet, ne manquent pas de surprendre depuis des mois. Les conclusions du groupe de travail ne diffèrent pas, sur l'essentiel, des explications que nous avions nous-mêmes fournies (le Monde des 2 octobre et 21 novembre), tant il est vrai que les statistiques officielles correspondent à une réalité aussi comptable que possible.

En revanche, l'analyse de l'ARIES vient étayer un jugement que l'on peut discuter. Les préretraites F.N.E. (écarts économiques d'entreprises en difficulté ou en restructuration, doivent-ils être considérés comme des chômeurs ? Les jeunes qui poursuivent leurs études, et donc complètent leur formation, sont-ils des demandeurs d'emploi ? Les nombreux radisés des fichiers de l'AN.P.E. ne sont-ils pas, dans certains cas, des faux chômeurs ou, dans d'autres cas, des personnes qui relèvent d'un autre traitement social que l'indemnisation du chômage ? On pourrait en débattre à perte de vue. Car les situations individuelles ne sont pas si tranchées.

M. Stoléru, qui se montre si rigoureux pour l'examen des chiffres du chômage de la gauche ou pour dénoncer, tout au moins, les manipulations de la droite, ne se montre pas si indulgent pour les statistiques de l'emploi et surtout les stages en entreprise pour les jeunes.

Il reste que le travail de l'ARIES pourrait s'orienter vers un autre mystère des chiffres du chômage, et qui concerne cette fois l'évolution décalée entre la baisse présumée des offres d'emploi, ou constante des effectifs salariés, et leur lente répercussion sur la montée des demandes d'emploi. Il y aurait là matière à réflexion sur la nature de la crise et sur la modification en profondeur du marché du travail qu'elle entraîne. — A.J.A.

AGRICULTURE

LA GUERRE DU LAIT FRANCO-BRITANNIQUE

Suite et fin ?

De notre correspondant

Londres. — Ça y est, les Normands semblent être bien partis pour une nouvelle conquête de l'Angleterre. Cette fois, il ne s'agit que des producteurs laitiers, et les envahisseurs, contrairement à leurs ancêtres, ont demandé la permission. Mais, s'ils viennent de l'obtenir, elle n'est pas encore définitivement acquise, et la « guerre du lait » — aux proportions européennes — à laquelle on s'est livré pendant des mois, de part et d'autre de la Manche, n'est peut-être pas tout à fait achevée. Les Britanniques, qui ont opposé une résistance farouche, luttant pied à pied, laissent encore entendre qu'ils n'auraient perdu qu'une bataille...

Vingt-deux mille six cents litres de lait de longue conservation (U.H.T. : stérilisé à ultra-haute température), expédiés par l'Union laitière normande (U.L.N.) le 28 décembre, étaient retenus dans le port de Newhaven depuis cette date, pour analyses. Mardi 3 janvier, les autorités sanitaires britanniques ont annoncé que le produit pouvait être distribué dans le pays.

L'obstination des exportateurs français a été ainsi récompensée. Un mois plus tôt, un précédent envoi avait été refusé, car le lait, selon les experts britanniques, contenait « trop d'eau » et, de ce fait, devait être jugé « impropre à la consommation humaine ». Manifestant leur mécontentement devant le palais de Buckingham, les producteurs français avaient affirmé que la Grande-Bretagne, par des voies détournées, continuait de se livrer à un protectionnisme abusif déjà condamné par la Cour européenne de Luxembourg en février 1983, décision qui avait contraint le gouvernement de M. Thatcher à autoriser, en novembre, pour la première fois, l'importation de lait U.H.T. venant du continent. Mais cette autorisation s'était révélée de pure forme puisque, à l'extrême, un nouvel obstacle, d'ordre sanitaire, avait empêché la livraison (le Monde du 22 novembre et du 9 décembre).

Depuis, la Commission de Bruxelles a adressé une protestation

au ministre britannique de l'agriculture, M. Michael Jopling, qui avait déclaré auparavant que le lait français avait « un goût exécrable ». Cette démarche paraît n'avoir pas été étrangère à la levée du dernier obstacle. C'est du moins ce que prétendent aujourd'hui, avec amertume, les producteurs et les sociétés de distribution britanniques. Ceux-ci continuent de faire campagne contre l'arrivée du lait U.H.T. français dans les supermarchés, car son prix est d'environ 25 % moins cher que le lait frais anglais livré à domicile. A l'instigation de l'opinion publique, qu'ils veulent mettre en garde, ils déclarent notamment que ce service traditionnel, si particulier à la Grande-Bretagne, est désormais menacé en raison d'une concurrence qui en remet en cause la rentabilité.

Toutefois, la partie n'est pas encore perdue pour eux, car les autorités britanniques ont précisé mardi que chaque expédition de lait U.H.T. étranger continuerait d'être soumise à leur sévère contrôle. De nouvelles contestations sont donc toujours possibles.

FRANCIS CORNU.

ÉTRANGER

LA CHINE ET LES ETATS-UNIS POURRAIENT SIGNER UN IMPORTANT ACCORD DE COOPÉRATION INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE

La Chine et les Etats-Unis pourraient signer un important accord en matière de coopération industrielle et technologique au cours de la visite officielle que le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, doit effectuer aux Etats-Unis du 10 au 16 janvier prochains, selon le Washington Post.

Le quotidien américain précise que l'accord mis au point porte principalement sur la coopération énergétique entre les deux pays, notamment dans le domaine de l'industrie minière, et sur le développement des ressources pétrolières, hydrauliques et des métaux non ferreux.

Citons des fonctionnaires américains, le Washington Post précise qu'il s'agit d'un accord-cadre permettant une participation accrue des milieux d'affaires des Etats-Unis au développement de l'industrie et du commerce en Chine. Il s'agirait de l'un des principaux sujets traités par M. Zhao à Washington, indique le journal.

M. Reagan doit se rendre en Chine en avril prochain. (A.F.P.)

ETATS-UNIS

Record des faillites bancaires. — Le nombre des faillites bancaires américaines a, en 1983, été le plus élevé depuis plus de quarante ans. Selon l'Institut fédéral d'assurance des dépôts bancaires, qui garantit les dépôts effectués auprès des 14 800 banques des Etats-Unis, cette augmentation est due essentiellement aux conséquences de la récession et des importantes variations de taux d'intérêt. 48 faillites ont été enregistrées contre 42 en 1982, et il faut remonter à 1939 pour trouver un chiffre supérieur, avec 60 faillites. D'après un autre institut de contrôle fédéral, le nombre des faillites de caisses d'épargne a baissé l'an dernier, avec 33 interventions du gouvernement, contre 47 en 1982. — (A.F.P.)

Les sidérurgistes de la Chiers à Vireux-Molhain (Ardennes) renvoient leurs lettres de licenciement à la femme du directeur. — La lettre confirmant la fermeture de l'usine sidérurgique de la Chiers à la fin mars 1984 a été renvoyée, à six cents exemplaires, à l'épouse du directeur, le 3 janvier. Les sidérurgistes, soutenus par l'intersyndicale (C.F.D.T., F.O., C.G.C.), entendent ainsi attirer l'attention sur « les situations regrettables » créées par cette annonce. Une délégation, reçue par le maire de Vireux-Molhain, a rappelé d'autre part le souhait que la fermeture de l'usine, filiale d'Usinor, « ne fasse pas de chômeurs ».

Trois cadres ont été sequestrés dans une usine de la Sarthe. — Le directeur local de l'usine de la S.G.F. (Société générale de fondrie) de Sainte-Jamme-sur-Sarthe (Sarthe) et deux cadres ont été sequestrés, du 2 janvier au soir au 3 janvier dans l'après-midi, après l'annonce de la reconduction des mesures de chômage partiel qui touchait 50 des salariés. Les trois cadres ont pu quitter l'usine après que la direction générale à Paris ait accepté « d'engager des négociations sans préalable », comme le demandait l'intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T.-F.O.

AFFAIRES

SIX MOIS APRÈS L'ACCORD AVEC LES FRÈRES WILLOT

Immobilisme et inquiétudes dans le groupe Boussac

Il y a quelque temps, on donnait pour certain que la nouvelle politique industrielle de la Compagnie Boussac Saint-Frères (C.B.S.F.) serait arrêtée au plus tard à la fin de janvier. Rien n'est moins sûr aujourd'hui.

Deux faits étayent cette thèse. Le conseil d'administration de la compagnie, qui devait se réunir le 10 janvier, a été différé. On ne sait pas encore quand les administrateurs se réuniront.

Le deuxième fait est l'affichage dans les ateliers et les bureaux de l'entreprise d'un telex qui a été envoyé aux responsables des différentes branches de l'entreprise. A la lecture de ce telex la direction de la compagnie paraît vouloir préparer l'ensemble de son personnel (18 000 salariés) — et au premier chef les militants et les responsables des syndicats ouvriers — à une modification des objectifs industriels de la société. Les futurs objectifs seraient beaucoup moins ambitieux que les précédents : en tout cas, ils seraient plus en rapport avec la situation financière — désastreuse — de la compagnie.

Que dit ce document ? Que le nouveau plan industriel de la C.B.S.F. est actuellement examiné par les pouvoirs publics à partir des conclusions d'une récente expertise industrielle (audit) demandée au cabinet spécialisé Arthur D. Little par le ministre de l'économie, des finances et du budget (le Monde du 17 décembre).

Certes, de « larges convergences » existent entre les conclusions de cette expertise et les principales orientations du plan d'investissement qui avait été arrêté par la firme il y a un peu plus d'un an. Toutefois, en raison de la très forte hausse du dollar et de la mauvaise conjoncture économique, la « compagnie ne pourra pas, par ses seuls moyens », tenir ses engagements. Son « redressement sera plus difficile et plus long » que prévu, ce qui repoussera la fin du délai de location-gérance (c'est le statut actuel de la firme) et diffèrera l'utilisation de « nouveaux moyens » servant « d'appoint » pour sortir l'entreprise de l'ornière.

Ainsi le dossier de la C.B.S.F. a-t-il évolué et les dettes de la firme s'accumulent. Quelle suite sera donnée au projet d'accord établi en juillet dernier entre la direction actuelle de la compagnie et MM. Wiliot, qui possèdent toujours 42 % du holding de l'Empire Boussac (le Monde des 14, 15 juillet, et du 10 octobre 1982). Ce projet prévoyait le

regroupement à terme des activités industrielles de la compagnie avec celles du holding.

Un petit pas vient d'être fait qui permettra peut-être de débloquer la situation. MM. Antoine, Jean-Pierre et Régis Wiliot — qui ne sont pas restés, pour le moment, en retrait — ont les deux autres depuis juillet dernier des salariés de Boussac — se sont défaits de la tierce opposition qu'ils avaient introduite contre le contrat de location-gérance signé avec la C.B.S.F. M. Bernard Wiliot lui, en revanche, n'a pas encore adopté la même attitude.

Un pas bien timide pourtant, puisque M. Jean-Pierre Wiliot a fait savoir à la direction de la compagnie qu'elle devait lui fournir un projet industriel économique et financier précis, faute de quoi le projet d'accord entre MM. Wiliot et la C.B.S.F. deviendrait caduc.

Les pouvoirs publics paraissent peu désireux pour le moment que soit mise en application ce projet, et le ministre de la justice tend à donner aux tribunaux les instructions nécessaires qui permettraient de débloquer la situation.

Les pouvoirs publics vont être conduits à assurer les échéances de la compagnie. Le gouvernement est acquis aux conclusions de l'expertise du cabinet Arthur D. Little. Or elles s'opposent presque totalement aux choix de développement faits il y a un an par l'actuelle direction. Compte tenu des points forts de la société (il en reste quelques uns comme le secteur de l'hygiène ou celui de l'ingénierie) et aussi de la concurrence internationale qui s'avère, le cabinet Little suggère que la compagnie coupe ses branches mortes et regroupe certaines de ses unités de production avec ceux des concurrents. Le langage de la rentabilité en est son. Ce qui en termes concrets signifie, d'ici à 1984, la suppression de quatre mille, voire cinq mille emplois.

On comprend bien que l'Etat hésite. Faut-il actuellement charger aussi le budget de dossier Boussac... Il a aussi à traiter « socialement » d'autres dossiers industriels : charbonnages sidérurgiques, chantiers navals, automobile.

L'ensemble — il « faut » pendant un temps le dossier Boussac en attendant qu'il ne soit trop exigeant les échéances ?

En attendant, la direction de la compagnie doit recevoir le mercredi 11 janvier les représentants des syndicats ouvriers.

ALPHONSE THIÉRY.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE LA HENIN

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 13 décembre 1983 sous la présidence de M. Dominique Chastillon, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 août 1983.

Le bénéfice net des opérations s'élève à 56,6 millions de francs contre 91,3 millions de francs pour l'exercice précédent. Cette baisse reflète la disparition des dividendes de sociétés bancaires nationalisées, partiellement compensée par la progression du revenu des centres commerciaux et par la réduction des frais financiers consécutifs au désendettement de la société.

Les cessions d'actifs sont à l'origine de 12,2 millions de francs de plus-values. La compagnie a en outre pour 169,9 millions de francs de provision, soit 94,9 millions de francs pour dépréciation d'investissements et 75 millions de francs au titre de provisions pour risques, non affectées.

Le résultat net de l'exercice s'établit à 32 335 581,6 francs que l'assemblée a décidé d'affecter comme suit :

- dotation à la réserve spéciale des plus-values à long terme : 30.165.628,79 F.
- report à nouveau du solde : 2.369.956,37 F.

En sorte qu'aucun dividende n'est distribué au titre de l'exercice.

M. Chastillon a défini les grands traits de la stratégie de la société et de ses filiales :

- allègement de ses activités de promoteur immobilier,
- conservation du patrimoine immobilier en optant au mieux son rendement et sa valeur locative,
- développement des activités de promotion des centres commerciaux, des activités hôtelières et des activités agro-alimentaires, notamment viticoles.

L'assemblée générale a, par ailleurs, renouvelé les mandats d'administrateur de M. Dominique Chastillon, de l'Union des banquiers de Paris-Vie représentée par M. Didier Pollet, et nommé en qualité d'administrateurs, M. Patrick Foucault et la société Sofina représentée par M. Jack Franco.

L'EPARGNE DE FRANCE

A la suite de négociations menées entre le groupe familial de M. Pierre Borel, la Compagnie financière de groupe Victorine d'une part, et Commercial Union, société d'assurance de droit anglais d'autre part, et sous réserve d'accord des autorités administratives, Commercial Union prendrait des participations qui lui permettraient de contrôler directement ou indirectement près de 80 % du capital de l'Epargne de France. Cette opération se ferait au cours de 326,68 F l'action Epargne de France. Une procédure de maintien de cours sera appliquée en faveur des minoritaires, dès obtention des autorisations administratives et levée des autres conditions suspensives.

LE SALON DE L'EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS

Aider les entreprises à mener une politique de recrutement efficace et dynamique, qui tienne compte des aspirations des cadres ; d'aujourd'hui et de demain.

Donner aux Jeunes Diplômés et Débutants les moyens d'évaluer la réalité du monde industriel, les contraintes économiques de l'entreprise, pour y adapter leur talent et leurs ambitions professionnelles.

C'est l'idée directrice de ce salon, organisé par le MONDE avec la collaboration de R.T.L. qui aura lieu du mardi 6 au vendredi 9 MARS 1984 au Palais des Congrès.

ENTRÉE LIBRE

Pour toute demande d'information, s'adresser à :



regie presse

J. Degave - D. Le Dren - P. Devoulon
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS
Tél : 233.44.21

Le Monde

H. Guinaudeau
5, rue des Italiens, 75009 PARIS
Tél : 246.72.23

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. EUROPE : « Un dialogue avec M. Thatcher, par Henri Bruguère ; « Renouer ou relancer », par Gérard Jaquet.
11. L'U : Grimoire de la République, le grand mandant gendarme, de Nod Rival.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT : La réunion des dirigeants du Fatah à Tunis.
- 3-4. AFRIQUE : LES ÉMIGRÉS EN TUNISIE : NIGÉRIA : le couvre-feu a été levé.
4. ASIE : CHINE : le développement de modes de production familiaux va être encouragé dans l'agriculture.
5. AMÉRIQUES
5. EUROPE

POLITIQUE

- 6-7. Les prolongements de l'affaire ELF-ERAP.

SOCIÉTÉ

8. La reprise du procès Paribas.
16. COMMUNICATION : Le câble d'ennemi à Vaux-le-Pénil.
18. ÉCHOS : TRANSPORTS.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

9. Et vogues le navire, de Federico Fellini.
- 10-11. « La culture et la vie » : Frédéric, dix-neuf ans ; Genevieve et Guy, retraités ; Anne, vingt-sept ans.
12. « L'art des cycles », au Grand Palais.
13. Programmes des expositions.

ÉCONOMIE

21. L'évolution de la situation à l'usine Talbot de Poissy.
22. SOCIAL : AGRICULTURE : la guerre du lait franco-britannique.
23. AFFAIRES : Inquiétudes dans le groupe Boussac.
- RADIO-TÉLÉVISION (17) : Informations « SERVICES » (18) : La mode ; « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
24. Annonces classées (19-20) ; Carnet (16) ; Programmes des spectacles (14-15) ; Marchés financiers (23).

Le numéro du « Monde » daté 4 janvier 1984 a été tiré à 457 382 exemplaires

SOLDES D'HIVER
le bazar à tissus,
le plus chic,
le plus grand,
le plus étonnant.
TISSUS « COUTURE » ET « DÉCORATION »
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

P. 17
Soldes
Palais des
Congrès
du 5 au 14
janvier

Lisez
Le Monde
dossiers et documents

A B C D E F G

Affrontements à Talbot-Poissy

L'heure de vérité pour M. Nora Trebel a sonné mercredi 4 janvier à 8 h 50. « Camarades, nous avons fait et gagné tout ce que nous pouvions faire et gagner. Faut-il continuer cette action, au risque de tout perdre ? La C.G.T. dit non ! ». Même, tendue, Nora ne s'écartera pas de son texte. Lourd silence quand elle tourne ses pages. Elle a attendu près d'une demi-heure l'arrivée de sa sonne. Une bonne partie de ses militants sont introuvables, répartis aux quatre coins de l'usine, disparus peut-être, ou bien parmi ceux qui ce matin la sifflent. La démarche technique, Nora repartira tout à l'heure vers le petit local de la C.G.T., poignante de solitude, encadrée seulement par un carré de militants de l'Union départementale des Yvelines. Elle fait front aux sifflets, à cette multitude soudain tombée entre elle et une partie des immigrés. Sans jamais prononcer le mot, elle plaide pour la reprise : « L'usine doit produire pour éviter le dépôt de bilan. Nous n'acceptons pas les licenciements, mais pas non plus la mort de Talbot. Nous devons sauver quinze mille emplois. »

« Dix-sept mille ! », crient les grévistes. Un répit, elle promet : « Jamais la C.G.T. n'abandonnera les licenciements. » Et on l'applaudit quand même parce qu'elle est en ce moment surprenamment sincère. « Vous-le savez que la télévision puisse dire que les immigrés font fermer les usines françaises ? Vous-le savez que les arguments aux fascistes et aux racistes de ce pays ? »

« Le racisme, il est partout, grande un Africain », Nora passe le micro au traducteur. Les huées redoublent. « En 1982, vous nous avez tirés par la manche pour faire grève », crie un ouvrier. Il montre encore la carte C.G.T. dans son portefeuille. « Vous criez : « C.G.T. assassin ! ». Vachement. Nora, comme un ressort, se ressaisit du micro. Elle hurle à son tour, ses notes jetées aux orties. Dix-sept mille licenciements, voilà ce que vous voulez ? Dans une bouche alors part cette réponse terrible : « La mort de Talbot, on s'en fout, nous, on est déjà mort. »

La grève depuis quelques heures a basculé dans la folie. Une grève zombiste qui titube plutôt qu'elle n'avance. Où va-t-on ? La confusion est totale. Paniqués par la menace voilée de dépôt de bilan, les petits chefs de la C.S.L. relèvent la tête. « Si les choses devaient continuer, nous appellerions les non-grévistes à se défendre », aversait mardi M. Hervé Marzin, secrétaire de la C.S.L.-Talbot. Il a été vite entendu. Mardi soir une présence massive de la C.S.L. obligeait la poignée de grévistes à évacuer l'usine pour la nuit. Mercredi à 6 heures, selon la C.F.D.T. M. Daniel Richâtter, C.F.D.T.-Renault, était pris à partie aux portes de l'usine par des non-grévistes qui menaçaient de « l'emmener au sous-sol pour le passer à tabac ». Il n'était délivré que de justesse. Dès 7 heures les projectiles volent de l'atelier B3 : une tentative de redémarrage partiel d'une chaîne se solde par deux blessés parmi les non-grévistes, des passerelles tombent des bouloirs de six, mais aussi un moteur de ventilateur, une lourde

colonne de direction. « Tenez, souvenez-vous ! », propose un non-gréviste aux journalistes.

A l'atelier de peinture les agents de maîtrise arrosent les grévistes de gaz lacrymogène. Une trentaine de personnes sont blessées au cours d'échauffourées, dont une quinzaine brièvement hospitalisée. Mais dans le milieu de la matinée, le rapport de force établit le dialogue reprend ses droits. Comme la veille M. Jean-Pierre Noullet et les responsables de la C.F.D.T. s'efforcent à jouer les médiateurs, courants dans les tranchées pour séparer les combattants. « Aujourd'hui c'est au B3 que l'on s'empêche. » Au cœur même de l'usine et du territoire des grévistes.

Appel au sang-froid que personne n'entend. « Tenez, si la chaîne redémarre, dit M. Noullet, ne tombez pas dans les pièges de la direction. » Par deux fois il remonte sur l'estrade pour appeler au calme. Un traducteur marocain de la C.F.D.T. lui crie quelques choses à l'oreille. « Driss me demande de vous dire que la lutte continue, ajoute M. Noullet en s'efforçant de sourire. Cela va de soi... »

La lutte ? Le comité de grève formé hier n'a réuni que trois cent cinquante signatures. « On ne gagnera pas à cinq cents », répète Nora sur tous les tons. Selon la C.G.T., seuls sept cent cinquante licenciements contestent leur licenciement. Sans se faire aucune illusion sur la possibilité de l'organiser, la C.G.T. appelle ce mercredi à une « grande consultation démocratique » dans l'usine.

Mais plus personne ne contrôle plus rien. Des non-grévistes, pour éviter les représailles, sont restés en civil. Des grévistes, répondant aux coups de la C.G.T., ont revêtu leur bleu « pour ne pas diviser les travailleurs ». A vingt-quatre heures des comités centraux d'entreprise Peugeot et Talbot. Poissy est un grand bateau frétille qui remonte de guinguettes vers la tempête.

En fin de matinée la C.S.L. appelle à organiser un vote de l'ensemble du personnel « sous le contrôle d'une centaine de magistrats et d'inspecteurs du travail ».

DANIEL SCHNEIDERMAN

COURS RECORD DU DOLLAR

8,5150 F

Le cours du dollar à Paris a battu tous ses records mercredi 4 janvier 1984, dépassant pour la première fois 8,50 F et s'établissant aux environs de 8,5150 F. Le précédent record avait été établi le vendredi 16 décembre 1983 à 8,48 F.

Alors, en deux séances, celles de mardi 3 janvier et de mercredi 4 janvier, une baisse de la monnaie américaine acquise en quinze jours, qui l'avait ramené à 8,33 F sur la place de Paris, a été annulée, et au-delà. A Frankfurt, le phénomène a été identique, le cours du « billet vert » remontant de 2,72 DM vendredi 30 décembre 1983 à 2,7850 DM. Aucune raison particulière n'est avancée pour expliquer cette nouvelle poussée du dollar, si ce n'est une certaine tension des taux d'intérêt américains, jugée temporaire, car elle correspond aux échéances de fin d'année et de trimestre.

En fait, comme à la fin de l'année dernière, on envisage une poursuite du dollar face à une demande toujours très nombreuse dans des marchés à nouveau nerveux.

L'affaire ELF-ERAP

M. PIERRE GUILLAUMAT : « J'estime avoir pris mes responsabilités »

M. Pierre Guillaumat, ancien président de l'ERAP, a publié, le 4 janvier, en fin de matinée, la déclaration suivante :

« Tant que le rapport non contradictoire de M. Giquel n'a pas été connu de mes anciens services, je me suis abstenu de toute déclaration. »

Maintenant que le rapport a été publié, je souhaite assumer toutes mes responsabilités, en rappelant qu'à l'époque de la genèse de l'affaire, j'étais président de l'ERAP et de la S.I.P.A. C'est en tant que tel que j'ai informé le président Valéry Giscard d'Estaing de l'existence de ce qui pouvait apparaître comme un procédé absolument nouveau de recherche et de distillation d'hydrocarbures et de masses métalliques enterrées ou sous-marines. Les techniciens du groupe, après une série d'expériences, avaient conclu à l'intérêt d'une investigation plus approfondie, compte tenu de l'enjeu économique. Les conditions toutes particulières dans lesquelles se présentait l'accession à ce procédé m'avaient conduit à cette démarche, qui m'a permis de signer le premier contrat qui, je le rappelle, ne comportait pas d'accès aux équipements eux-mêmes.

Quelques mois plus tard, je reçus l'autorisation d'en entretenir le premier ministre, ministre de l'économie et des finances, M. Raymond Barre, auquel j'ai ensuite rendu compte du procédé absolu des opérations et, finalement, de leur conclusion négative.

J'ai obtenu de ces hauts responsables, qui m'ont fait pleinement confiance, les autorisations nécessaires pour permettre de conserver le secret qui aurait pu être l'élément bénéficiaire aux intérêts de la France en cas de succès et qui, par ailleurs, était exigé par l'autre partie contractante.

C'est sous mon autorité, sur mes instructions et dans les conditions contractuelles que j'ai signées que les responsables du groupe ELF-Agip, chargés par mes soins de cette difficile affaire, ont suivi les opérations dans leur première phase avec, à leur avantage, trop peu d'information.

La seconde phase devait permettre d'accéder aux appareils et de faire directement les expériences. Quand l'échec est apparu aux responsables du groupe, M. Chalamond et moi-même avons eu le souci de récupérer les 500 millions de francs versés lors du second contrat, mais cet objectif a pu être atteint grâce au concours d'un expert extérieur désigné par le ministre de l'Industrie et avec l'appui déterminé de M. Philippe de Weck.

Dans toute cette affaire, grâce aux autorisations particulières qui m'ont été données par le président de la République et le premier ministre, j'estime avoir pris mes responsabilités et me suis appuyé sur les mêmes hommes de valeur qui, par leurs succès en mer du Nord, au Canada, en Afrique noire, ont largement contribué à la prospérité du groupe et à sa place éminente dans l'industrie pétrolière mondiale.

Sur le vif

Montand président ?

Alors, l'homme de l'année, c'est Yves Montand ? Pourquoi pas ? On peut lui préférer Noah, Andropov, Jean-Paul II ou Walesa, on ne peut pas lui refuser un coup de chapeau pour sa franchise et son courage. Ou un coup de téléphone. Hier, aux « Dossiers de l'écran », 96 % des appels s'adressaient au-delà du comédien, le citoyen, qui n'a pas craint — je cite — de se remettre en question sur la place publique. Il a avoué, il a reconnu haut et fort — il a remis ça encore une fois à la télé — s'être trompé. Et on lui en sait gré. D'autant que son parcours, le parcours du sympathisant du P.C. se croyant obligé de fermer les yeux sur les blouses blanches, sur Prague, sur Budapest et sur tout sur le reste, beaucoup d'entre nous l'ont suivi, l'on verra. A tous les niveaux. Ne pas faire le jeu de la droite, c'était l'obsession. Et ça continue. On a reproché à Yves Montand ses prises de position sur la période du Front national à Dreux : Le Pen Marchais bonnet blanc et blanc bonnet ; moi, elles ne me gênent pas, elles m'inspirent. Il a du cran, Yves Montand.

Il en faut pour dire tout haut ce que beaucoup d'entre nous pensent tout bas sans oser encore appeler un chat un chat. Il nous l'a reproché mardi soir, il nous a accusés d'être conditionnés par des années de malhonnêteté intellectuelle. Peut-être bien en effet.

Cela dit, si je peux me permettre une réflexion, il ne faudrait pas que notre homme de l'année se voie déjà dans le rôle d'homme d'Etat qu'aspirent lui voir jouer certains. N'est pas Reagan qui veut. Montand l'a admis, tout en laissant entendre — ça nous a fait sourire — que si l'autre était devenu président des États-Unis c'est parce qu'il n'avait pas réussi, contrairement à lui, le petit Livi devenu grand, dans le show biz. Allons donc !

S'il tient à garder intacte son image de témoin de notre temps, Montand doit bien regarder désormais où il met les pieds. Gare aux calculateurs. Et bravo l'acteur. Dans tous les sens du mot.

CLAUDE SARRAUTE.

AUX « DOSSIERS DE L'ÉCRAN »

Yves Montand reproche à la gauche de se fourvoyer dans de mauvaises querelles

L'émission « Les dossiers de l'écran » consacrée, le mardi 3 janvier, à Yves Montand a été l'occasion pour le chanteur et comédien de répondre aux questions de téléspectateurs sur sa carrière et sur ses engagements politiques. Ces derniers ont occupé la plus grande partie des deux heures qu'a duré l'émission, les présentateurs indiquant que 95 % des appels reçus au standard de S.V.P. portaient sur ce sujet.

Yves Montand a expliqué son compagnonnage avec le parti communiste dans les années de l'après-guerre et son attitude lors de la répression du soulèvement hongrois par les Soviétiques en 1956. « On était stalinien, a-t-il dit, comme on était gaulliste, « churchillien » ou « rooseveltien » : il fallait chasser l'occupant nazi. Ensuite, le P.C. était le « parti des fusillés », la formation politique qui avait, en tant que telle, donné le plus à la lutte contre l'occupant, ce prestige rejoignant celui que l'Union soviétique devait, son rôle dans la défaite de l'Allemagne, à ses vingt millions de morts et à l'« internationalisme prolétarien », dont elle se réclamait. Yves Montand a évoqué, aussi, son environnement familial, composé d'ouvriers immigrés italiens, qui incarnaient « d'instinct » vers le communisme.

« Déchiré » par les événements de Hongrie, en octobre 1956, Yves Montand était néanmoins parti, avec Simone Signoret, pour une tournée en Union soviétique. Au cours d'un

dîner avec les principaux dirigeants, dont Khrouchtchev, il avait exprimé son désaccord sur l'intervention de l'armée rouge à Budapest. L'ancien « compagnon de route » du P.C. s'est attaché à expliquer les mécanismes de l'avènement volontaire, qu'il combat aujourd'hui, sur la réalité soviétique. L'argument principal, a-t-il dit, était qu'il ne fallait pas « faire le jeu de la droite » et « dire à l'ennemi ce qui ne va pas chez nous ».

La réalité du régime soviétique — le Goulag, les anales psychiatriques pour les dissidents — et de ceux des pays de l'Est étant, à présent, bien connus, Yves Montand estime prioritaire de combattre ce système et ceux qui le défendent. « Il faut aussi critiquer Reagan, a-t-il dit, mais la différence, c'est que Reagan peut être changé, pas les dirigeants soviétiques. » Il admet que son métier lui permet d'avoir un point de vue différent de celui de l'ouvrier « qui fait les « trois huit » et qui se bat pour boucher les fûts de mois », mais il condamne, précisément, l'« exploitation » de la condition ouvrière au service d'une idéologie qui conduit à l'oppression. « Ce que Walesa a demandé, dans le cadre de la Constitution « socialiste » polonaise, c'est anodin : le droit de former un syndicat libre et l'abolition de la censure », a-t-il ajouté.

Yves Montand a exprimé son approbation de la fermeté du président de la République face à l'Union soviétique dans l'affaire des euro-missiles, car, a-t-il observé, « lorsque les S.S.-20 soviétiques avaient été installés, il n'y avait pas eu de mouvement de protestation ; celui-ci n'a commencé qu'avec les décisions prises à l'Ouest pour rétablir l'équilibre ». Le chanteur et comédien regrette que la gauche n'ait pas tenu dès 1980 le même langage de vérité sur l'économie et qu'elle se fourvoie dans de mauvaises querelles, comme celles de l'école privée, de la presse ou des « avions renifleurs ». Il estime que les parents doivent pouvoir mettre leurs enfants dans l'école de leur choix et constate que le projet de loi sur la presse a été critiqué au sein même de la gauche. Quant à l'affaire ELF, s'il juge « très bien » de dénoncer l'abus des deniers publics, il désapprouve la façon « triomphante » dont le pouvoir, qui commet aussi des erreurs, a attaqué la gestion de ses prédécesseurs.

Yves Montand estime que la droite est compétente en matière économique et que la gauche ne peut réussir seule le redressement qu'elle a entrepris. Ennemi du « capitalisme sauvage », mais partisan du libéralisme, il s'efforce que la gauche lui reproche une liberté de dont elle le félicitait lorsque, « fils de prolo qui a réussi », il se bornait à la soutenir sans la critiquer. Pourquoi ne pas entreprendre, comme M. Ronald Reagan, une carrière politique ? « Reagan, qui est un bon président, a-t-il dit, n'avait pas vraiment réussi dans le spectacle, ce qui n'est pas mon cas. (...) Il y a suffisamment d'hommes capables, de droite ou de gauche (...), pour que je n'embarrasse pas la scène politique. »

F.J.

soldes
NICOLL
la tradition anglaise
à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

Aux Trois Quartiers on fête le
BLANC 84
Des exemples :
En 100% coton, blanc brodé rose fabriqué en Inde
NUIT sans manche 190 F
NUIT forme soutien-gorge ou LIQUETTE 200 F
NUIT manches longues boutonnage épaule 210 F
NUIT manches longues grand col 250 F

Aux Trois Quartiers
17 Bd de la Madeleine, Paris - Tél. 260.39.30 - Retrouvez le plaisir d'acheter

VENTE TOTALE...
avant travaux, de tout le...
STOCK TAPIS
ET
IRAN ORIENT
Profitez des prix !
Quelques exemples :
VERMOREL (coton et soie) 160 x 160 - 24.000 - 10.900 F
155 x 165 - 24.000 - 14.900 F
TAPISSERIE 200 x 200 - 24.000 - 14.900 F
GROSSE (soie) 150 x 160 - 42.000 - 19.900 F
MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Élysées - 215.62.90

jigger
JIGGER SOLDE SES SOLDES
GRANDS MARCHÉS DÉGRUPPÉS
15 bd. Saint Michel
75006 PARIS
PRIET À PORTER

مكتبة الأمل